

S'inquiétant du programme nucléaire de Bagdad

Les Etats-Unis accentuent leur pression sur l'Irak

La tentation militaire

Trois semaines du premier anniversaire de l'invasion du Koweït par l'armée irakienne - qui déclencha la crise puis la guerre du Golfe - le ton monte de nouveau entre Washington et Bagdad. Le président Bush et ses porte-parole fusillent les « mensonges » du « tyran » Saddam Hussein, lequel dénonce en retour la « perversité malfaisante » de son accusateur.

A Washington, l'irritation est manifeste. En reconnaissant lundi dernier, dans une lettre adressée aux Nations unies, qu'il conduisait un programme d'enrichissement de l'uranium, l'Irak a ravivé les inquiétudes américaines. Confirmant les pires soupçons, Bagdad admet avoir - au mépris des engagements pris dans le cadre du traité de non-prolifération nucléaire - poursuivi avec obstination son vieux objectif : posséder la bombe.

Avant la guerre, les experts estimaient communément que l'Irak n'aurait pu disposer d'un arsenal nucléaire avant cinq ou dix ans. D'après les indications techniques fournies par Bagdad et par certains « informateurs », le danger nucléaire irakien serait donc beaucoup moins lointain.

COMMENT l'écarter une fois pour toutes, sinon par une nouvelle action militaire ? Avant de céder à cette tentation, l'Amérique recourt à la dissuasion. Le président Bush tourne contre Bagdad, consulte son meilleur allié - le premier ministre britannique John Major - et tous deux s'affirment résolument prêts à engager toute action nécessaire pour conjurer la menace irakienne. De son côté, le Pentagone fait état d'une liste d'installations visées en cas d'attaques. Dans l'immédiat, ces pressions psychologiques ont pour but d'abîmiser M. Saddam Hussein à laisser les équipes dépêchées par les Nations unies accomplir leur mission.

En vérité, la marge de manœuvre de l'Amérique semble fort étroite. On voit mal comment des bombardements aériens permettraient aujourd'hui de détruire des objectifs nucléaires qui n'ont pu être endommagés au plus fort de la guerre. En outre, avant de se lancer dans une telle entreprise, le président Bush voudra s'assurer du soutien politique de ses alliés.

DES représailles anti-irakiennes risquant, enfin, d'attiser la colère de M. Saddam Hussein. Comment éviter que celle-ci ne se retourne par exemple contre ce peuple kurde dont le misérable exode a ému le monde il y a quatre mois et provoqué l'envol, pour le protéger, d'une force internationale dans le nord de l'Irak ? L'installation à la frontière turque d'une « force de réaction rapide » suffira-t-elle à dissuader Saddam Hussein de frapper à nouveau la minorité kurde, surtout si les négociations en cours à Bagdad conduisent de s'enflammer ? Après avoir célébré en fanfare sa victoire sur Saddam Hussein, l'Amérique se heurte chaque jour à un constat amer : le dictateur irakien est solidement ancré dans le cœur de ses commandés, et tant qu'il en sera ainsi son pays restera une menace pour la sécurité de toute la région.

M0147 - 07130 - 6.00 F



Le sort de l'ancien responsable de la Milice à Lyon

La libération de Paul Touvier suscite des protestations

De nombreuses associations ont fait part de leur émotion après la libération de Paul Touvier, et le parquet général de Paris doit former un pourvoi en cassation contre l'arrêt de la chambre d'accusation du 11 juillet. Agé de soixante-seize ans, l'ancien chef milicien est aussitôt sorti de prison. Arrêté en 1989 et inculpé de crimes contre l'humanité, Paul Touvier a versé une caution de 60 000 francs et devra se présenter chaque semaine dans un commissariat parisien.

Un fuyard omniprésent

par Laurent Greilsamer

Paul Touvier a bien mérité de la justice. Libéré par la chambre d'accusation de Paris, l'ancien chef milicien de Lyon n'a pas ménagé ses efforts durant deux ans d'insurrection. Ayant fui ses juges durant plusieurs décennies, ne s'est-il pas soudain mis en parfait dévouement, défilant scrupuleusement aux convocations du juge Jean-Pierre Gotti, parlant d'abandonner ? D'autres auraient observé une « grève » de l'insurrection. Lui, plus habile, a cherché à s'offrir une tribune afin de mettre sa pauvre vie en perspective.

C'est que Paul Touvier n'est pas un justiciable comme les autres. Voilà près de cinquante ans qu'il traîne un dossier qui renvoie directement aux heures les plus sombres de la collaboration. Plus de quarante ans qu'il a fait ce choix de ne pas quitter le sol français alors que tant de ses complices optèrent pour un exil lointain. Plus de quarante ans qu'il a fini par se convaincre, étrange phénomène d'auto-intoxication, qu'il n'a rien à se reprocher.

Lire la suite et nos informations page 8

Les trois publics de l'immigration

Le pouvoir est contraint de s'adresser en même temps aux Français, aux résidents étrangers et aux clandestins potentiels

par Robert Solé

Le fameux « été chaud » aura donc commencé par un coup de fièvre... dans les milieux politiques. Le gouvernement, qui s'apprêtait à lâcher du lest en banlieue, se retrouve en train de serrer la vis aux frontières. On a un peu oublié l'« immigration » pour se replonger dans l'« intégration », avec tout un vocabulaire déplaçant (expulsions, charters, quotas, certificats d'hébergement, regroupement familial...) qui doit sonner étrangement sur les plages.

La gauche a-t-elle « changé de cap » ? M. Mitterrand assure que non, après que M. Cresson et quelques autres eurent

réussi à persuader la France du contraire. En réalité, ces derniers jours, même si le cap est resté le même, il y a eu changement de ton et d'accent, avant une nouvelle rectification de tir. Le moins qu'on puisse dire est que le message en a été un peu brouillé.

Or la politique d'immigration exige d'autant plus de clarté qu'elle présente un caractère contradictoire : il s'agit à la fois d'intégrer certains étrangers et d'en refouler d'autres, d'ouvrir la société et de fermer les frontières. C'est la politique du PS. C'est la politique du RPR et de l'UDF.

Lire la suite et nos informations page 7

Nouveaux incidents à Alger

Des fusillades dans plusieurs quartiers de la capitale

page 20

La coopération méditerranéenne

M. Mitterrand a annoncé à Tunis la tenue d'un sommet au début de 1992

page 3

L'éclipse de soleil

L'éclipse totale de soleil, qui a au lieu jadis 11 juillet, a été observée d'Hawaï au Brésil par des dizaines de millions de personnes et par des scientifiques

page 9



« Sur le vif » et le sommaire complet se trouvent page 20

Adoration du centaure

Chants, chevaux, acrobaties... Une cour d'amour chez Zingaro

AVIGNON

de notre envoyée spéciale

Le soir, la carrière Callet prend des airs de cratère avec tout au fond, un cercle de gradins et autour, au-dessus, un carré de projecteurs. Zingaro est là, annoncé par une volée de cloches, par les paillements des oies - tout ce qui reste de la basse-cour - sur la piste de sable. Deux portes se font face, recouvertes de tapis orientaux. Par l'une, entre une femme vêtue de rouge sombre brodé d'or. Par l'autre, un homme en redingote noire, chaussé de hautes bottes très souples. Ils jouent sur de petits tambours, ils dansent et se regardent, ils tracent

l'un et l'autre une spirale qui les rapproche, une figure de séduction. Pour la première fois, un spectacle Zingaro joue ainsi sur des rapports que l'on pourrait dire amoureux. Entre deux personnes, entre deux groupes - chanteurs des hommes géorgiens et des femmes berbères (le Monde du 4 juillet) - reliés par les exploits des cavaliers, c'est un rituel de l'approche, de l'attirance, de l'ascendant. Hommes et femmes sont séparés par la piste, à la fin seulement, ils vont les uns vers les autres. En chantant, une femme défait la djellaba d'un homme, déroule le turban qui cache entièrement son visage.

COLETTE GODARD

Lire la suite page 10

Les taux d'intérêt d'aujourd'hui sont justifiés

La baisse du loyer de l'argent peut-elle, comme beaucoup le prétendent, encourager les investissements ?

Le Grande-Bretagne a annoncé vendredi une diminution de 0,5 point de son taux de base. Avant la réunion du G7 à partir du 15 juillet à Londres, des diminutions de taux d'intérêt sont attendues dans d'autres pays, notamment en France (lire page 13).

par Maurice Allais

Pour favoriser la croissance, de nombreuses voix s'élèvent un peu partout, et tout particulièrement aux Etats-Unis, pour demander une baisse des taux d'intérêt.

Cependant l'objectif de la politique monétaire ne saurait être de chercher à maintenir de bas taux d'intérêt. Dans une économie de marchés la réalisation d'une efficacité maximale, c'est-à-dire de niveaux de vie aussi élevés que possible, implique que les taux d'intérêt se fixent aux niveaux qui assurent l'égalité des offres et des demandes de capitaux, c'est-à-dire

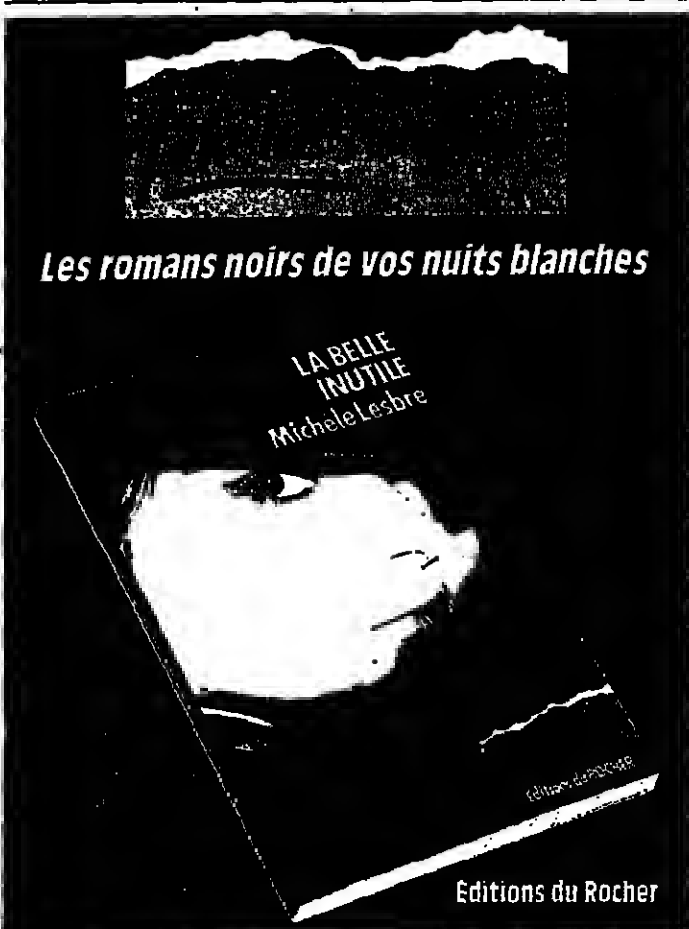
aux niveaux qui assurent une épargne suffisante pour permettre de réaliser tous les investissements effectivement rentables à ces taux.

Aujourd'hui les demandes de capitaux sont très fortes en raison du financement de déficits budgétaires tout à fait excessifs qui se constatent partout et de l'augmentation considérable des besoins d'investissement qui se manifestent également partout dans le monde, et tout particulièrement dans l'ex-RDA, dans les pays de l'Est, en Union soviétique, et au Moyen-Orient pour la reconstruction du Koweït et demain de l'Irak. L'offre d'épargne par contre est artificiellement diminuée par une fiscalité spoliatrice et par une inflation rampante, alors qu'elle devrait être puissamment favorisée, notamment par une diminution de la fiscalité sur les revenus et par l'émission d'obligations indexées. Au regard de l'insuffisance de l'épargne, s'efforcer de maintenir des taux d'intérêt inférieurs à leurs niveaux d'équi-

bre ne pourrait qu'impliquer des injections de nouveaux moyens de paiement et par là même ne pourrait conduire qu'à une inflation accélérée. Il est complètement faux de soutenir que des taux d'intérêt réels bas sont nécessaires pour la croissance. Des taux d'intérêt bas ne sont en réalité utiles qu'à la spéculation qu'ils rendent moins coûteuse, mais ils contribuent par là même à la rendre tout à fait nocive. En fait, alors qu'à l'arrivée au pouvoir du président Reagan en 1981 les taux d'intérêt réels étaient négatifs, ils se sont portés progressivement à des valeurs positives très élevées, et la croissance américaine n'en a été nullement compromise. Ceux qui réclament aujourd'hui de bas taux d'intérêt demandent en réalité la reprise de l'inflation, mais l'expérience montre que finalement l'inflation est défavorable à la croissance.

Lire la suite page 15

► Maurice Allais est prix Nobel de sciences économiques et membre de l'Institut.



A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 8 DH ; Tunisie, 750 m.; Allemagne, 2,50 DM ; Autriche, 26 SCH ; Belgique, 40 FB ; Canada, 2,25 \$ CAN ; Côte-d'Ivoire, 485 F CFA ; Danemark, 14 KRD ; Espagne, 190 PTA ; Grèce, 220 DR ; Hongrie, 1,20 \$ ; Italie, 2 200 L ; Luxembourg, 42 FL ; Norvège, 14 KRN ; Pays-Bas, 2,75 FL ; Portugal, 170 ESC ; Sénégal, 450 F CFA ; Suède, 15 KRS ; Suisse, 1,80 FS ; USA (NY), 2 \$ ; USA (autres), 2,50 \$.

## DÉBATS

Réponses à Alain Finkelkraut et à Paul Fabra

## Fragments d'Europe

par Michel Foucher

L'EUROPE a su dépasser pacifiquement sa division; les Européens semblent incapables de gérer leurs divisions. La « crise de sécession » yougoslave, qui n'est pas une surprise, donne libre cours à des spéculations hasardeuses dont on ne sait si elles résultent d'un romantisme sincère mais irresponsable, d'une ignorance probable de la géographie réelle et de l'histoire récente ou de manipulations suspectes. Alain Finkelkraut a donné son point de vue dans le Monde du 9 juillet.

Le résultat en est une approche unilatérale des enjeux: soutien sans réserve à de « petites nations » qualifiées d'« européennes » – les autres ne seraient donc pas ? – d'autant plus sympathiques que leurs vallées sont plus vertes – un « beau pays » que la Slovénie, écrit Kundera, comme si l'esthétique tenait lieu de mythe fondateur, – et d'autant plus proches de nous que leurs paroissiens sont plus assidus à l'église du dimanche – ce qui leur vaut les faveurs des puissants lobbies catholiques bavarois et autrichiens. Un curieux manque de clarté sur les effets globaux de parti pris conjoncturels érige la « légitimité de l'époque »; elle n'est plus guère sensible qu'au seul droit des peuples; un processus mental s'installe qui juge possible, sinon désirable, une révision globale et, enfin, on voit la solution de tous les maux, en niant ceux qu'elle va inéluctablement créer.

L'avenir de l'Europe repose-t-il sur les épaules de nouveaux Lord Byron ou bien, au contraire, sur l'extension à l'ensemble du continent des méthodes de concertation et de gestion raisonnée des divergences qui ont fait leurs preuves pour promouvoir durablement la construction communautaire ? Qu'apporte-t-elle, un regard géographique sur ces questions, à partir du tragique cas yougoslave ?

## La sécession slovène

Les Slovènes furent l'un des trois peuples fondateurs de la Yougoslavie, en 1919. Ils veulent divorcer sans accord amiable. Soit. Or l'examen attentif d'une carte détaillée souligne ce que cette stratégie du fait accompli pouvait avoir d'inacceptable pour d'autres Républiques. Les Slovènes se sont appropriés les postes-frontières. La situation géographique concrète de la Slovénie lui concède alors le contrôle privatif de 630 kilomètres de frontières extérieures, 22 % de l'enveloppe yougoslave, dans ses segments – italien et autrichien – les plus vitaux. Ils verrouillent ainsi la totalité des axes de relations des cinq autres Républiques avec leurs partenaires européens. Même les Croates de Zagreb, pôle économique de la Fédération, devraient, en cas d'indépendance slovène, négocier avec le nouveau voisin du nord un droit de passage vers Trieste ou Graz. L'armée fédérale a réagi, trop brutalement, en fonction de ce risque, stratégique.

La sécession procède aussi d'une volonté de cesser de contribuer à la pérennité fédérale vers des voisins plus démunis, au risque de perdre le marché qui fonde la prospérité slovène. La CEE, dont on quête le soutien à Ljubljana,

s'est engagée chez les Douze dans une politique exactement inverse, celle de l'assistance aux régions à problèmes, pour réduire, par des fonds structurels réformés, les disparités et promouvoir une plus grande cohésion.

Les dirigeants slovènes ne se seraient pas souvenus dans cette stratégie de rupture sans un solide soutien tacite au nord des Alpes. Appui intéressé ? Est-ce le premier pas vers une « réunification » austro-slovène, si l'on en croit le juriste autrichien Felix Ermacora, qui propose la « récupération » de la Slovénie comme dixième « Bundesland », tandis que la Croatie en serait exclue, « ayant toujours été hongroise » (sic) (1) ? Dans ce cas, comment réintégrait l'Italie, qui a dû céder, au terme de négociations difficiles de 1945 à 1954, le nord de l'Istrie à la Slovénie et le sud à la Croatie ?

Peut-on envisager de répondre aux aspirations, même démocratiques, d'une nation particulièrement pauvre en mesurant toutes les conséquences géopolitiques concrètes et sans exorciser les tentations non dites ?

## Les cimetières serbes

La dissociation serbo-croate serait encore plus redoutable: les frontières intérieures, tracées par Tito, ne coïncident en rien avec les limites ethniques. Elles ne le peuvent d'ailleurs pas, dans ces confins mêlés; il faudrait alors partager la Bosnie multiethnique, charcuter le littoral dalmate. Les partisans d'une « grande Serbie » défient comme l'air ou le repos des cimetières serbes sont des fautes de guerre, à qui la guerre actuelle profite. Quant aux Serbes de la Krajina, ex-Croatie, ils furent naguère en première ligne face aux pogroms anti-serbes des Oustachis croates; leur crainte présente n'est pas infondée. Une guerre civile aurait pour enjeu de déplacer les frontières, au prix du massacre ou de l'exode forcé de ceux qui sont, par le hasard d'une

histoire austro-ottomane ancienne ou des mariages mixtes, du mauvais côté de la ligne de front.

Arrêtons-là ce parcours fineste, qui pourrait se poursuivre vers les albanais du Kosovo et de Macédoine, mais aussi en Slovaquie et en Transylvanie; il ne vise qu'à pointer la complexité des situations et à rappeler qu'il n'est de droits sans devoirs ni de prise de position qui vaille sans examen rigoureux des réalités globales. L'argumentaire produit à l'occasion des crises yougoslaves appelle d'autres observations, plus générales, sur les conceptions de l'espace européen.

## La stratégie du cordon sanitaire

La diffusion, souhaitable, de la démocratie justifie-t-elle d'altérer les limites territoriales, en une sorte de redécoupage électoral à l'échelle du continent, comme pour mieux soustraire les bons élèves de la « Proche-Europe » – Europe centrale et balte – à l'influence de centres de pouvoir où la réforme politique est plus laborieuse ? Si tel était le cas, l'on réinventerait cette vieille stratégie du « cordon sanitaire »; puisque l'ancien régime tarde, lui on la, à mourir, réduisons son champ d'action ! Cette politique condamnerait à l'isolement cette Europe orthodoxe des systèmes sociaux fermés et plus lente à se moderniser, mais sans laquelle il est illusoire et dangereux d'envisager un avenir global pour le continent (2). Une nouvelle division en résulte: entre une Europe « utile », ouverte à l'ultra-libéralisme et à la croissance, et une « Europe inutile », sur laquelle Rome n'a guère de prise. Cette « Contre-Réforme » qui ne dit pas son nom est lourde de périls.

Tout se passe comme si, pour certains, les sécessions se justifiaient comme accélérateur de la sortie de la guerre froide. Or les réalités géopolitiques de l'Europe sont infiniment plus complexes. La majorité des frontières yougoslaves

(sauf la limite italienne), comme celles de l'Europe du Sud-Est et du Centre-Sud, datent des années 1910-1920 et sont donc très antérieures à Yalta. Leur modification remet en question une configuration plus fondamentale que celle imposée par le pacte de 1939 et par Staline; elle ferait jurisprudence pour les quelque 6 300 kilomètres de frontières actuelles tracées entre 1910 et 1924. Veut-on vraiment assumer de tels risques et remanier tout ce qui fut établi au début du siècle ? Qui aura l'audace d'expliquer au président Havel que l'Etat démocratisé pour lequel il a payé de sa personne est « récent et artificiel » ?

A l'inverse, les tracés frontaliers les plus récents en Europe furent imposés dans les régions situées à l'est du rideau de fer, sur l'enveloppe soviétique. C'est là que le nouveau cours européen peut avoir des implications spatiales, chez les Baltes – à tradition ethnique commune en Moldavie – où l'on balaye encore sur les options unification avec la Roumanie ou l'indépendance. La Pologne démocratique s'en est, elle, accommodée et rejoint le groupe des inquiètes des crises yougoslaves et des arguments qu'elles exhumant.

Le rideau de fer – qui suivait partout des tracés préexistants – a finalement créé qu'une seule frontière d'Etat, provisoire: la limite interallemande. Ici, sa fonction unique était de servir de ligne de front militaire et idéologique; il était donc logique que la fin de la tension entraînant sa liquidation. La réunification allemande reste un cas singulier. Elle a fait l'objet d'un règlement international satisfaisant pour chacune des parties. Il faudra, le cas échéant, s'y référer.

Il est exact que la contradiction géopolitique fondamentale de l'Europe est de compter plus de nations ou d'entités ethnolinguistiques à vocation nationale – une cinquantaine – que d'Etats – trente-trois. Dans bien des cas, des compromis fédéraux ou confédéraux sont viables dès lors que les droits des peuples – y compris des majorités – et des minorités sont garantis. Tel est le point de vue de Prague, où la dérive slovène et son effet de précipitation sur la Slovaquie, plus conservatrice, sont jugés préoccupants.

La question n'est pas de refuser toujours et partout la moindre altération du statu quo territorial, encore que celui-ci ne garantisse rien des progrès de la démocratie. Elle réside dans les modalités des changements éventuels, à négocier par les intéressés et à ratifier par les Etats européens. Le choix entre droit des peuples et droit des Etats est un faux dilemme. Il s'agit d'imaginer des formules cohérentes prenant en compte les intérêts globaux d'une coexistence pacifique, à usage cette fois des Européens, parce que le droit des peuples est indissociable d'un devoir de non-conflictualité et de bon voisinage. Faute de quoi, ce n'est pas une Europe « sans frontières » qui se prépare, mais un continent aux « cent frontières ».

(1) Die Welt du 2 juillet 1991.

(2) Le Monde du 7 mai.

► Michel Foucher est géographe à l'université Louis-Lumière (Lyon-II), directeur de l'Observatoire européen de géopolitique, en charge de la prospective Europe de l'Est à la DATAR.

## Les nouveaux Metternich

par Léo Hamon

PAUL FABRA écrivant dans le Monde du 3 juillet, sous le titre « Mitterrand-Metternich », suggère que le président de la République française « cherchait, quelques semaines après la célébration en grande pompe de la Révolution française à se faire le Metternich de l'Europe ». Tout se passerait, en effet, comme si le président se donnait pour objectif « de maintenir aussi longtemps qu'il était possible ce qui restait de l'ordre international ancien ».

Il est vrai qu'une haute fonction « saisi » (pour employer la langue de l'ancien droit) l'homme qui l'occupe. Il est donc légitime de vouloir comparer la politique actuelle de l'Elysée avec certaines indications qui peuvent se dégager de discours et des expériences gaullistes.

Aussi bien, par-delà les polémiques et les imputations, c'est toute l'idée de l'Europe qui est en cause.

Lors de la chute du mur de Berlin, constatant la bête avec laquelle le chancelier Kohl s'est enfoncé dans la brèche pour rétablir une Allemagne unifiée proche de 80 millions d'habitants, beaucoup de Français ont sans doute pensé que ce mouvement constituait une application inéluctable, somme toute bienvenue, du principe du « droit des peuples à disposer d'eux-mêmes »; mais ceux-là ont illustré une vision quelque peu étroite de l'Europe qui est ignorée (ou parlie comme s'ils avaient ignoré) qu'il s'agissait aussi d'un bouleversement de tout l'équilibre européen, dont la surveillance recommandait aux pays de cette Europe une concertation sur les conséquences qui en résulteraient.

Si le président de la République française s'était interdit réflexion et concertation (M. Hamon fait ici allusion au voyage de Kiev – NDLR) et s'était limité à souligner la légitimité de la réunification allemande, il se serait simplement éloigné du sentiment commun des Français (comme cela est alors arrivé à quelques-uns).

## Ne pas gêner les Soviétiques

« Le souci de ne pas gêner les Soviétiques n'a pas, d'autre part, disparu des préoccupations françaises », note-t-on aussi sur un ton de reproche; mais si l'on entend par là qu'un des soucis du gouvernement français est de ne pas donner à l'URSS le sentiment de l'humiliation, de l'hostilité, mais d'essayer de l'attirer dans l'ensemble de l'Europe, on reconnaît en effet là un trait récurrent de la diplomatie française, qu'a souligné en son temps le général de Gaulle, mais qui est aussi une constante de la géographie et de l'histoire. Il faut en louer le chef de l'Etat: elle intéresse bien, du reste, « une certaine idée de l'Europe ». La poursuite et le succès de tels efforts contribuent bien à la prévention de menaces et de risques manifestes.

Il est possible, du reste, que la volonté de maintenir la Russie (même en crise) dans le cercle de l'Europe doive, pour rassurer ses voisins immédiats – les pays de l'ex-pacte de Varsovie – être compensée par l'inclusion des Etats-Unis et du Canada dans une communauté euro-atlantique, qui ne pourrait plus aujourd'hui se séparer de l'Amérique, malgré l'Atlantique, comme elle ne peut plus, du côté russe, se séparer de la Sibérie malgré les montagnes de l'Oural. En ce sens, l'idée d'une confédération purement européenne pourrait être, de ce fait, renvoyée à plus tard et réduite même au traitement des questions de contiguïté territoriale, la principale promotion étant réservée à une CSCE renouvelée par la charte de Paris.

Mais il est vrai que rien de cela ne justifie – bien au contraire – le renvoi « à des calendes lointaines » de l'admission dans la Communauté économique européenne, pour les pays de l'Est ou russes.

Ce qui intervient aujourd'hui, c'est le souci de « parfaire » la Communauté des Douze telle qu'elle existe, et encore d'en étendre le domaine et y ajoutant l'union politique.

Or ce que révélaient les dernières semaines, c'est l'incompatibilité de ces préoccupations avec les réalités et les aspirations apparues, tandis que l'expérience des Douze elle-même infirme les raisons données pour étendre les attributions communautaires dans certaines directions.

Avec un nombre accru d'adhérents, la rotation de tous à la présidence apparaîtrait comme de plus en plus dérisoire, et déraisonnable l'édiction de règles uniformes par des fonctionnaires prétendant régir, en dernière instance, des situations de plus en plus diverses.

On craint donc la « dilution » et l'oubli, avant tout, garder les mécanismes existants et même en étendre les attributions communautaires dans certaines directions.

D'autre part, constituer une force militaire – en plus des coopérations qui permet déjà l'UEO – s'avère une utopie car ce qui l'a emporté à Copenhague, c'est le concept américain d'une défense intégrée à l'OTAN; juger, si poussée que les commandements territoriaux ont déjà été répartis et qu'il ne reste rien de disponible pour la France. De la sorte, l'OTAN a déjà supprimé la possibilité et même l'intérêt pour la France d'une défense proprement européenne intégrée.

## L'absence de la France

Quant à la politique extérieure commune, si elle a comporté des interventions économiques de poids, elle a été aussi illustrée tantôt par une absence dans la crise du Golfe, tantôt par un minimum de conseils donnés aux Yougoslaves... de s'entendre entre eux pacifiquement... tandis que la voix de la France en tant que telle est absente d'une épreuve vitale pour un allié et un ami de toujours. Comme si, pour la plupart des Douze, le choix était entre l'alignement sur l'Amérique et l'action minimale.

C'est un dépit européen nullement coextensif de réputation. M. Alain Lamassoure, qui l'écrit très bien (Le Monde du 6 juillet 1991): « Fille de la guerre froide, la Communauté d'Europe de l'Ouest aux institutions initialement conçues pour un marché commun à six ne peut rester la même après la chute du rideau de fer ».

La « dilution » est donc inévitable – elle n'abolira ni la réalité d'un marché commun ni l'interférence des actions économiques, techniques et de recherche; mais elle remettra en cause l'expansion incontrôlée de la Commission et ce tournant des présidences incompatibles avec une véritable continuité de l'action, comme avec une prise en compte des influences véritables des uns et des autres.

Ne serait-il pas alors plus sage de s'attacher moins à une formule d'intégration politique qui ne peut ni aujourd'hui faire l'Europe européenne ni, de toute façon, durer demain en sa teneur actuelle, et n'est-il pas au moins aussi pressant de manifester aux pays candidats notre désir de les voir venir et d'en témoigner en discutant, dès à présent avec eux, des nouvelles modalités d'aménagement d'instances communautaires permettant notamment de reconnaître les diversités des situations nationales ?

« Les Douze continuent de bâtir une maison pour douze, dans l'ignorance superbe du reste de l'Europe », pour citer encore M. Lamassoure; on boude ainsi l'Europe d'aujourd'hui pour mieux « toiletter » le modèle conçu en 1831.

Dont acte. Mais alors où est la « crispation sur le statu quo » et le projet d'« étendre le domaine d'application » ? Et les nouveaux Metternich ne sont-ils pas alors plutôt qu'à l'Elysée à Bruxelles, et dans le cercle de ceux qui ont les yeux fixés sur son modèle ? Cette localisation géographique permet en tout cas de rappeler que la-bas la débauche des projets de Metternich n'attendait pas le « printemps des peuples » de 1848 mais fut acquiescée dès 1831.

► Léo Hamon est ancien ministre.

## COURRIER

## Recentralisation

Les provinciaux sont en droit de se demander si la technocratie parisienne n'est pas en train de procéder sournoisement à une recentralisation.

Deux faits significatifs: cherchant à établir une géographie de l'impôt sur la fortune, j'avais en 1986 eu, sans difficulté, communication des statistiques par arrondissement fiscal pour mon département, le Doubs. Vouloir procéder en 1990 à une mise à jour, j'ai reçu du directeur des services fiscaux la réponse suivante: « La délivrance de renseignements relatifs à l'ISF étant assurée uniquement par les services centraux, j'ai adressé une copie de votre demande à ma direction générale ». C'était daté du 19 avril 1990. Aucune nouvelle depuis.

En 1985, j'avais eu communication du montant des sommes recouvrées au titre de la taxe d'apprentissage région par région. Les

chiffres étaient fort intéressants puisqu'ils démontraient que, sur un total de 1 218 500 000 F, 596,6 millions, soit 49,5 %, avaient été versés à la région Ile-de-France, ce qui est une preuve supplémentaire de la concentration des moyens sur la région parisienne.

Cherchant à obtenir une actualisation de ces chiffres, j'ai pu à ce jour obtenir de renseignements malgré des démarches répétées.

Il est vrai (statistiques nationales non soumises à embargo) que Paris compte soixante-douze fois plus que ma modeste Franche-Comté dans le montant de l'ISF (année 1990). Quand on pense à peu, il est malséant de faire preuve de curiosité malsaine parce que dérangeante. Paris serre les boudins.

JOSEPH PINARD, conseiller général, président de l'Union des élus socialistes et républicains du Doubs

Aujourd'hui la publicité séduit sans tricher.

BVP

POUR LA VÉRITÉ EN PUBLICITÉ  
Le Monde, membre du BVP, contribue à une publicité loyale.

مكتبة الأنجلو



# ÉTRANGER

Après le sursis à exécution de l'expulsion de M. Diouri

## Le ministre de l'intérieur fait appel devant le Conseil d'Etat

Le ministre de l'intérieur, M. Philippe Marchand, a décidé, jeudi 11 juillet, de faire appel, devant la plus haute instance judiciaire, le Conseil d'Etat, de l'arrêt rendu, la veille, par le tribunal administratif de Paris, qui a prononcé le sursis à exécution de l'expulsion « en urgence absolue » de M. Abdelmoumen Diouri. On précise, Place Beauvau, que la décision du tribunal administratif ne portait « que sur la forme » - l'urgence absolue - et pas sur le fond - et qu'une fois de retour, l'opposant marocain sera libre de circuler sur le territoire national.

A Tunis, où il se trouvait, jeudi, en visite officielle, M. Mitterrand a évoqué, au cours d'une conférence de presse, le sort de M. Diouri. « Le gouvernement a exprimé une position en trouvant juste et nécessaire d'examiner cette affaire », a-t-il dit. Le tribunal en première instance a estimé le contraire. C'est la preuve qu'il existe, en France, une justice libre dans une bonne démocratie.

### Le combat continue...

M. Diouri qui, vendredi matin, était toujours à Libreville, « est libre de quitter à tout moment (le Gabon) pour un pays disposé à l'accueillir », avait affirmé, la veille, un communiqué de la présidence de la République. Ce texte qui réaffirme la « neutralité » des autorités locales à la « tradition d'hospitalité », souligne que la sécurité de l'opposant marocain a été assurée « de façon permanente, par des agents de la police gabonaise ». Il révèle, à cet égard, que les « Marocains » aperçus, jeudi, par M. Diouri, étaient, en fait, des mauritanais qui faisaient partie de la suite de l'ancien président Mokhtar Ould Daddah, en visite à Libreville. Plus déterminé, que jamais, M. Diouri, qui a confirmé son souhait de rentrer en France, a déclaré,

sur place, au correspondant de l'AFP, que son « combat était avec les humiliés marocains qui cachent leur visage pour étouffer leurs sanglots » et que bien que « vivant pas dans un bidonville », il était « prêt à mourir pour les gens des bidonvilles ».

Quant à son avocat, M. Mourad Oussedik, il a déclaré que le retour « envisageable » de son client, « menacé dans sa vie », « ne mettra pas fin à l'affaire ».

Dans une résolution déposée par trois groupes parlementaires dont le groupe socialiste, le Parlement européen a demandé, jeudi, au gouvernement français de « révoquer la décision d'expulsion prise à l'encontre de M. Diouri, jugeant « insuffisantes » les justifications fournies par Paris. Il s'est « indigné » de voir « battre en brèche, au nom de la raison d'Etat, le principe du droit d'asile ».

D'autre part, une cinquantaine d'organisations politiques, syndicales et humanitaires ont, dans un com-

munié, exigé du gouvernement « qu'il prenne immédiatement les dispositions nécessaires » pour que l'opposant marocain puisse revenir en France.

Quant à M. Alain Krivine, porte-parole de la Ligue communiste révolutionnaire, il juge que « le gouvernement vient de recevoir une giflette et affirme qu'il est grand temps que s'organise la contre-offensive face à une gauche qui se couche ». (AFP, AP, Reuters)

M. Charles Pasqua s'interroge sur l'« incompétence » du gouvernement. M. Charles Pasqua, ancien ministre de l'intérieur du gouvernement de M. Chirac, s'est interrogé jeudi, sur Europe 1, sur les fondements de l'expulsion de M. Diouri. « Ou bien M. Marchand et le gouvernement avaient des raisons suffisantes pour procéder à l'expulsion en urgence absolue de M. Diouri et dans ce cas il doit faire immédiatement appel, et ne pas le laisser revenir, ou bien ils l'ont expulsé d'une manière inconsidérée et alors cela veut dire qu'ils sont incompétents ».

M. Max Gallo « très satisfait » par la décision du tribunal administratif. Le chevronné Max Gallo, membre du comité directeur du PS, s'est déclaré jeudi sur RTL « très satisfait » par l'annulation de l'expulsion de M. Diouri. « La seule raison d'expulser Abdelmoumen Diouri était qu'il était un roi du Maroc », a-t-il précisé. « Je trouvais scandaleux que nous nous couchions devant Hassan II. Si Diouri échappe à certains envois spéciaux du Maroc et retrouve la France, j'en suis très satisfait ».

## La réunion du comité des droits de l'homme de l'ONU

### La délégation marocaine refuse que la télévision filme les débats

GENÈVE

de notre correspondant

La maladresse des représentants du Maroc au comité d'experts des droits de l'homme de l'ONU qui s'est réuni, jeudi 11 juillet à Genève, a accru l'intérêt que les médias pouvaient porter aux opposants de Sa Majesté. On attendait les explications de Rabat sur le bague secret de Tazmamart dont, l'an dernier, les officiels marocains avaient affirmé l'existence. Ils avaient alors été invités à mettre à profit le délai d'une année qui leur était accordé pour se renseigner à ce sujet. D'habitude ? La délégation marocaine a refusé, jeudi matin, de siéger en présence des caméras de la télévision française, alors que les experts de l'ONU ne semblaient voir aucun inconvénient à ce que leurs débats fussent en partie filmés. Après des concertations à huis clos, la réunion

fut reportée en début d'après-midi. Le président fit alors savoir que, suite d'instructions, les représentants de Rabat n'étaient pas en mesure de siéger et qu'en conséquence la séance était renvoyée au lendemain. Finalement, vendredi matin, le comité a reporté au mois d'octobre l'examen du rapport présenté par Rabat, aucun compromis n'ayant pu être trouvé. M. Soule-Larivière a saisi l'occasion pour rendre publique une lettre qu'il a adressée au ministre marocain de la justice pour préciser que la détention de ses clients viole aussi bien le code pénal marocain que le pacte international relatif aux droits civils et politiques, ratifié par Rabat. D'autre part, dans une lettre ouverte, quatorze députés politiques ont demandé à M. Abraham Serfaty, ce dernier « l'insupportable du bague de Tazmamart » et réclamé la libération des soixante et une personnes, qui, selon eux, y seraient détenues depuis dix-huit ans.

ISABELLE VICHNIAC

### En visite en Tunisie

## M. Mitterrand a annoncé qu'un sommet méditerranéen se tiendrait au début de 1992

TUNIS

de nos envoyés spéciaux

M. Mitterrand a reconnu l'aspect « en partie - symbolique » de son bref voyage en Tunisie. Quelques heures, jeudi soir 11 juillet, auront apparemment suffi à justifier la volonté du président de la République de préciser l'importance de la politique de la France vis-à-vis du Maghreb en particulier et du monde arabe en général. Ce qui a valu au chef de l'Etat un hommage appuyé de la foule tunisoise. « Mitterrand ! Mitterrand ! », ont scandé les enfants des écoles là où, quelques mois plus tôt, l'on chantait les mérites du président Saddam Hussein.

Dans une voiture découverte, aux côtés du président Ben Ali, M. Mitterrand s'est fait acclamer sur les « Champs Elysées » de Tunis, l'avenue Habib-Bourguiba. Il s'est même risqué à prendre un rapide bain de foule sur le parcours. Certes, la fête était soigneusement encadrée par les organisations du parti au pouvoir, sous la surveillance omnipotente de policiers en civil. Mais, de la part des moins militants, une joyeuse curiosité semblait l'emporter.

C'était déjà un succès pour M. Mitterrand qui effectuait la son premier voyage dans un pays du monde arabe depuis la guerre du Golfe. Pour le président de la République, il fallait souligner l'importance et la persistance des « solides » relations entre la France et le Maghreb, en dépit des « difficultés » nées de divergences certaines pendant la crise et la guerre du Golfe.

Tunis, comme Alger ou Rabat, avait été alors le théâtre de manifestations d'hostilité à l'encontre des pays occidentaux, membres de la coalition anti-irakienne et plus particulièrement de la France. Mais la capitale tunisoise a su raison garder et s'imposer comme lieu d'une « reprise de contact » au plus haut niveau. M. Mitterrand a admis, au cours d'une conférence de presse, qu'il était prématuré « pour cause de problèmes intérieurs » d'aller à Alger, et aussi à Rabat au moment où l'affaire Diouri rebondit.

Ce désir de renouer avec le Maghreb s'était déjà manifesté à l'occasion de la tournée effectuée dans la région, en avril et en mai, par M. Roland Dumas. Voulant, plus que jamais, placer les relations franco-maghrébines dans un cadre

européen, M. Mitterrand a annoncé qu'un sommet aurait lieu, au tout début de 1992, entre les membres de l'Union du Maghreb arabe (UMA) qui rassemblent l'Algérie, le Libye, le Maroc, la Mauritanie et la Tunisie et les pays du bassin occidental de la Méditerranée, l'Espagne, la France, l'Italie et le Portugal.

Sachant que la position de la coalition anti-irakienne avait fait naître « fantasmes » et « psychoses » dans cette partie du monde, M. Mitterrand a exprimé, une nouvelle fois, le souhait de la France de « tourner la page ». Il n'y avait guère qu'à Tunis que cela pouvait, aujourd'hui, se dire.

### « Fantômes et psychoses »

Malgré des sollicitations de l'OLP, M. Mitterrand s'est abstenu, pendant son rapide séjour, d'avoir des contacts avec les dirigeants de la centrale palestinienne. Cependant,

il a indiqué que l'initiative de paix américaine au Proche-Orient était « insuffisante ». Rappelant que la France prônait une coopération « internationale » et non pas régionale, il a promis d'essayer d'inscrire ce sujet à l'ordre du jour de la conférence au sommet des pays les plus industrialisés, la semaine prochaine, à Londres, ajoutant, toutefois qu'il s'agirait « malheureusement » d'un long processus.

Se gardant, sur ce point, de critiquer davantage l'initiative du secrétaire d'Etat américain, M. James Baker - ce qu'avait récemment fait à Amman (le Jordanie du 2 juillet) M. Dumas - M. Mitterrand s'est contenté de souligner que la France jouait un rôle « important » parmi les cinq membres permanents du Conseil de sécurité pour que l'ONU continue de construire un regain d'influence et pour que Paris puisse être « encore plus écouté » de ses partenaires. Il a déclaré que les « prin-

cipes et méthodes » appliqués pour faire respecter le droit international à propos du Koweït et de l'Irak, devaient bientôt s'appliquer aux autres « problèmes » du Proche-Orient.

M. Mitterrand a, enfin, promis qu'un tout prochain sommet de Londres, il soumettrait de nouvelles propositions en faveur des Etats très endettés - comme la Tunisie et d'autres pays dits « à revenus intermédiaires » - ce qu'il avait déjà fait, à Toronto, lors d'une précédente réunion des pays les plus industrialisés. A cet égard, un protocole financier a été conclu entre le ministre de l'économie, M. Pierre Bérégovoy, et son homologue tunisien, M. Mohamed Ghannouchi, portant sur 526 millions de francs de prêts et loans du Trésor, ce qui porte à 686 millions de francs le montant total des crédits accordés par la France à la Tunisie en 1991.

FRANCIS CORNU ET MICHEL DEURÉ

### ALGÉRIE

## Le gouvernement veut organiser une conférence nationale

Le gouvernement compte organiser une conférence nationale chargée de « définir le cadre et les modalités du dialogue » qu'il s'est engagé à entreprendre avec les partis politiques en vue de préparer des élections législatives « propres », prévues avant la fin de l'année. Réuni sous la présidence de M. Sid Ahmed Ghozali, le premier ministre, il a demandé au ministre chargé des relations avec le Parlement de préparer cette conférence.

De son côté, le chef de l'Etat, M. Chadli Bendjedid, a promu dix officiers. Trois ont été élevés au grade de général-major, dont le général Larbi Belkheir, secrétaire général de la présidence. Pour sa part, M. Kasdi Merbah, ancien premier ministre, et président du Mouvement algérien pour la justice et le développement, a réaffirmé la nécessité d'organiser une élection présidentielle anticipée avant les élections législatives.

Sept chefs d'inculpation dont celui d'atteinte à la sécurité de l'Etat, ont été retenus contre les

quatre principaux responsables du Front islamique du salut (FIS) récemment arrêtés, parmi lesquels MM. Abassi Madani et Ali Benhadj. A cet égard, l'Organisation arabe des droits de l'homme a appelé, dans un communiqué, le gouvernement à libérer ces inculpés et à leur assurer un jugement rapide et équitable devant un tribunal ordinaire.

Le Parlement européen a souligné, jeudi, dans une résolution, les « très graves responsabilités » du FIS dans la situation actuelle. Les députés se disent préoccupés par les « comportements antidémocratiques » des dirigeants du mouvement islamique, « manipulant une jeunesse majoritairement sans emploi et sans perspective ». A leur avis, « par leurs appels à des manifestations répétées et à la violence », ces dirigeants visent à « troubler l'ordre public (...) et bloquer le processus de démocratisation ». (AFP, Reuters)

Le Parlement européen a souligné, jeudi, dans une résolution, les « très graves responsabilités » du FIS dans la situation actuelle. Les députés se disent préoccupés par les « comportements antidémocratiques » des dirigeants du mouvement islamique, « manipulant une jeunesse majoritairement sans emploi et sans perspective ». A leur avis, « par leurs appels à des manifestations répétées et à la violence », ces dirigeants visent à « troubler l'ordre public (...) et bloquer le processus de démocratisation ». (AFP, Reuters)

Le Parlement européen a souligné, jeudi, dans une résolution, les « très graves responsabilités » du FIS dans la situation actuelle. Les députés se disent préoccupés par les « comportements antidémocratiques » des dirigeants du mouvement islamique, « manipulant une jeunesse majoritairement sans emploi et sans perspective ». A leur avis, « par leurs appels à des manifestations répétées et à la violence », ces dirigeants visent à « troubler l'ordre public (...) et bloquer le processus de démocratisation ». (AFP, Reuters)

### MADAGASCAR

## L'opposition réclame les pleins pouvoirs

L'opposition a annoncé, jeudi 11 juillet, son intention de constituer, d'ici à samedi, un « gouvernement de transition », doté des pleins pouvoirs. Alors que la grève générale continue, la position du président Ratsiraka paraît de plus en plus affaiblie.

Tandis que son peuple manifestait, en foules énormes et tranquilles, pour exiger son départ du pouvoir, le président Didier Ratsiraka paraissait, comme si de rien n'était, samedi 13 juin, au Salon aéronautique du Bourget, aux côtés de son homologue et « ami » français qu'il avait reçu, un an plus tôt, à « Tana ». Que se sont murmurés à l'oreille les deux hommes ? Du côté de l'Elysée, on assurait alors que M. Mitterrand avait donné à son interlocuteur des conseils de modération, et l'on se disait averti d'une « malaise profonde » dont souffrait la Grande Ile.

En fait, les choses avaient commencé à prendre mauvaise tournure pour M. Ratsiraka à l'été dernier. Prenant acte du multipartisme instantané en mars, le tout-puissant Conseil des Eglises chrétiennes de Madagascar (FFKM) avait décidé d'organiser, avec les nouveaux partis politiques et diverses associations, une concertation nationale. Deux réunions avaient eu lieu, l'une en août, l'autre en décembre. Le FFKM avait, en vain, demandé audience au chef de l'Etat pour lui communiquer, de vive voix, la teneur de ces travaux, à l'issue desquels fut créé le Conseil national des forces vives.

Début janvier, cependant, M. Ratsiraka annonçait son intention de modifier la Constitution socialiste de 1975 et, le 31 mai, un lot de cinquante amendements était déposé sur le bureau de l'Assemblée nationale populaire. Déjà très remuée, l'opposition n'en fit alors aucun cas, tant lui déplaisaient les réformes envisagées et la procédure suivie. Le 11 juin, place du 13-Mai, en plein cœur de « Tana », démarrèrent des sit-in géants qui rassembleront, d'un jour sur l'autre - sauf le dimanche - de plus en plus de monde, jusqu'à plusieurs centaines de milliers de personnes.

Les grandes villes du pays se joignent à ce mouvement de contestation. Le pouvoir tente d'organiser des contre-manifestations sans grande ampleur. Avec le temps, le Comité des forces vives, qui rassemble désormais plus de soixante-dix partis et associations, durcit ses positions. Il en vient à demander à la Haute Cour constitutionnelle de déclarer la vacance du pouvoir. Le 21 juin, il rend publique la liste d'un « gouvernement provisoire », dont font partie tous les chefs de file de l'opposition.

« Rébellion » et « incitation à la désobéissance », a annoncé, jeudi 11 juillet, la radio nationale. Ces trois fonctionnaires, mis à pied pour trois mois, seront déferés devant un conseil de discipline, a précisé la radio. (AFP)

ALGERIE : trente-deux millions d'habitants en l'an 2000. L'Algérie comptera trente-deux millions d'habitants en l'an 2000, a annoncé, jeudi 11 juillet, l'Office national des statistiques (ONS). Le taux moyen de croissance de la population est en baisse, passant de 3,1 % depuis 1962 à 2,5 % en 1988. L'ONS souligne que cette baisse de la natalité, qui devra s'accroître pour que le pays puisse faire face aux besoins sociaux, est due au taux de scolarisation féminin, qui a « doublé en vingt ans, se situant autour de 75 % pour les filles de six à quinze ans ». (AFP)

Mme Cresson au Portugal le 24 juillet. Mme Edith Cresson se rendra au Portugal les 24 et 25 juillet, à l'invitation de son homologue portugais, M. Aníbal Cavaco Silva. Ce déplacement, prévu par M. Rocard pour les 5 et 6 juin, avait été reporté. Mme Cresson venant d'être nommée à Matignon.

On trouve, parmi ces derniers, le très médiatique pasteur Richard Andriananjato, chef du parti AKFM-Renouveau, qui fit un bon bout de chemin avec M. Ratsiraka... avant de lui fausser compagnie, il y a deux ans. Ce tribun-né, député de « Tana » et adepte du marxisme-léninisme, joue aujourd'hui les pères-la-vertu-démocratique. Tout aussi populaire, mais peut-être plus crédible aux yeux d'une partie de la population lassée des jeux politiques, le professeur Albert Zafy s'est acquis la sympathie de nombreux jeunes opposants pour son intégrité et son indépendance d'esprit. Des rumeurs persistantes en font une des personnalités les mieux placées pour succéder au président Ratsiraka.

### Les Eglises en première ligne

La rapide ascension des laïcs sur la scène politique ne doit pas, cependant, faire oublier le rôle prépondérant des Eglises chrétiennes dans l'évolution en douceur du mouvement de contestation. Tout en respectant les consignes de discrétion que le Vatican avait cru devoir leur adresser, fin 1990, les dirigeants catholiques, très influents dans le FFKM, ont su s'assurer, par le biais d'un Comité ecuménique, une place d'observateurs actifs au sein du Comité des forces vives.

Devant le tranquille raz de marée qui menace son palais-forteresse des environs de « Tana », le chef de l'Etat n'a plus guère d'atouts dans les mains. Désavoué par la population civile, il l'est aussi par l'armée. Dans un communiqué anonyme remis, mercredi soir, à la presse locale, des officiers ont mis en garde le pouvoir contre le recours à la répression. « Ceux qui donneront l'ordre de tirer, insistent-ils, seront jugés par le peuple et par l'Histoire ».

Il y a un mois, le président Ratsiraka, sur le perron de l'hôtel Matignon, avait répliqué avec morgue à un journaliste, impressionné par le nombre de manifestants que la colère avait jetés dans les rues de la capitale : « 100 000 ? Qui les a comptés ? ». Il semble, depuis lors, que le chef de l'Etat ait été ramené à plus de modestie. De source informée, on indique que le numéro un malgache a entamé, depuis jeudi matin, avec l'opposition la difficile négociation de sa « sortie de scène ».

JACQUES DE BARRIN

## DIPLOMATIE

Le contentieux franco-iranien

### Optimisme à Téhéran prudence à Paris

Aceord « possible » dans les semaines à venir ou affaire d'ores et déjà « réglée » ? Les émissaires sur l'état des négociations concernant le règlement du contentieux financier franco-iranien divergent sensiblement selon qu'ils émanent de Paris ou de Téhéran. A l'issue de la brève visite en Iran du négociateur français, M. François Scheer, secrétaire général du Quai d'Orsay (le Monde du 12 juillet), l'optimisme affiché par les responsables iraniens contrastait, jeudi 11 juillet, avec la prudence parisienne.

Ainsi, le ministre iranien des affaires étrangères, M. Ali Akbar Velayati, assurait jeudi que le différend financier opposant les deux capitales depuis onze ans était « réglé » et que l'accord définitif était « attendu prochainement ».

En revanche, à Paris, le porte-parole du Quai d'Orsay, M. Daniel Bernard, s'est montré nettement en retrait. Un accord, a-t-il dit peu après le retour de M. Scheer, paraît « possible » dans les semaines à venir. Il a fait état de « progrès » dans les négociations et a - prudemment - indiqué que « les dernières difficultés disparaissent peu à peu », ajoutant : « Les travaux se poursuivront. C'est une question de semaines ».



## EUROPE

## YUGOSLAVIE : les risques d'affrontements persistent en Slavonie

Dan face-à-face armée se sont poursuivies, jeudi 11 juillet, dans plusieurs villages de la Slavonie, dans l'est de la Croatie, entre la minorité serbe et les Croates, faisant au moins trois victimes, tandis que d'importantes forces de l'armée fédérale yougoslave étaient concentrées le long de la frontière serbo-croate. Deux personnes, dont un policier croate, ont été tuées au cours d'une fusillade à Osijek. Les incidents ont débuté lorsque des coups de feu ont été tirés d'une maison sur une patrouille de la police croate. Mercredi soir, des tireurs isolés ont abattu un policier et blessé trois de ses collègues lors d'une embuscade près de Zadar.

Trente et un chars ou automitrailleuses ont été

aperçus à une dizaine de kilomètres du pont sur le Danube qui mène à Osijek, chef-lieu de la Slavonie. Ces blindés font partie de la colonne qui avait quitté Belgrade le 2 juillet. Un peu plus au sud, toujours sur le Danube, le pont qui relie Ilok (Croatie) à Backa-Palanka (Serbie) est protégé également par des chars de l'armée fédérale. Ces ponts ont été le théâtre des incidents armés qui, dans la nuit du mardi 9 au mercredi 10 juillet, ont fait deux tués du côté de la police croate.

Des heurts éclatent çà et là sur les routes de la Slavonie. Des civils ou des militaires armés contrôlent tous les véhicules. Sur chaque barrage, un drapeau annonce « la couleur » du prochain village : serbes ou croates. Au moins vingt mila

Serbes ont fui les affrontements, selon le ministre de l'information de la province autonome de Vojvodine.

Le premier ministre yougoslave, M. Ante Markovic, a appelé jeudi, à Sarajevo, toutes les parties yougoslaves en conflit à un consensus afin d'éviter une catastrophe politique et économique aux conséquences incalculables. M. Markovic, au terme d'un entretien avec les dirigeants de la République de Bosnie-Herzégovine, a estimé que tous les protagonistes du drame yougoslave doivent se réunir dans les plus brefs délais pour s'entendre sur la manière d'assurer la paix dans le pays. « Que nous devons ou non vivre ensemble, a poursuivi M. Markovic, toutes les solutions doi-

vent être pacifiques. » Il a souligné que la Yougoslavie « ne pourra éviter un cataclysme » si elle n'obtient pas très vite un prêt de 3 milliards de dollars.

Par ailleurs, les accords de Brioni conclus verbalement sous l'égide de la CEE par le gouvernement fédéral yougoslave, la Slovénie et la Croatie seront signés à une date qui n'a pas encore été fixée. Le ministre slovène de l'Information M. Jelko Kacin, a indiqué que Ljubljana souhaitait une signature rapide de ce document.

Les hauts dirigeants de l'armée yougoslave et la défense territoriale slovène ont fait 74 morts, selon les derniers chiffres de la Croix-Rouge slovène. — (AFP.)

## Sus à l'expansionnisme germanique

BELGRADE

de notre envoyée spéciale

Le ministre fédéral de la défense fut l'un de ceux qui lancèrent la campagne. « Le sacrifice de la Yougoslavie coûtera peut-être aussi cher, si ce n'est plus, à l'Europe et au monde que le sacrifice des Sudètes et de la Tchécosloquie », déclarait, à la télévision, samedi 6 juillet, M. Kadijevic. Le lendemain, l'ambassadeur d'Autriche à Belgrade était immédiatement convoqué au ministère des affaires étrangères où il se voyait notifier une protestation de la Yougoslavie dans laquelle Vienne est accusée d'« encourager les ambitions séparatistes ».

Relayée simultanément par les médias belgradins, la thèse a fait son chemin dans les esprits. Les milieux politiques serbes l'ont adoptée. « Les Allemands sont en train de réaliser leur rêve : venir à l'Adriatique », dit-on dans l'entourage de M. Slobodan Milosevic, le président serbe. « L'intérêt des Allemands, c'est de diviser. On peut arrêter l'Allemagne maintenant, demain ce sera trop tard », ajoute le président du Mouvement pour le renouveau serbe, M. Vuk Draskovic. « Nous n'avons qu'une peur, c'est que l'Allemagne se serve de son influence pour faire reconnaître une indépendance prématurée de la

Croatie. En Europe, les gens ne se rendent pas compte que ce serait la guerre civile », craint M. Lenn Kajan, président du Forum démocratique.

La rencontre entre le président serbe, M. Milan Kucan et le ministre allemand des affaires étrangères, M. Hans-Dietrich Genscher, début juillet, en Autriche, a mis le feu aux poudres. L'ambassadeur d'Allemagne à Belgrade a dû, depuis, organiser une conférence de presse afin de rappeler que la position allemande était celle de la CEE. « Pourquoi ce besoin de se justifier ? », se demande-t-on dans l'entourage de M. Milosevic. L'attitude de M. Genscher est qualifiée d'« arrogante ».

L'Autriche, plus directement impliquée dans la crise slovène, est ouvertement accusée de faire revivre des thèses « absurbes et dangereuses » en raison de ses « liens historiques » avec la Slovénie et la Croatie. Ce n'est pas ce qui émeut le plus l'ambassadeur d'Autriche à Belgrade. « Ce n'est pas le point central du drame yougoslave. Ceux qui réfléchissent savent que notre position n'a rien à voir avec ce dont on nous accuse », estime M. Walter Siegel. Il est clair, ajoute-t-il, que « ceux qui réfléchissent » ne sont pas les destinataires de cette campagne sur la « renaissance de la Mitteleuropa » et la

« manipulation de l'Autriche par l'Allemagne ». Mais, comme l'explique la sociologue Vesna Pesic, « pour l'homme de la rue, même si c'est inconscient, l'Allemagne est toujours l'ennemi des Serbes. Les officiels apprécient les stéréotypes : en classant d'un côté l'Allemagne, l'Autriche et la Hongrie, de l'autre, la France, la Grande-Bretagne et l'URSS, ils créent des divisions simplifiées comme les gens ontiment dans une atmosphère de guerre », ajoute-t-elle.

Le porte-parole du ministère des affaires étrangères l'admet : « Le climat est hystérique et, pour les Yougoslaves qui vivent dans des souvenirs qui remontent au quatorzième siècle, évoquer la Mitteleuropa, c'est normal ». Mais, côté croate comme côté serbe, l'hystérie, alimentée par l'exacerbation du nationalisme, atteint des proportions alarmantes.

Lors de la campagne électorale du printemps 1990, M. Franjo Tudjman, aujourd'hui président de la Croatie, s'était, par exemple, déclaré que sa femme ne soit « ni serbe, ni juive ». Les Serbes ne l'ont pas oublié. Ils sont d'ailleurs toujours prompts à rappeler ce qu'ils appellent le « génocide » serbe, perpétré par les Oustachis pendant la seconde guerre mondiale. 1941 et 1945 — à l'époque, les Oustachis, alliés aux Allemands et aux Italiens, étaient en pouvoir

à Zagreb — sont les deux dates qui reviennent le plus souvent dans les conversations. « La Croatie a été indépendante pendant quatre ans. On en a gardé un très mauvais souvenir. On ne veut pas revivre ce qu'a vécu M. Milosevic. Si l'Europe n'est pas capable d'arrêter le fascisme en Croatie, qu'allons-nous faire ? »

Ce climat, dans lequel les mots ont perdu leur sens et dans lequel les références à la seconde guerre mondiale sont permanentes, est évidemment propice à toutes les récupérations. « L'unité yougoslave » née sur le front de Salonique est constamment invoquée à Belgrade. On attend beaucoup de Paris. Pour les Serbes, la France est le pays qui, en sein de la CEE, saura tempérer ses partenaires qui panchent pour le principe d'autodétermination. Et pour l'instant, Paris, disent-ils, ne les a pas déçus.

MARIE-PIERRE SUTBIL

RECTIFICATIF : Dans notre dossier du jeudi 11 juillet sur la Yougoslavie, une erreur s'est glissée dans la légende de la carte. Dans les informations concernant la Macédoine, il s'agit bien évidemment de 67,8 % de Macédo-niens et non de Monténégrins.

URSS : conduit par M. Chevardnadze

## Le Mouvement pour les réformes démocratiques se structure

MOSCOU

de notre envoyée spéciale

Dix jours après son lancement par neuf réformateurs proches de MM. Gorbatchev et Eltsine, le Mouvement pour les réformes démocratiques en URSS s'est donné ses premières structures : il écarte tout représentant des mouvements et partis d'opposition déjà constitués et enregistre une tendance à créer une large coalition en faveur de M. Gorbatchev et du maintien d'un Etat soviétique unitaire.

## Conférence constitutive en septembre

L'ex-ministre des affaires étrangères, M. Edouard Chevardnadze, est devenu, jeudi 11 juillet, président du comité d'organisation du mouvement chargé de préparer sa conférence constitutive en septembre.

Plus significatifs sont les noms des trois vice-présidents : il s'agit de MM. Alexandre Iakovlev, vieux conseiller de M. Gorbatchev, Arkadi Vainski, président de l'Union industrielle et scientifique de l'URSS, membre du comité central du PCUS, et Ivan Laptiev.

Cet ancien directeur (« gorbatchevien centriste ») du quotidien *Izvestia* devenu président du Soviet de l'Union, une des deux chambres du Parlement soviétique, ne figurait pas parmi les neuf signataires de l'appel initial mais a annoncé par la suite son soutien au nouveau mouvement.

De nombreux députés dirigeants d'organisations culturelles et professionnelles — y compris celle des syndicats officiels —, mais aussi de nombreux directeurs d'entreprises, dont celui des automobiles Vaz — le géant de la Volga — ont fait de même. En revanche, le mouvement démocratique, qui avait assuré la victoire de M. Boris Eltsine à l'élection présidentielle de Russie, n'a pas rejoint le nouveau mouvement, tout en saluant son lancement comme une contribution positive au processus de désintégration du Parti communiste soviétique.

Une partie de Russie démocratique, c'est de son côté, jointe à l'initiative lancée par le Parti démocratique de Russie dirigé par M. Travine, pour créer un Parti démocratique de l'URSS, en concurrence directe avec le nouveau mouvement.

SOPHIE SHIHAB

## Un collège universitaire français à Moscou

Dès septembre 1991, des spécialistes français des Sciences de l'Homme, tels que Michel Crozier, Marc Ferro, Julia Kristeva ou Alain Taurine — en tout trente-cinq dans l'année — iront donner des cours d'une semaine à l'université de Moscou.

Un accord créant le « Collège universitaire français-Université de Moscou », parrainé par la Sorbonne et l'université Lomonossou de Moscou, a en effet été signé le mercredi 10 juillet dans la capitale soviétique par M. Gendreau-Mas-

saloux, recteur de l'académie de Paris, et M. Logounov, président de l'université Lomonossou.

Le président du collège est l'écrivain Marek Halter, qui se trouvait à l'origine de cette idée avec l'académicien disparu Andreï Sekharov. Six cents étudiants pourront suivre les séminaires et passer des examens reconnus par les deux universités dans leur cursus ; les dix meilleurs pouvant bénéficier d'une bourse à la Sorbonne.

S. S.

« Les préludes du 4<sup>e</sup> Reich »

BELGRADE

de notre correspondant

La proclamation de l'indépendance de la Slovénie et de la Croatie, le 25 juin, puis l'annonce que l'Allemagne et l'Autriche pourraient reconnaître la sécession de ces deux anciennes provinces de l'empire austro-hongrois, ont fait resurgir les vieux spectres de l'histoire. Dans l'opinion serbe, les sentiments antigermaniques refleurissent. L'histoire se répète-t-elle ?

Début juillet, l'organe de l'armée yougoslave, l'*hebdomadaire*, l'*Armée nationale* a dénoncé le premier « les préludes du 4<sup>e</sup> Reich ». Quelques jours plus tard, le principal quotidien serbe *Politika* a évoqué à plusieurs reprises les menaces germaniques. Les attaques contre l'Autriche et l'Allemagne sont dès lors devenues de plus en plus fréquentes, de plus en plus violentes. « L'Allemagne et l'Autriche n'ont pas seulement encouragé l'indépendance de la Croatie et de la Slovénie, mais elles ont aussi directement participé à la sécession de la Slovénie ».

## Ouverture sur l'Adriatique

L'auteur des « Préludes du 4<sup>e</sup> Reich » affirmait que les dirigeants slovènes n'auraient jamais osé déclarer la guerre à la Fédération et à l'autonomie yougoslaves sans la complicité de l'Allemagne. Preuves à l'appui, il citait que des instructeurs allemands séjournaient depuis plusieurs mois en Slovénie pour entraîner les forces armées slovènes et que des

mercenaires étrangers se sont chargés, pendant les combats, du manutention des lance-roquettes anti-chars de fabrication allemande.

Malgré les ambitions hégémoniques de l'Allemagne ne s'arrêteraient pas là. Toujours selon l'*Armée nationale*, l'Autriche, sous la pression de son puissant voisin, se serait déjà fortement impliquée dans les économies croate et slovène en rachetant un grand nombre d'entreprises situées dans les régions frontalières, créant ainsi la dépendance de ces deux Républiques vis-à-vis des deux pays germaniques.

De plus, les fréquentes rencontres entre les officiels autrichiens et les dirigeants slovènes et croates n'auraient, selon l'*hebdomadaire*, servi qu'à faire revivre l'idée de la monarchie austro-hongroise. L'Allemagne, enclut l'organe de l'armée, aspire, par l'intermédiaire de l'Autriche et des deux Républiques sécessionnistes, à obtenir dans un premier temps une ouverture sur l'Adriatique puis, dans un second temps, grâce à la création d'une grande Albanie — qu'elle ne soutient pour l'instant que secrètement — une sortie directe sur le bassin de la Méditerranée.

La télévision de Belgrade a rappelé également, grâce à la diffusion d'un documentaire d'époque, que lorsque l'armée nazie est arrivée à Ljubljana et à Zagreb, en avril 1941, elle avait été accueillie avec joie par les populations slovène et croate.

FLORENCE HARTMANN

## EN BREF

ALLEMAGNE : attentats contre deux consulats espagnols. — Les consulats généraux d'Espagne à Munich et à Düsseldorf ont été endommagés, jeudi 11 juillet, par deux attentats à la bombe qui ont provoqué d'importants dégâts. Un policier a été légèrement blessé. A Munich, mercredi soir, un troisième attentat contre la banque espagnole Banco Exterior avait pu être déjoué, un gardien ayant repéré devant l'immeuble un paquet suspect qui contenait 3 à 4 kilos d'explosifs. La police allemande soupçonne les séparatistes basques de l'ETA d'être à l'origine d'un des deux attentats. — (AFP, AP)

M. Kohl se déclare en faveur de l'adhésion de la Hongrie à la CEE. — Le chancelier allemand Helmut Kohl, qui s'est entretenu jeudi 11 juillet à Bonn avec le premier ministre hongrois, M. Jozsef Antall, a déclaré que « la Hongrie sera la bienvenue au sein de la CEE », ajoutant que son pays était prêt à soutenir les réformes entreprises en Hongrie. Le chancelier a également affirmé que « la stabilisation politique et économique de l'Union soviétique est dans l'intérêt de tous les pays européens et notamment des pays réformateurs du centre et de l'est de l'Europe ». — (AFP)

HONGRIE : démenti concernant une tentative d'attentat contre le président Csergö. — Le commandant des gardes de sécurité du gouvernement hongrois, le lieutenant-colonel Istvan Szabjancs, a qualifié de « sans fondement » les informations selon lesquelles le président italien, Francesco Cossiga, aurait fait l'objet d'une tentative d'attentat pendant sa visite officielle en Hongrie la semaine dernière. C'est la deuxième fois en moins d'un mois que les autorités hongroises sont amenées à démentir une tentative d'attentat contre

un chef d'Etat en visite en Hongrie. En juin dernier, elles avaient réjoui des informations de presse faisant état d'un attentat déjoué par des policiers hongrois contre le président israélien Haim Herzog. — (AFP)

POLOGNE : M. Walesa se heurte une nouvelle fois à la Diète. — La Diète (chambre basse) a infligé, jeudi 11 juillet, une nouvelle défaite au président de la République polonaise. Plusieurs anciens dirigeants de Solidarité ont associé leurs voix à celles des ex-communistes pour rejeter, à une majorité écrasante, les amendements à la Constitution et à la loi électorale proposés par M. Walesa. — (AFP)

ÉTATS-UNIS : le président George Bush se rendra cette année au Japon, en Australie et en Corée du Sud. — Le président américain, M. George Bush, a déclaré, jeudi 11 juillet, qu'il ira cette année au Japon, en Australie et en Corée du Sud. M. Bush a annoncé sa visite au Japon lors d'une conférence de presse, après avoir reçu le premier ministre japonais, M. Toshiaki Kaifu, à sa résidence de vacances de Kennebunkport, dans le Maine. Les dates exactes de ce voyage n'ont pas encore été fixées mais il aura sans doute lieu fin novembre. La Maison Blanche a annoncé plus tard que le président américain ira aussi en Australie et en Corée du Sud dans le cadre de cette tournée. — (Reuters)

HAÏTI : la Banque mondiale annonce de nouveaux engagements d'aide. — Les bailleurs de fonds d'Haïti, réunis à Paris, se sont engagés à fournir 340 millions de dollars pour financer des projets de développement social et économique de la République des Caraïbes, sur une période allant de juillet 1991 à décembre 1992, a annoncé, jeudi 11 juillet, la Banque mondiale. — (AFP)

## Le Monde

REDACTION ET SIÈGE SOCIAL :  
15, RUE FALGUIÈRE  
75001 PARIS CEDEX 15  
Tél. : (1) 40-65-25-25  
Télécopieur : (1) 40-65-25-99  
Téléc. : 206.806 F

ADMINISTRATION :  
1, PLACE HUBERT-BEUVÉ-MÉRY  
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX  
Tél. : (1) 40-65-25-25  
Télécopieur : (1) 49-60-30-10  
Téléc. : 261.311 F

Édité par la SARL Le Monde

Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944

Capital social : 620 000 F

Principaux associés de la société :

Société civile

« Les rédacteurs du Monde »,

« Association Hubert-Beuve-Méry »

Société anonyme

des lecteurs du Monde

Le Monde-Entreprises,

M. Jacques Lesourne, gérant.

Commission paritaire des journaux et publications, n° 55-437

ISSN 0183-2103

PRINTED IN FRANCE

Renseignements sur les microfilms et index du Monde au (1) 40-65-25-33

Le Monde  
PUBLCITE

Jacques Lesourne, président

Françoise Huguet, directeur général

Philippe Dupuis, directeur commercial

15-17, rue du Colonel-Pierre-Avin

75002 PARIS CEDEX 15

Tél. (1) 40-62-72-72

Téléc. MONDIPUB 634 128 F

Téléfax 40-62-78-73, Société Lesourne

du journal Le Monde et Rège Presse SA.

Reproduction interdite de tout article, tout accord avec l'administration

Le Monde

TELEMANUE

Composés 36 15 - Type LEMONDE

ou 36 15 - Type LM

## ABONNEMENTS

1, place Hubert-Beuve-Méry, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX. Tél. : (1) 49-60-32-90

TARIF	FRANCE	SUISSE-BELGIQUE-LUXEMBOURG-PAYS-BAS	AUTRES PAYS
3 mois	460 F	572 F	790 F
6 mois	890 F	1 123 F	1 560 F
1 an	1 620 F	2 086 F	2 960 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.

Pour vous abonner, renvoyer ce bulletin accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus

ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines, avant leur départ, en indiquant leur numéro d'abonné.

## BULLETIN D'ABONNEMENT

PP Paris RP

Durée choisie : 3 mois ☐ 6 mois ☐ 1 an ☐

Nom : \_\_\_\_\_ Prénom : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

Localité : \_\_\_\_\_ Code postal : \_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_ Pays : \_\_\_\_\_

Envoyer ce bulletin accompagné de votre règlement en capital et d'impression

مكتبة النجف

## PROCHE-ORIENT

### IRAK

# Les alliés se concertent pour empêcher M. Saddam Hussein de mener à bien son programme nucléaire

Américains, Britanniques et Français se concertent sur les moyens d'empêcher l'Irak de mettre au point l'arme nucléaire. Le président George Bush a, ainsi, eu des contacts téléphoniques, jeudi 11 juillet, avec M. François Mitterrand et le premier ministre britannique M. John Major, à la suite des tentatives irakiennes d'empêcher l'inspection par l'ONU des installations nucléaires en Irak.

Les obstacles mis par le régime de M. Saddam Hussein à l'inspection par l'ONU des installations nucléaires de son pays ont amené Washington à brandir la menace d'une nouvelle intervention militaire, et, selon des sources du Pentagone citées par la chaîne NBC, le président américain ordonne une action militaire contre les sites nucléaires de l'Irak si M. Saddam Hussein refuse de nouveau de laisser les experts de l'ONU inspecter un convoi ou des entrepôts.

Citant des responsables du Pentagone, le New York Times écrit, quant à lui, que M. Bush a

approuvé une liste d'une vingtaine d'objectifs irakiens à attaquer au cas où une intervention serait décidée. Les postes de commandement et de contrôle irakiens seraient visés, à titre « punitif », plutôt que les sites où l'Irak cacherait des matériaux utilisés pour la mise au point d'armes nucléaires ou chimiques. Sans exclure une éventuelle intervention militaire, d'autres responsables américains ont cependant exprimé l'espoir que la menace du recours à la force serait suffisante pour amener l'Irak à coopérer.

### Pas d'allègement des sanctions

Lors de ses conversations avec M. Mitterrand et M. Major, M. George Bush a souligné que les alliés devaient continuer à faire pression sur l'Irak pour que Bagdad respecte totalement les résolutions de l'ONU, a indiqué M. Martin Fitzwater, porte-parole de la Maison Blanche. M. Bush a souligné que nous attendons de l'Irak qu'il tienne totalement les promesses faites dans sa lettre de 29 pages à l'ONU et qu'il permette les inspections appropriées des Nations unies, a précisé le porte-parole, faisant référence à la lettre adressée cette semaine à

l'ONU, dans laquelle l'Irak a établi la liste du matériel nucléaire en sa possession et admis pour la première fois mener des recherches en vue d'enrichir de l'uranium.

Pour sa part, un responsable britannique a déclaré : « Quels que soient les moyens, nous ne permettrons pas à Saddam Hussein de reconstruire son potentiel nucléaire ». Par ailleurs, les quinze membres du Comité des sanctions de l'ONU se sont séparés jeudi sans accorder à la demande irakienne de vendre du pétrole pour une valeur de 1,5 milliard de dollars, présentée la veille par le chef de la diplomatie irakienne, M. Ahmed Hussein El Khodair, comme une nécessité « humanitaire ». Malgré les efforts répétés des représentants irakiens pour obtenir un allègement de l'embargo économique décidé par la résolution 661 du Conseil de sécurité, le 6 août 1990, le Comité des sanctions a décidé d'ajourner toute décision en attendant de recevoir de nouvelles informations.

Les membres du Comité ont estimé nécessaire d'attendre le rapport qui devrait être présenté la semaine prochaine par le représentant spécial du secrétaire général pour les affaires humanitaires dans la région, le prince Sadrudine Aga

Khan, notamment sur la situation des populations du sud de l'Irak. Le Comité a, en outre, exigé que l'Irak présente une information crédible sur ses réserves en or et en devises.

Enfin, la « force de réaction rapide » projetée par les alliés afin de dissuader le gouvernement irakien d'intervenir à nouveau militairement contre les Kurdes (qui négocient avec Bagdad un statut d'autonomie) devrait sous peu voir le jour selon des responsables américains. Cette force sera composée de contingents de six nations : États-Unis (qui devraient fournir le tiers des effectifs), France, Grande-Bretagne, Pays-Bas, Italie et Espagne. Elle serait proche de cinq mille hommes, y compris ceux qui participent au soutien aérien, et sera stationnée en Turquie, près de la frontière irakienne. — (AFP, Reuters.)

□ L'armée a utilisé de l'acide sulfurique contre la population. — Un médecin militaire français, le capitaine Vaquette, interrogé, jeudi 11 juillet, par FR3, a affirmé que des hélicoptères de l'armée irakienne avaient versé de l'acide sulfurique sur les populations civiles après le cessez-le-feu du 28 février. Il a évoqué « des images d'une femme et d'un enfant brûlés » et a affirmé avoir ressenti « une grande honte » en assistant impuissant à ces « atrocités de guerre ». De son côté, le service de presse de l'armée a indiqué que, parmi les Irakiens soignés par les militaires français, « certains présentent des blessures à l'acide ». — (AFP.)

□ Koweït : explosions dans un dépôt de munitions d'une base américaine. — Quarante-quatre soldats américains et six soldats britanniques ont été blessés par les explosions qui se sont produites, jeudi 11 juillet, dans un dépôt de munitions de la base militaire américaine de Doha, près de Koweït. L'incendie d'un camion chargé de munitions est à l'origine de ces explosions. — (AFP.)

## ASIE

### Le traducteur japonais des « Versets sataniques » a été assassiné

Hitoshi Igarashi, quarante-quatre ans, le traducteur japonais du livre controversé *Versets sataniques*, de l'écrivain britannique d'origine indienne Salman Rushdie, a été poignardé. Son corps a été retrouvé, vendredi 12 juillet, à l'université Tsukuba, près de Tokyo, où il était professeur de lettres.

La publication, en 1989, des *Versets sataniques* avait déclenché une vague de protestations dans le monde musulman, et l'imam Khomeiny, prenant la tête de la campagne contre Salman Rushdie, l'avait

condamné à mort et incité ses fidèles à exécuter sa sentence. Depuis lors, l'écrivain vit caché, sous la protection de la police britannique. La traduction japonaise des *Versets sataniques* avait été publiée l'année dernière au Japon en dépit des protestations de la communauté musulmane. M. Alberto Capriolo, auteur de la traduction italienne des *Versets sataniques*, a été blessé mercredi 3 juillet à coups de couteau à Milan par un inconnu qui voulait lui extorquer l'adresse du écrivain. — (AFP.)

### PAKISTAN

#### Un intégriste nommé premier ministre au Cachemire

Le groupe parlementaire de l'AJKMC (Conférence islamique de l'Azad Jammu Cachemire), qui a largement remporté les élections locales du 29 juin dernier, a désigné, jeudi 11 juillet, un intégriste islamique, M. Sadaq Abdul Quayyum, comme premier ministre du Cachemire pakistanais.

Cet ancien président du territoire, qui prendra ses fonctions de chef de l'exécutif avant la fin du mois, est l'avocat d'une application stricte des lois islamiques.

Il remplacera M. Mumtaz Rathore, chef du Parti du peuple pakistanais (PPP), qui a été arrêté le 5 juillet après s'être révolté contre le gouvernement central d'Islamabad en dénonçant le scrutin qu'il estimait « truqué ».

Un des adjoints de M. Rathore, M. Latif Akbar, secrétaire général du PPP local, a également été interpellé, jeudi 11 juillet, alors qu'il se trouvait à la capitale affirmant « avoir été victime de la délinquance », qui fait en moyenne vingt morts chaque fin de semaine à Karachi.

### PHILIPPINES

#### Démission du ministre de la défense

M. Fidel Ramos, le ministre de la défense, a présenté sa démission à la présidente M<sup>me</sup> Corason Aquino, afin de préparer sa campagne pour l'élection présidentielle de 1992, a annoncé jeudi 11 juillet un porte-parole de la présidence. Ni le nom de son successeur ni la date de son départ ne sont encore connus.

La loi philippine oblige les responsables gouvernementaux se présentant à des élections à démissionner pour éviter qu'ils ne se servent de leur position à des fins électorales. Diplômé de l'académie militaire de West-Point, aux États-Unis, M. Fidel Ramos était entré en fonctions en 1988 et a contribué ces cinq dernières années à écarter six tentatives de putsch contre M<sup>me</sup> Aquino qui ne se représentera pas à la prochaine élection. — (AFP, Reuters.)

□ AFGHANISTAN : deux employés du CICR tués dans une embuscade. — Deux employés afghans du Comité international de la Croix-Rouge (CICR) ont été tués au cours d'une embuscade dans la province de Pakia, à l'est de l'Afghanistan, il semblerait toutefois que ce soit dans un acte de vendetta.

## AMÉRIQUES

# Le Venezuela, pays riche, peuple pauvre

En dépit de la manne pétrolière, les conditions de vie de la population se sont aggravées. En outre, la corruption mine la société et discrédite la classe politique

### CARACAS

de notre envoyé spécial

« Faut-il que ce pays soit riche pour que ses politiciens ne l'aient pas encore ruiné ! » La boutade, l'amense, d'un voyageur français s'appliquait à l'Argentine, grenier à blé et à viande de l'Europe d'avant Peron. La formule vaut sans doute pour le Venezuela de 1991, sixième puissance pétrolière de la planète. Ce pays, deux fois grand comme la France, avec une population relativement modeste de 20 millions d'habitants, est encore riche mais il a des hieus à l'âme.

Rien ne va plus sur la scène politique. Carlos Andres Perez, social-démocrate, au pouvoir pour la seconde fois depuis février 1989, ne termine son mandat qu'en 1994, mais il affronte déjà une tempête politique. Populiste à tout crin, il avait, pendant sa première présidence (1974-1979), nationalisé l'industrie pétrolière. Son virage est à 180 degrés. Accords avec le FMI, austerité, libération des prix, des taux de change, libéralisation progressive du commerce extérieur : toutes les recettes d'un néo-libéralisme à la mode sur le continent, du Mexique au Chili.

Une conversion inévitable et admise par tous, même à gauche et au MAS socialiste de Teodoro Petkoff, l'ancien guérillero devenu membre à part entière du club des notables. « Nous avons, dit M<sup>me</sup> Imelda Cisneros, ministre du développement, mis brutalement fin à trente ans de protectionnisme ». Le président ne renie pas pour autant ses options capitalistes (CEPAL, Commission économique des Nations unies pour l'Amérique latine) des années 70, justifie la NEP vénézuélienne, défend malgré tout la nécessité d'un « Etat fort » car on ne peut pas, dit-il,

« passer d'un extrême à l'autre ». Le rythme des privatisations annoncées est d'ailleurs encore très modeste. Ce n'est pas là que le bât blesse.

M. Perez a été touché à peine réinstallé en triomphateur au palais Miraflores. Les émeutes sanglantes du 27 février 1989, provoquées par une hausse des tarifs des transports, ont fait de trois cents à mille morts selon les évaluations. Du président au plus discret des ministres, tous affirment aujourd'hui que « ce n'est plus possible ». M. Arturo Uslar Pietri, sage respecté, conscience de la nation, l'homme qui avait lancé la formule : « Il faut semer le pétrole », approuve, non sans hésitation, pourtant : « Nous devons, dit-il, changer de mentalité. Il serait tragique que les dirigeants n'en prennent pas conscience. Si nous ne comprenons pas que le pétrole est un business et pas une religion nous ne pourrions rien faire... »

### Le Janus pétrolier

Le pétrole, à la fois bénédiction et malédiction, double face de Janus du Venezuela ? Déjà le docteur Gomez avait, dans les années 30, affronté ce dilemme. Trop de richesses, trop de gaspillage, trop de tentations. Le tableau n'a pas beaucoup changé. La rente pétrolière s'élève, chaque année, à environ 10 milliards de dollars. La guerre du Golfe a représenté un bonus estimé à 657 millions de dollars par les banques américaines pour un pays qui dispose de 6 % des réserves pétrolières mondiales prouvées (59 milliards de barils sur 329 milliards probables) et du même pourcentage des gisements d'or et de bauxite.

Le Venezuela devrait produire chaque année, avant la fin du siècle, de 60 à 80 tonnes d'or arrachées aux terres rouges du plateau des Guyanes et devenir le troisième producteur mondial d'aluminium. Le PDV SA (Société des pétroles du Venezuela) est une véritable multinationale qui possède des réseaux de distribution d'essence et de raffineries aux États-Unis et en Europe occidentale. En Allemagne, le PDV SA est la quatrième entreprise pétrolière mondiale, juste après ARAMCO, Shell et Exxon. Une référence. Montant de ses ventes totales en 1990 : 24 milliards de dollars.

La société nationale a un projet de raffinerie au Japon et un autre, gigantesque, de gaz liquide au Venezuela. Nom de code : Christophe Colomb. Des entreprises européennes et américaines sont sur place, très intéressées à l'exploitation du pétrole lourd (bitumeux de la faille de l'Orénoque, sur le rive gauche du grand fleuve). « Pour stopper la détérioration du niveau de vie de la population », déclare M. Soza, président de la PDV SA, nous devons atteindre un taux de croissance soutenu d'au moins 6 % par an. Notre plan d'expansion est la condition nécessaire de cette croissance car nous sommes les premiers fournisseurs de devises ».

Illusion lyrique ? Comment ne pas céder à l'euphorie en face de tels chiffres ? Selon la Banque mondiale, le Venezuela caracole loin en tête devant les autres pays d'Amérique latine avec un revenu par capita de 3 200 dollars. Le taux d'inflation a été ramené de 81 % en 1989 à 38 % en 1990. La dette de 31 milliards de dollars à la fin 1989 a été restructurée dans le cadre du plan Brady, pour une vingtaine de milliards de dollars. Le taux de croissance a été de 4 % en 1990 : une performance dans le

secteur. « Nous avons passé le cap le plus dur », dit encore M<sup>me</sup> Cisneros.

### Dégradation sociale

« Les perspectives de développement sont excellentes », estime un banquier américain venu assister à une exposition de haute technologie à Caracas. Si la macro-économie se porte donc plutôt bien, le tableau social — encore et toujours — n'est en revanche pas très rose. La dégradation, depuis deux ans et nettement, certains services publics (eau, téléphone) sont défectueux.

Les prix, en particulier les médicaments, ont pris l'ascenseur. « 300 % pour ceux-ci depuis 1990 », affirme un diplomate. La hausse du coût de la vie est estimée à 30 % depuis le début de cette année. Pourtant, Caracas a belle allure comparée à d'autres métropoles. Le réseau géant de voies express de la capitale est encombré de belles américaines, et le prix du super (un peu plus de 30 centimes le litre) permet encore les embouteillages. Vu du cinquantième étage des tours verre et acier du Parc central, Caracas, métropole de 3,4 millions d'habitants, est une symphonie de gratie-ciel au pied de la montagne de l'Avila.

Façade brillante mais trompeuse : 43 % de la population survit en état de « pauvreté critique ». La malnutrition touche 20 % des enfants ; le taux d'analphabétisme est encore de 11 %. Et 45 % des Vénézuéliens n'ont pas d'assurance primaire selon un document officiel. « Le salaire réel, dit un économiste, est inférieur à celui d'il y a quarante ans. » Conséquence logique, la délinquance est

en hausse. Ce n'est certes pas un phénomène proprement vénézuélien, mais la population, la vit très mal. Grilles, gardiens, systèmes d'alarme sophistiqués : la crainte du voleur tourne à l'obsession car les truands ont le couteau facile. Selon un sondage du journal *El Nacional* « l'insécurité est la préoccupation majeure ». 32 % des habitants de la capitale affirment « avoir été victimes de la délinquance », qui fait en moyenne vingt morts chaque fin de semaine à Caracas.

### Changer de mentalité

Un pays riche, un peuple pauvre ? C'est sans doute le sort de la plupart des nations d'Amérique latine frappées de plein fouet par la crise. Mais l'obstacle entre les plus démunis et le luxe étalé est peut-être plus choquant ici. « Pourquoi, affirme un chauffeur de taxi qui exprime un sentiment assez partagé, pourquoi devrions-nous nous sommes le Koweït de l'Amérique latine ? » Changez de mentalité, dit Uslar Pietri. Pas simple.

Le prêtre d'une paroisse de Petare, un bidonville de l'Est, affirme : « Depuis les émeutes du 27 février, les armes circulent librement dans les rues. Les chefs de bande ont perdu toute retenue. Il faudrait, pour résister à cette montée de la délinquance, vaincre la tentation du désespoir. » Gros, scepticisme, découragement : le Venezuela traverse d'abord une crise morale qui met directement en cause la classe politique. Le rapport annuel, publié en juin, de M. Escovar Salom, procureur général, est accablant. Il dénonce

la corruption « le trait le plus caractéristique de la société », un pouvoir judiciaire « soumis aux pressions des partis » et « le manque de volonté politique » pour redresser la situation.

La série de scandales, commentés par la presse en juin, donne du poids à la mise en garde de M. Escovar Salom. Militaires de haut rang et civils proches du pouvoir compromis dans des affaires de pots-de-vin pour des contrats d'armement, magistrats, anciens ministres, personnalités de l'establishment impliqués dans le trafic de drogue et les relations avec les cartels colombiens : le choc a été si rude que le commandant en chef des forces armées, à deux semaines de sa retraite, a froidement déclaré que « mieux valait une dictature honnête qu'une démocratie corrompue ».

La dénonciation de la corruption au plus haut niveau civil et militaire a déclenché une polémique entre dirigeants du parti au pouvoir (AD-Action démocratique) et de l'opposition (COPEI, social-chrétien et MAS, socialiste). Un sénateur social-chrétien réclame la relance des poursuites pour corruption contre l'ancien président Luisinchi (AD). Un député du MAS, du Zulia, affirme que les cartels de la drogue « sont déjà installés dans son Etat » et met en cause l'ancien chef des services de renseignement de l'armée.

Mais les partis eux-mêmes sont divisés, déchirés. En fait, c'est l'ensemble de la classe politique qui est éclaboussé par les scandales. Son discrédit a été illustré aux élections partielles de juin par un taux d'abstention « à la colombienne » : 70 %. Et l'alternance démocratique, parfaitement respectée depuis le retour des civils au pouvoir en 1958, paraît aujourd'hui menacée.

MARCEL NIEDERGANG



« Alors en décembre j'ai dit à M. Baker : naturellement nous allons introduire la démocratie au Koweït. Évidemment nous allons mettre en place une société juste. » International Herald Tribune du 12 juillet



## POLITIQUE

A Saint-Laurent-des-Arbres (Gard)

Un fils de harki inculpé  
après qu'un gendarme a été blessé

Un fils de harki, auteur présumé d'un coup de feu qui avait blessé un gendarme mobile, lundi 8 juillet, à l'aube, alors que les forces de l'ordre dégageaient un barrage à Saint-Laurent-des-Arbres (Gard), a été inculpé et écroué, jeudi 11 juillet, à Nîmes, pour « coup et blessure avec arme sur agent de la force publique dans l'exercice de ses fonctions ».

Le suspect, M. Mohamed Berkane, âgé de trente-sept ans, a été interpellé sur son lieu de travail, à Sorgues (Vaucluse) par les gendarmes de la section de recherches de Nîmes, agissant sur commission rogatoire. Déféré devant le doyen des juges d'instruction de Nîmes, M. Jean-Philippe Duroché, il aurait reconnu les faits.

Des photographies prises depuis l'hélicoptère de gendarmerie, lors de l'intervention, au carrefour sur la RN 580, semblent avoir été déterminantes dans l'identification de ce fils de harki, domicilié à Saint-Laurent-des-Arbres. M. Berkane aurait avoué, devant le magistrat instructeur, avoir tiré avec un fusil de calibre 22 et atteint un gendarme mobile dans le bas du dos. Il encourt une peine de deux mois à quatre ans de prison.

À Marseille, le conseil régional de Provence-Alpes-Côte d'Azur a proposé de consacrer 10 millions de francs à l'amélioration des conditions de logement des familles d'anciens harkis, « à

condition que l'Etat participe à hauteur égale au projet ». « Il faut que l'Etat s'investisse autant que nous dans l'amélioration des conditions de vie des harkis, c'est un problème de solidarité nationale », a expliqué son président, M. Jean-Claude Gaudin. Celui-ci a proposé que « soit immédiatement étudié un avenant au contrat de plan Etat-région, dans le volet de politique urbaine », entraînant une participation égale des deux parties.

Contrats de formation  
à la carte

Si l'Etat accepte, 20 millions de francs seront donc disponibles pour l'amélioration de l'habitat des communautés harkies de Valauris (Alpes-Maritimes), Toulon (Var), Joux-la-Vie, La Roque-d'Anthéron (Bouches-du-Rhône), Avignon (Vaucluse) et Manosque (Alpes-de-Haute-Provence).

« Si l'Etat refuse cet engagement, l'intervention de la région ne pourrait s'effectuer que sur un seul site », a précisé M. Gaudin.

Le conseil régional a proposé, d'autre part, des contrats de formation à la carte en faveur des enfants de harkis. « Après étude des motivations des harkis demandeurs d'emploi, une formation personnalisée leur sera proposée ainsi qu'un suivi social », a commenté M. Ivona Eymieu, responsable du dossier. Elle a précisé que des entreprises ont déjà proposé trente-deux emplois.

Retour au calme dans le chef-lieu de la Polynésie française

Le gouvernement territorial a donné  
satisfaction aux grévistes de Papeete

PAPEETE

de notre correspondant

Le chef-lieu de la Polynésie française a retrouvé son calme, jeudi matin 11 juillet, au terme des négociations engagées, la veille au soir, après les violents affrontements entre les forces de l'ordre et les grévistes mobiles notamment par MM. Hiro Tefarere, dirigeant du A.T.I. Mui, syndicat appartenant à la CFDT, et M. Jean-Marie Cheung, leader de l'UFTAP, bomologue de FO. Ces dirigeants syndicaux, qui avaient lancé une consigne de grève générale, ont en effet obtenu satisfaction sur toutes leurs revendications.

Pour éviter le risque de voir ce conflit dégénérer en émeutes comme cela s'était produit en 1987 lors d'une grève des dockers, le président du gouvernement territorial, M. Gaston Flosse, ancien secrétaire d'Etat et ancien député RPR, a pris l'engagement de

renoncer aux taxes qu'il avait instituées pour essayer de résorber le déficit financier du territoire.

Le haut-commissaire de la République en poste en Polynésie française, M. Jean Montpezat, a confirmé, pour sa part, que l'Etat apportera sa contribution financière au redressement des finances polynésiennes, à hauteur de 472 millions de francs CFP (25,96 millions de francs) et au titre du « plan de relance » décidé, par le gouvernement précédent, que présidait M. Alexandre Léontieff, député non inscrit, devenu le principal adversaire politique de M. Flosse depuis sa défaite aux élections territoriales du printemps dernier.

Les grévistes ont aussitôt levé leurs barrages mais les modalités de l'accord intervenu doivent être approuvées par l'Assemblée territoriale et le problème des ressources financières locales reste entier.

M. Y.

## M. Flosse : « Une agitation strictement politicienne »

Dans un entretien publié le 12 juillet par le *Quotidien de Paris*, M. Gaston Flosse, président du gouvernement territorial, déclare notamment : « Nous sommes en présence d'une situation quasi insurrectionnelle (...). L'agitation actuelle est strictement politicienne (...). Depuis notre élection deux formations politiques tentent de déstabiliser le gouvernement démocratiquement élu. Les indépendantistes d'Osor Temara essaient par tous les moyens de créer le désordre. C'est, pour eux, le seul moyen d'espérer récupérer

la mise en jour. Ma tâche est de démontrer aux Polynésiens que leur stratégie conduirait notre pays à l'aventure et à la tragédie. Mais au moins le Tōvini (le parti de M. Temara) est dans sa logique. A nous de prouver qu'il existe une autre voie. Ce qui est inadmissible, c'est l'attitude des représentants de l'ex-majorité. Aujourd'hui, M. Léontieff et Juvenin (le maire de Papeete, ancien président de l'Assemblée territoriale) tentent de reprendre dans la rue le pouvoir que les électeurs leur ont ôté en mars dernier. »

M. Pierre Joxe s'estimant « gravement mis en cause »

La justice engage des poursuites  
contre cinq responsables du FN

Sur instruction du garde des sceaux, M. Henri Nallet, et à la demande du ministre de la défense, M. Pierre Joxe, la justice va engager des poursuites pour « diffamation publique » envers un membre du gouvernement dans l'exercice de ses fonctions, contre cinq responsables du Front national. La chancellerie a saisi, jeudi 11 juillet, le parquet général de la cour d'appel de Dijon (Côte-d'Or).

M. Joxe estime, dans une lettre adressée mercredi 10 juillet à M. Nallet, avoir été « gravement mis en cause » par un tract qui accompagnait une pétition demandant sa démission. « Ce tract porte gravement atteinte à mon honneur et à ma considération », écrit M. Joxe dans sa lettre adressée,

mercredi 10 juillet, au garde des sceaux. Ce tract et cette pétition émanent d'une association baptisée « Comité anti-Joxe ». Elle est présidée par un membre du bureau politique du FN, M. Michel Collinot et animée par quatre autres dirigeants du FN (MM. Pierre Durand, Roland Gaucher et Roger Holleindre, également membres du bureau politique et M. Serge Martiniez, membre du comité central).

Le tract accuse M. Joxe d'avoir « trahi par deux fois la France » : lors de l'affaire Greenpeace et « une seconde fois en Corse, où ses liens avec le FLNC sont connus de tous ». Le FN l'accuse également d'avoir été « le chef du coup mané politico-médiatique » du cimetière de Carpentras.

## Attentats et interpellations en Corse

Un attentat sans gravité a été commis, vers 1 heure, dans la nuit du jeudi 11 au vendredi 12 juillet, contre la gendarmerie d'Ajaccio (Corse-du-Sud). Une charge explosive de faible puissance, lancée dans la cour de la caserne qui abrite le groupement de gendarmerie de Corse-du-Sud, a provoqué de faibles dégâts matériels. L'attentat n'avait pas été revendiqué vendredi en début de matinée. Un attentat du même type avait été commis la veille contre la préfecture d'Ajaccio (*le Monde* du 12 juillet). C'est la première fois

depuis 1988 qu'une gendarmerie est la cible d'un attentat. Les plastiques ont donc recommencé à s'en prendre à des cibles militaires ou policières au mois de juin (*le Monde* du 26 juin) après trois ans sans attentats de ce type.

D'autre part, trois militants nationalistes ont été placés en garde à vue après avoir été interpellés, mercredi, à Bastia (Haute-Corse), alors qu'ils déboulonnaient des panneaux indicateurs pour protester contre leur rédaction en français. Trois CRS et deux man-

festants avaient été légèrement blessés dans une échauffourée à l'occasion de cette manifestation. A Ajaccio et Porto-Vecchio, des actions similaires ont été menées.

Enfin, deux des quatre militants nationalistes placés en garde à vue à Bastia depuis le début de la semaine, dans le cadre d'une affaire de lettres de menaces contre des élus à propos de constructions immobilières sur le littoral (*le Monde* du 11 juillet), ont été remis en liberté jeudi. Deux autres nationalistes sont toujours recherchés.

En marge de l'enquête sur l'assassinat du président de la chambre d'agriculture de la Corse-du-Sud

## Le « clan Colonna » sur la sellette

Le président du comité régional de tourisme de Corse, M. Charles Colonna, vice-président (divers droits) de l'Assemblée de Corse, a été entendu récemment dans le cadre de l'enquête sur l'assassinat, le 19 décembre 1990, de Lucien Tirloani, président de la chambre régionale d'agriculture (*le Monde* du 30 juin-1<sup>er</sup> juillet). Aucune charge n'a été retenue contre lui dans le cadre de cette enquête mais il a été inculpé dans d'autres affaires.

AJACCIO

de notre correspondant

La chambre d'accusation de la cour d'appel de Bastia a rendu, mercredi 10 juillet, son arrêt dans l'affaire Colonna, dont elle avait été saisie par réappel du parquet d'Ajaccio. Elle a décidé que M. Charles Colonna, président du comité régional du tourisme, restera en liberté mais sera placé sous contrôle judiciaire et qu'il devra se présenter tous les mardis au commissariat central d'Ajaccio.

De plus, son passeport lui sera retiré, et il ne pourra quitter le territoire de la Corse-du-Sud. Sa

bonne-sœur, M<sup>me</sup> Arlette Albertini, épouse de Jean-Ma Colonna - qui ont nagure melle à partir avec la justice - elle-même propriétaire de l'hôtel Miramar à Propriano, devra verser une caution de 100 000 F, se présenter une fois par mois à la gendarmerie de cette ville et ne pas quitter la Corse.

Tous deux avaient été interpellés le 26 juin et placés en garde à vue avec un certain nombre d'autres personnes et dans le cadre de l'enquête sur l'assassinat de Lucien Tirloani, président de la chambre régionale d'agriculture, commis le 19 décembre 1990, avait indiqué le procureur de la République d'Ajaccio, M. Pierre-Yves Rediguet. Les auditions n'avaient pas permis de retenir quelques charges que ce fut dans « ce domaine », mais M. Colonna et sa belle-sœur avaient été inculpés dans des affaires incidentes.

Victime  
d'une machination ?

Au cours d'une perquisition, en effet, les policiers avaient découvert dans la boîte à gants de la voiture de fonction de M. Colonna une arme de poing provenant, semble-t-il, d'un stock dérobé, dont le numéro avait été limé, ce qui avait justifié

la triple inculpation de détention, recel et port d'armes de quatrième catégorie. M. Colonna conteste être la propriétaire de cette arme, qui aurait, dit-il, été glissée dans sa voiture laissée ouverte sur le parking de l'aéroport d'Ajaccio.

Dans une lettre ouverte au président de la République, il avait d'ailleurs affirmé être la victime d'une machination destinée à l'écarter de la vie politique et de la direction du comité régional du tourisme, à quelques mois des élections régionales de mars 1992. M<sup>me</sup> Arlette Colonna est, de son côté, inculpée d'abus de biens sociaux et de faux en écritures comptables à la suite d'irrégularités relevées dans la comptabilité de son hôtel.

Il apparaît que ces affaires n'ont rien à voir avec l'assassinat de Lucien Tirloani. M. Colonna et d'ailleurs communiqué aux journalistes, dans une conférence de presse, une photo récente le représentant avec les deux frères du disparu. Mais per-déjà les inculpations et l'arrêt de la chambre d'accusation, il ne fait pas de doute qu'il est visé ce qu'on appelle le « clan Colonna », auquel on prête un important rôle dans certains aspects occultes de la vie insulaire.

PAUL SILVANI

Pour préparer les échéances électorales

## Le PS et France unie concluent un accord

M. Pierre Mauroy, premier secrétaire du Parti socialiste, et M. Jean-Pierre Soisson, secrétaire général de France unie, ont conclu, jeudi 11 juillet, « un accord politique qui doit permettre de gagner les prochaines échéances électorales ». Deux négociations récentes à cette occasion, après avoir réaffirmé leur fidélité au président de la République et « un soutien total au premier ministre », ont mis en place un groupe de travail qui préparera les élections cantonales et régionales, et doit se retrouver le 18 juillet.

Au cours de cette réunion - qui avait comme objectif, selon M. Gérard Le Coll, conseiller du premier ministre et membre adjoint du secrétariat national du PS, la mise en place, au sein de la majorité présidentielle, d'un « pluralisme organisé » (expression déjà utilisée en

1978 par M. Soisson lors de la création de l'UDF) - les deux dirigeants ont également fait part de leurs projets politiques respectifs et ont envisagé la préparation « d'une plate-forme commune » des élections régionales.

Un nouveau groupe  
parlementaire

M. Soisson a enfin indiqué au terme de la rencontre que l'opportunité de la création d'un groupe parlementaire regroupant les députés radicaux de gauche (actuellement rattachés au groupe socialiste de l'Assemblée nationale) et les non-inscrits de France unie avait été « très librement évoquée ». M. Jean Chaboud, député France unie de Corrèze, a souhaité que ce groupe soit créé « le plus rapidement possible », mais M. Emile Zuccarelli, président

du MRG, a estimé que les conditions n'étaient pas encore mûres.

M. Mauroy a indiqué que les socialistes « approuvent totalement cette création, à condition que ce groupe s'inscrive dans la majorité présidentielle ». Il a invité « les parlementaires qui ont apporté leur soutien à tel ou tel des projets de loi » du gouvernement à « prendre place » dans un tel groupe.

Avant cette réunion, M. Soisson, qui préparait activement la constitution d'un groupe parlementaire, affirmait avoir obtenu l'accord de treize députés non inscrits, ainsi que de deux ou trois centristes de l'UDF. Mais il avait aussi des radicaux de gauche (deux députés) pour atteindre et dépasser le nombre de députés nécessaires (vingt) à la constitution d'un groupe.

G. P.

Selon un sondage Louis-Harris - « Profession politique »

M. Delors serait le meilleur candidat socialiste  
pour une élection présidentielle

Selon un sondage réalisé les 4 et 5 juillet par Louis-Harris auprès de 1 005 personnes et publié dans *Profession politique* du 12 juillet, M. Jacques Delors apparaît comme le meilleur candidat socialiste pour l'élection présidentielle. Avec 32 %, M. Delors devance nettement M. Michel Rocard (28 %), M. Laurent Fabius (21 %) et M. Jean-Pierre Chevènement (7 %). Dans une seconde partie de cette enquête, publiée par *PSD* du 11 juillet, M. Delors bénéficie également, pour 48 % des personnes interrogées, de la meilleure image, parmi les dirigeants socialistes, devant M. Rocard (33 %), M. Rocard (30 %) et M<sup>me</sup> Edith Cresson (21 %).

Dans cette autre partie de l'enquête de Louis-Harris, 37 % des personnes interrogées estiment que M. François Mitterrand n'est « pas capable actuellement de sortir la France de la crise ». Vingt-neuf pour cent sont d'un avis contraire.

Une majorité relative (37 %) impute les difficultés rencontrées par M<sup>me</sup> Cresson « au fait que M. Rocard n'a pas traité les vrais problèmes quand il était premier ministre » ; 24 % pensent qu'elles découlent « des mauvaises orientations prises par le gouvernement actuel ».

Le premier ministre  
regagne 7 points

Une troisième partie du sondage de Louis-Harris publiée dans un autre hebdomadaire, *l'Express* du 11 juillet, fait apparaître un net regain de popularité du premier ministre. Selon cette enquête réalisée avec la polémique sur l'immigration, M<sup>me</sup> Edith Cresson regagne en effet 7 points, par rapport au dernier pointage effectué les 20 et 21 juin, avec 41 % d'approbation de son action (contre 36 % d'avis défavorables).

Enfin, selon un sondage réalisé du 22 au 25 juin auprès de 1 000 personnes par la SOFRES sur l'image du Parti communiste, une écrasante majorité (73 % contre 21 % d'avis contraires) estime que le PC est « peu » ou « pas utile ». Soixante-dix pour cent (contre 12 % d'avis opposés) pensent que l'on va d'ailleurs assister « à la poursuite de son déclin ». Parmi les dirigeants actuels, M. Charles Fiterman s'impose nettement comme « le meilleur leader pour représenter les communistes ». Avec 32 %, il devance largement M. Georges Marchais (17 %) et M. André Lajoinie (9 %). Contrairement à la dernière enquête consacrée au PC, en novembre 1989, une majorité relative de personnes interrogées considèrent maintenant que le PC « est dans la majorité » (40 % contre 32 %). En novembre 1989, 39 % (contre 32 %) pensaient le contraire.

Les élections régionales

Génération Ecologie  
désigne  
ses premières  
têtes de liste

Le bureau national de Génération-Ecologie a dressé une première liste de seize chefs de file pour les élections régionales de mars 1992. Le mouvement présidé par M. Brice Lalonde, ministre de l'environnement, appelle à un regroupement autour d'un courant écologiste réuni afin de « contribuer au renouveau de la vie politique dans la démocratie », à l'exclusion du Front national.

Cet appel, qui s'adresse, en premier lieu, au mouvement des Verts, n'a reçu, jusqu'à présent, aucune réponse favorable de la part de M. Antoine Weechter. Cependant, deux anciens Verts figurent dans la liste communiquée par Génération-Ecologie. Il s'agit de M. Michel Moreau, conseiller municipal de Champagnole (Jura), et Marc Collin, conseiller régional de Lorraine, conseiller municipal de Neuves-Maisons (Meurthe-et-Moselle) et secrétaire national adjoint de l'Association des élus écologistes (ANEE).

M. Tazieff  
présente

Le mouvement des Verts affirme que le premier n'est plus adhérent depuis un an, et il assure que le second a refusé de figurer en troisième position sur une liste « verte ». Les intéressés démentent ces affirmations.

Le conseiller spécial du président du MRG pour l'environnement et la recherche, M. Yves Pietrasanta, délégué national du Mouvement des radicaux de gauche, figure dans cette liste. Il est également conseiller régional du Languedoc-Roussillon, conseiller général et maire de Mèze (Hérault).

Les autres personnalités présentes par Génération-Ecologie sont M. Haroun Tazieff, ancien secrétaire d'Etat chargé de la prévention des risques naturels et technologiques meurs dans les gouvernements de M. Laurent Fabius (1984-1986) et conseiller général (Jura), M. Noël Manier, maire de Bagles (Gironde), Marc Lassus (Pyrénées-Atlantiques), M<sup>me</sup> Danièle Olivier-Kochet (Haute-Saône), M. Jean-François Seconde, adjoint du maire de Matz (Moselle), M. Robert Fideni, adjoint du maire d'Avignon (Vaucluse), M. Michel Léontieff, conseiller municipal de Périgueux (Dordogne), M. Gianni Gebin, conseiller général (Vosges), M. Jean-François Genk (Aisne), M. Jacky Flouzat (Allier), M. Daniel Yon (Merne), M. Tourbe, conseiller municipal de Commeny (Val-d'Oise), et M. Bernard Fren, maire de Grand-Couronne (Seine-Maritime), récemment nommé président de l'Institut national de l'environnement industriel et des risques (INERIS).

O. B.

Les Verts jugent

M<sup>me</sup> Cresson  
« hermétique » à l'écologie

M<sup>me</sup> André Buchmann et M. Christian Brodhag, porte-parole nationaux des Verts, ont présenté, mardi 9 juillet, à Gentilly (Val-de-Marne), les « 109 questions au gouvernement » que leur mouvement avait posées le 10 juin au premier ministre sur un peu tous les sujets (gestion du territoire, maîtrise des ressources naturelles, vie sociale, droits de la personne humaine, politique internationale, DOM-TOM) et auxquelles M<sup>me</sup> Edith Cresson n'a toujours pas répondu.

Les deux porte-parole en ont conclu que « pour l'instant l'absence d'un dialogue avec les Verts est négative ». Selon eux, ce mystère s'explique par l'« hermétisme » du premier ministre « à la cause de l'écologie », mais plus encore par la « stratégie élyséenne » qui consiste, de l'avis de M<sup>me</sup> Buchmann et M. Brodhag, à « ignorer les Verts en tant que tels ». « Le PS ne soutient que des élus faciles à contrôler, des élus entre guillemets », ont ajouté les deux dirigeants en visant explicitement le mouvement Génération-Ecologie, qu'ils jugent destiné à servir de « marche-pied » aux socialistes.

Après l'annonce du nouveau dispositif gouvernemental

## Le premier ministre ne voit pas l'utilité de demander une session parlementaire extraordinaire pour débattre de l'immigration

M<sup>me</sup> Edith Cresson a fait savoir, jeudi 11 juillet, qu'elle ne voit pas l'opportunité de réclamer la convocation du Parlement en session extraordinaire, comme le souhaitait le RPR et l'UDF,

pour débattre de la politique à mener en matière d'immigration. M. Jacques Chirac, qui était, jeudi soir, l'invité de TF1, a néanmoins réitéré sa demande en ce sens pendant que le secrétaire général

du RPR, M. Alain Juppé, estimait que le premier ministre « ne cesse de faire des moulinets avec un sabre de bois » et que M. Valéry Giscard d'Estaing soulignait, au nom de l'UDF : « Les déclara-

tions du gouvernement sur la politique qu'il entend suivre sont marquées par la contradiction et l'imprécision, notamment en ce qui concerne le nombre des immigrants illégaux auxquels il a l'inten-

tion d'attribuer des titres de séjour permanent. Une clarification s'impose. Le lieu naturel de ce débat est le Parlement. Une réunion spéciale en septembre nous paraît indispensable. »

### M. Chirac : « Le charter, c'est une manière de dissuasion »

Invité, sur TF1, jeudi 11 juillet, à imaginer les questions qu'il poserait à M. Mitterrand s'il figurait, dimanche 14 juillet, parmi les journalistes qui intervieweront le président de la République dans les jardins de l'Élysée, M. Jacques Chirac en a choisi quatre. Cette sélection, affirme-t-il, reflète les préoccupations dominantes des Français aujourd'hui, et elle concerne également les problèmes qui constituent les principaux chevaux de bataille de l'opposition contre la politique socialiste.

En limitant ainsi son écho, M. Chirac a évité d'évoquer certains sujets à propos desquels l'unanimité n'est pas réalisée dans l'opposition, comme la question de la construction européenne. Mais il a voulu également se comporter comme le principal chef de file - mais non le seul - de l'opposition puisque, sur ces thèmes, les « états généraux » qui se sont déjà réunis ont adopté des attitudes communes qui reprennent très largement les conceptions qui étaient propres au RPR.

M. Rocard  
premier visé

Ces quatre éditoriales questions que M. Mitterrand connaît désormais grâce à ce dialogue au sommet tacite et diffus, concernent tout d'abord le principal sujet d'actualité : l'immigration. M. Chirac souhaite, ainsi qu'il l'avait écrit dans le Monde daté du 11 juillet, que le président de la République convoque le Parlement en session extraordinaire pour en débattre. Il reprend les propositions de réforme qu'il avait exposées dans cet article sans insister cependant sur l'éventualité de « charters ». Tant de bruit ayant déjà été fait sur cette méthode après les déclarations de M<sup>me</sup> Cresson, M. Chirac, tout comme M. Pègues, peut s'offrir la délicatesse d'adopter un profil bas et de n'y voir qu'un symbole, « un signal ». « Nous avons affaire, dit-il, à une population (étrangère) qu'il faut aider autrement et qui se dit : tel pays est accueillant, ou, au contraire, tel pays n'est pas accueillant. Il faut avoir donné des signes, il est indiscutable que le charter (celui des cent un Maliens en 1986) et la publicité qu'on lui avait faite avait donné un signal. Certaines gens se disent : attention, si nous allons en France, il y aura un risque et c'est très important, c'est une manière de dissuasion. »

Mais, surtout, M. Chirac justifie sa « petite phrase » si contestée du 19 juin à Orléans sur « le bruit et l'odeur » par le fait qu'elle reflète ce que, assure-t-il, « pensent les gens ». Désormais, le président du RPR n'affirme plus, il choisit une autre méthode qu'il pense plus convaincante : il explique et s'em-

ploie à démontrer : « Je vois monter une exaspération croissante qui émane des gens les plus faibles, les plus déshérités et qui ont beaucoup de mal à supporter un certain nombre d'agressions de toute nature que comportent des cohabitations quand elles dépassent un certain seuil. »

Il a évoqué notamment « les odeurs domestiques qui viennent de la façon dont on traite un certain nombre de plats de cuisine que l'on n'a pas l'habitude d'avoir dans un système beaucoup trop clos, dans un urbanisme pas fait pour cela ». Le président du RPR interrogerait aussi volontiers M. Mitterrand sur le chômage en lui demandant si le record battu par la France dans ce domaine ne ne mériterait pas que le gouvernement change sensiblement de politique économique. Deux autres « échecs » fourniraient enfin des prétextes à questions : l'éducation et la formation, d'une part, la sécurité des personnes et

des biens, d'autre part.

Il s'agit de quatre thèmes qui ne sont pas nouveaux dans l'esprit et dans les discours de M. Chirac. Mais le président du RPR ne se lasse pas de les répéter et, pourrait-on dire, de les asséner. Ils visent surtout non seulement le bilan global de M. Mitterrand et des socialistes mais, plus particulièrement, la gestion de M. Rocard à l'hôtel Matignon.

En exonerant totalement pour le moment M<sup>me</sup> Edith Cresson de toute responsabilité dans ce qu'il appelle un « gâchis », le maire de Paris fait de l'ancien premier ministre sa cible privilégiée - ce qui ne déplaît pas forcément au successeur de M. Rocard - mais il le reconnaît aussi implicitement comme le présidentiable socialiste le plus redoutable pour l'opposition - ce qui ne satisfait pas forcément M<sup>me</sup> Cresson.

ANDRÉ PASSERON

### M<sup>me</sup> Cresson : « Le mot charter a une connotation affreuse »

M<sup>me</sup> Edith Cresson s'est employée, jeudi 11 juillet, à calmer la bourrasque politique soulevée par ses précédentes déclarations sur les procédures de reconduite aux frontières des clandestins expulsés.

Lors de son point de presse hebdomadaire, qui ne réunissait pas moins de quatre membres du gouvernement à ses côtés, MM. Jean-Louis Bianco, Philippe Marchand, Kofi Yamgnane et Bernard Kouchner, le premier ministre, en commentant les mesures présentes à la veille au conseil des ministres (le Monde du 11 juillet), a tenu un discours beaucoup plus modéré que ses déclarations à l'emporte-pièces de lundi sur TF1.

M<sup>me</sup> Cresson a affirmé, d'emblée, qu'il faut « tout faire pour accélérer l'intégration ». « L'immigration clandestine, a-t-elle dit, im-

plique le grand désordre du monde auquel nous devons répondre par le développement ». D'accord avec la formule de M. Sias - « l'immigration est une chance pour la France » - elle prend à témoin M. Bianco, fils d'immigrés italiens. « Nous avons tous évolué, ajoute-t-elle, tout en restant fidèles à nos principes » et le rôle des gouvernants reste « souvent de tenter de corriger une dérive de l'opinion qui, dans certains domaines, serait très dangereuse ».

L'immigration est un sujet « trop sensible et trop délicat pour que nous puissions nous diviser de façon polémique ». Il convient de l'aborder « de la façon la plus calme possible, sans l'exploiter », comme le fait l'extrême droite dont c'est le « terrain ».

Quant à la droite classique, « son rôle n'est pas entièrement

nécessaire et destructif », même si M<sup>me</sup> Cresson ne voit pas très bien pourquoi il faudrait réunir, comme le demande l'opposition, une session extraordinaire du Parlement sur un sujet connu et débattu depuis longtemps.

Soudain de se justifier, le chef du gouvernement a tenté, une nouvelle fois, de faire porter aux journalistes qui l'avaient interrogé la responsabilité des remous provoqués par ses déclarations télévisées. M<sup>me</sup> Cresson a ainsi souligné que « le choix du mot « charter » n'avait pas été son choix mais le choix d'un journaliste ».

« Appliquer la loi Joxe »

D'ailleurs, a-t-elle ajouté « ce mot de « charter » est « chargé de toute une connotation affreuse » et ne correspond pas à « la démarche » du gouvernement. « Ce qui est important, a-t-elle ajouté, c'est d'appliquer la loi Joxe qui donne des garanties aux personnes ».

Mais M<sup>me</sup> Cresson juge toujours « stérile » la polémique sur les moyens à utiliser pour les expulsions : « le point d'application d'une politique passe, a-t-elle rappelé, par des données techniques ». « Est-ce que c'est mieux de rejoindre le Sénégal en avion ? », s'est-elle interrogée pour conclure ce chapitre.

M. Kouchner a encore accentué ce discours « humaniste » sur l'immigration en lançant : « Les clandestins ne sont pas nos ennemis ». MM. Bianco, Yamgnane et Kouchner ont encore tenté longuement de convaincre que le volet « réinsertion » dans leurs pays d'origine des clandestins refoulés du plan gouvernemental, moyens financiers à l'appui, ne se limiterait pas à des vœux pieux. Même s'il s'agit là, non plus d'immigration, mais de développement du tiers-monde.

M. Joxe défend M<sup>me</sup> Cresson. M. Pierre Joxe a pris, vendredi 12 juillet sur France-Inter, la défense de M<sup>me</sup> Edith Cresson, qui est, selon lui, « victime d'une campagne très dure, très injuste, en partie parce que c'est une femme ». « A l'occasion d'une phrase, dont elle n'a reconnu elle-même qu'elle était un petit peu maladroite, inadaptable, tout d'un coup on a transformé Edith Cresson, qui est une démocrate, une femme généreuse imprégnée d'esprit de justice, en le contraire de ce qu'elle est », a affirmé le ministre de la Défense. « Dans la vie politique comme dans tous les métiers, pour les femmes, c'est toujours plus dur, car on ne leur passe rien », a-t-il ajouté.

ROBERT SOLÉ

### Les trois publics

Suite de la première page

C'est celle de tous les grands partis démocratiques en Europe, et il n'y en a pas d'autre, étant entendu que l'objectif à moyen terme est de freiner les mouvements de population par une aide accrue aux pays du tiers-monde.

Cette politique est difficile à expliquer, et on vient d'en avoir deux exemples éloquentes. D'abord, le « plan Cresson » : la lutte contre l'immigration clandestine va se traduire dans les prochaines semaines par... la régularisation de plusieurs dizaines de milliers de demandeurs d'asile installés en France depuis un certain temps. Puis, les « quotas » proposés par M. Pègues pour limiter les entrées d'étrangers en France : le Parti communiste s'indigne parce qu'il se déclare, lui, contre toute immigration. Les Français ne comprennent plus très bien le film. Seul le Front national semble garder le cap...

En matière d'immigration, ce qu'on dit est aussi important que ce qu'on fait. Même ce qu'on ne dit pas exactement : M<sup>me</sup> Cresson se défend d'avoir prononcé le mot « charter » (« La question m'a été posée par un journa-

liste »). C'était aussi en réponse à un journaliste, en 1990, que M. Mitterrand avait repris à son compte la notion de « seuil de tolérance ». Quant à M. Chirac, il jure que le mot « odeur » a été détourné du sens qu'il voulait lui donner...

Dans cet exercice médiatique, la difficulté tient aussi au fait que les responsables politiques s'adressent à trois publics en même temps : les Français, à qui il faut expliquer ; les immigrants potentiels, qu'il faut rassurer ; et les immigrants présents en France, qu'il faut rassurer, lui, qu'il ne s'adresse, lui, qu'à la première catégorie - et encore ne s'agit-il que d'une partie de celle-ci.

Aucun de ces trois publics n'est homogène. Les Français sont très partagés sur l'immigration. Parmi les plus hostiles, on compte aussi bien des personnes qui vivent au contact direct des immigrants que ceux, dans les campagnes, qui n'ont jamais vu un Maghrébin de leur vie.

Les immigrants, eux, sont loin de former un bloc cohérent. Des groupes entiers (comme les Portugais ou les personnes originaires du Sud-Est asiatique) sem-

blent échapper totalement au débat en cours. Et, parmi les Maghrébins, il y a parfois d'énormes différences entre la première et la deuxième génération, sans compter la troisième.

Quant aux candidats à l'émigration, il ne suffit pas d'organiser un « charter » pour les dissuader de venir clandestinement en France. Certains y sont d'eux-mêmes. Les expulsés sont souvent moins simples qu'on ne le croit ici ou là. Les pouvoirs publics sont soumis à d'innombrables pressions, venant de tous les bords, pour défendre des étrangers en situation irrégulière, à commencer par les employés de maison.

#### Inquiétudes et gestulation

La politique d'immigration est d'autant plus mal comprise par l'opinion que, depuis quelques semaines, une sorte de catastrophisme généralisé semble s'être emparé des milieux politiques et des médias. Il a suffi de quelques violents incidents en banlieue pour déclencher une panique, réelle ou entretenue. D'innombrables déclarations, aussi catégoriques que les unes que les autres, laissent penser que personne n'avait dit, rien fait, rien compris précédemment, et qu'il faut tout reprendre à zéro.

L'opposition n'a pas été la seule à entrer dans ce jeu. Même des membres du gouvernement aussi bien intentionnés que M. Poperen se sont mis à tenir des propos effrayants du genre : « Je ne veux pas d'une France du Bronx. » Les innombrables recettes dérivées ces dernières semaines auraient de quoi décourager le

plus vaillant militant de l'intégration, le plus ardent défenseur de l'identité française. Résumons. Il faut fermer les frontières et supprimer le travail clandestin. Il faut limiter le nombre des demandeurs d'asile et celui des mariages blancs. Il faut revaloriser la nationalité française et accorder un droit de vote aux étrangers. Il faut effacer les « années-béton » en inventant un nouvel urbanisme... et dix autres mesures aussi simples, aussi immédiatement réalisables.

Dans le climat actuel, il n'est pas facile de distinguer ce qui relève de l'inquiétude réelle et ce qui n'est que gestulation. L'immigration est un sujet en or que les responsables politiques de tout bord sont toujours tentés d'exploiter, dans un sens ou dans l'autre. Il n'est pas besoin de hurler pour se faire entendre des électeurs. L'opinion s'enflamme au quart de tour - contre les immigrants ou contre le racisme - pour peu qu'on lui glisse une petite phrase qui réveille ses phobies ou apaise sa mauvaise conscience.

Sujet électoral par excellence, l'immigration-intégration risque de perdre son caractère saisonnier pour faire l'objet d'un débat permanent, entretenu par des incidents dans les banlieues et des dérapages verbaux plus ou moins contrôlés. Vouloir la « dépolitiser » et la tenir à l'écart des luttes entre partis est malheureusement une illusion. Reste à fixer un code de conduite minimum. Personne n'a intérêt à aller trop loin dans ce domaine, sinon bien sûr le Front national.

L'AUTRE JOURNAL

Numero double 260 pages  
JUILLET-AOÛT 1991

« Nous serons bientôt gouvernés par une gigantesque entreprise mondiale »

Entretien avec R. Petrella.

Grand Concours Europe 2 L'Autre Journal:

Je t'aime... moi non plus gagnez 500 prix et devenez célèbres.

« Notre vie sera fantastique » :

Clémence et Léonard racontent leurs vingt ans...

Voyages en Suède, en Espagne, aux Etats-Unis, au Vietnam...

BULLETIN D'ABONNEMENT:

Nom / Prénom \_\_\_\_\_

Adresse \_\_\_\_\_

Souhaite s'abonner pour  
soit 11 n° dont 1 double :  
290 f.

Ci-joint, mon règlement de:

à renvoyer à L'AUTRE JOURNAL  
Service Abonnements  
88, av. du Général-de-Gaulle  
92130 Issy-les-Moulineaux



## SOCIÉTÉ

La mise en liberté de l'ancien chef du renseignement de la milice lyonnaise

## Le procès de Paul Touvier pourrait avoir lieu au printemps 1992

Les motifs de la chambre d'accusation de Paris pour libérer Paul Touvier tiennent en quelques lignes d'une grande sobriété, dans l'arrêt du 11 juillet. Ils se résument à un argument unique : l'instruction du juge Jean-Pierre Gatti touchant à sa fin après deux années d'enquête. « Le maintien en détention de Paul Touvier n'est plus, dans ce contexte, nécessaire à la manifestation de la vérité ».

De fait, les interrogatoires sur le fond et les multiples confrontations de Paul Touvier avec ses accusateurs sont terminés. Des centaines de pièces d'archives ont été découvertes et annexées au dossier. L'instruction est en cours de « pré-réglement ». Et certains envisagent la tenue du procès dès le printemps 1992.

La sixième demande de mise en liberté présentée par M. Trémillet de Villers aura donc été la bonne.

Mais personne ne peut croire que les charges pesant sur Touvier en sont devenues moins lourdes. L'arrêt de la chambre d'accusation reprend du reste les arguments qui furent les siens depuis 1989 : les accusations de crimes contre l'humanité portées contre Touvier sont ainsi qualifiées de « très circonstanciées », ses garanties de représentation jugées « insuffisantes » et son état de santé considéré comme « compatible avec la détention ».

Aussi peut-on croire, même si l'argument ne figure pas dans l'arrêt, que la chambre d'accusation n'a pas estimé normal de maintenir en détention Touvier alors que deux autres inculpés de crimes contre l'humanité, Maurice Papon et René Bousquet, sont restés libres depuis le début des poursuites engagées contre eux. Le conseil de Touvier avait déjà eu l'occasion de le relever avec vigueur.

En revanche, les juges de la chambre d'accusation ont explicitement indiqué que l'importance du dossier imposera un long examen juridique et qu'il n'était pas envisageable de laisser durant cette période l'ancien chef milicien en détention. La longueur ou la lenteur de cet examen émanent naturellement des parties civiles. « La rapidité de l'examen de la procédure ne dépend que des juges », déclare M. Alain Lévy, l'un de leurs représentants. L'instruction terminée, la chambre d'accusation peut maintenant régler le dossier en deux mois ou à la saint-glinglin, au choix.

M. Lévy ajoute cependant : « Nous restons confiants dans l'issue de la procédure. De très lourdes charges pèsent sur Touvier ».

L. G.

## Un fuyard omniprésent

Suite de la première page

Le mystère de Paul Touvier tient en une curieuse contradiction : toujours fuyant, toujours présent. Sans doute est-ce l'une des clés du personnage : à force d'enlèvement et d'inconscience, ce collaborateur d'envergure régionale s'est fini par devenir l'un des « grands » noms de la collaboration. A chaque étape de sa longue cavale, Touvier fit en effet beaucoup de bruit quand tout aurait dû l'inciter à la discrétion.

Dès le début des années 50 - alors qu'il a été condamné à mort par contumace à deux reprises au lendemain de la Libération - le voilà s'efforçant de rassembler des attestations en vue d'arracher une amnistie. Les années 60, parvenues au début des années 70, furent épaules par Mgr Charles Duquaire, secrétaire particulier du primate des Gaules, son dossier parvint jusqu'à la chancellerie.

Le garde des sceaux de l'époque, Edmond Michelet, rappelle alors l'un des nombreux prétextes à intervenir en faveur de l'ancien milicien au sens des réalités : « Je m'empresse de vous faire connaître que les faits ayant entraîné la condamnation ne sont pas de ceux dont la législation en vigueur permet l'amnistie : l'intérêt a été en effet condamné pour avoir exposé ou tenté d'exposer autrui à des tortures, à la déportation ou à la mort ».

La mécanique Touvier ne cédera pourtant pas devant l'abstention. Devant la justice, Touvier trouve tout à séduire et à exploiter nombre d'occasions et de personnalités comme le philosophe Gabriel Marcel ou le chanteur Jacques Brel. Touvier multiplie démarches et ambassades, se persuadant de la justice de son cas. Accusé, recherché, il n'est plus, à ses yeux, qu'une victime de l'histoire.

La réhabilitation devient son but exclusif. En 1967, lorsque sa longue cavale devant la justice trouve un terme à la faveur de la prescription de ses peines, son sort ne le satisfait toujours pas. Plutôt que la retraite et le silence, il choisit un nouveau combat, avec détermination, ténacité, ardeur : arracher une mesure de grâce du président de la République.

Pauvre grâce ! Signée en novembre 1971 par Georges Pompidou, portant sur l'interdiction de séjour et la levée de la confiscation des biens passés et présents de Touvier, elle s'avère bientôt empoisonnée. Révoquée en 1972 par l'Express, elle attire l'attention sur cet ancien cadre, somme toute obscur, de la milice, machue à broyer, au choix, du communiste, du juif ou du franc-maçon.

Touvier devient, alors seulement, Paul Touvier. On l'ignore, il devient célèbre. Il vivait libre, il retrouve la semi-clandestinité. Sa présence éveille à Chambéry l'attention de dauteurs jamais éteints. Le voilà à nouveau en fuite, gracie mais pourchassé par la vindicte de ses anciennes victimes ou de leurs enfants.

Entouré des siens - sa femme et ses deux grands enfants - Paul Touvier nomadise durant plus de quinze ans, de monastère en prieuré, d'abbaye en couvent. Mais la protection que lui offre une partie de l'Eglise ne freine pas la simple justice. En novembre 1981, un mandat d'arrêt est décerné contre lui pour crimes contre l'humanité.

## Des charges terribles

Il songe à se constituer prisonnier. N'est-il pas sûr de lui ? Ne connaît-il pas mieux que personne l'histoire de l'Occupation ? Et ne maîtrise-t-il pas son dossier, d'innombrables années d'archives, d'entreposés au monastère intégriste de Mézières-en-Brenne, dans l'Indre ? Il y songe et renonce, accordant tout de même, de temps à autre, des interviews riches en auto-justifications.

Car, en quelques années, l'histoire s'est accélérée. Et les accusations à son encontre se sont précipitées. Jugé par contumace en 1945 et 1947 pour trahison et intelligence avec l'ennemi, on lui reproche désormais d'avoir commis un attentat contre une synagogue lyonnaise en décembre 1943, d'avoir participé à l'assassinat de Victor et Hélène Basch, octogénaires, en janvier 1944, d'avoir supervisé la rafle d'une cinquantaine de réfugiés espagnols à Montmédi en avril de la même année.

## A Nice

## L'Etat a acquis la villa de M. Médecin

Après de nombreuses péripéties, la villa de M. Jacques Médecin, ancien maire (CNI) de Nice, actuellement en exil en Uruguay, a été acquise aux enchères publiques par l'Etat, jeudi 11 juillet, pour le prix de 7 610 000 francs, devant la chambre des criées du tribunal de grande instance de Nice. Cette vente deviendra définitive à l'expiration d'un délai de dix jours, si aucune surenchère, égale à un dixième du montant de l'adjudication, n'est formée d'ici là. Dans ce dernier cas elle serait ouverte, dans les deux mois, sur une mise à prix de 8 261 000 francs.

Après de nombreuses péripéties, la villa de M. Jacques Médecin, ancien maire (CNI) de Nice, actuellement en exil en Uruguay, a été acquise aux enchères publiques par l'Etat, jeudi 11 juillet, pour le prix de 7 610 000 francs, devant la chambre des criées du tribunal de grande instance de Nice. Cette vente deviendra définitive à l'expiration d'un délai de dix jours, si aucune surenchère, égale à un dixième du montant de l'adjudication, n'est formée d'ici là. Dans ce dernier cas elle serait ouverte, dans les deux mois, sur une mise à prix de 8 261 000 francs.

Après de nombreuses péripéties, la villa de M. Jacques Médecin, ancien maire (CNI) de Nice, actuellement en exil en Uruguay, a été acquise aux enchères publiques par l'Etat, jeudi 11 juillet, pour le prix de 7 610 000 francs, devant la chambre des criées du tribunal de grande instance de Nice. Cette vente deviendra définitive à l'expiration d'un délai de dix jours, si aucune surenchère, égale à un dixième du montant de l'adjudication, n'est formée d'ici là. Dans ce dernier cas elle serait ouverte, dans les deux mois, sur une mise à prix de 8 261 000 francs.

G. P.

(1) Si les choses devaient en rester là, M. Médecin devrait recevoir le solde de la vente, après que le Trésor public se sera payé, soit, environ, 4 millions de francs. Mais son bien fait toutefois l'objet d'une autre inscription provisoire d'hypothèque de 14 700 000 francs pour une créance non encore exigible à la suite d'un redressement fiscal qu'il a contesté.

## Incidents à la maison d'arrêt de Villefranche-sur-Saône

Une vive agitation s'est déclarée, dans la nuit du jeudi 11 au vendredi 12 juillet, parmi les quelques 400 détenus de la maison d'arrêt de Villefranche-sur-Saône (Rhône), une « prison Chalonard » à gestion mixte, ouverte en décembre 1990. Un retard d'intervention pour un détenu victime d'une crise d'épilepsie aurait provoqué un fort « tapage » qui a dégénéré en vandalisme. Des détenus ont mis à sac leurs cellules, presque toujours occupées par deux personnes.

Les gendarmes de Villefranche et des policiers, venus de Lyon, ont été requis par le procureur de la République, présent sur place, mais seule l'intervention active des sapeurs pompiers a été nécessaire pour éteindre les matelas et les draps enflammés jetés dans la cour depuis les fenêtres de plusieurs cellules. Le calme était revenu bien avant l'aube, mais la tension persiste dans cet établissement pénitentiaire moderne auquel les nouveaux occupants paraissent s'adapter difficilement. (Corresp.)

## Le Monde

Édité par la SARL Le Monde  
Comité de direction :  
Jacques Lacombe, gérant  
directeur de la publication  
Bruno Frappat  
directeur de la rédaction  
Jacques Guis  
directeur de la gestion  
Manuel Lucbert  
secrétaire général

Rédacteurs en chef :  
Jacques Amélie  
Jean-Marie Colombani  
Robert Solé  
(adjoints au directeur de la rédaction)

Thomas Feraudi  
Philippe Harrenan  
Jacques-François Simon

Daniel Vernet  
(directeur des relations internationales)

Anciens directeurs :  
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)  
Jacques Fauriol (1969-1982)  
André Laurens (1982-1986)  
André Fontaine (1986-1991)

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :  
15, RUE FAUGUET  
75001 PARIS CEDEX 16  
Tél. : (1) 40-65-25-26  
Téléc. : 40-65-25-99  
ADMINISTRATION :  
1, PLACE HUBERT-BEUVÉ-MÉRY  
94432 VANVY-SUR-SEINE CEDEX  
Tél. : (1) 40-65-25-25  
Téléc. : 40-60-30-10

## L'assassinat de Victor Basch

## « Terreur contre terreur », disaient les miliciens

La vérité tremble, décidément, autour de Paul Touvier. Une vérité relative, hésitante, avec de bizarres coups de menton. Ainsi, l'une des plus terribles accusations qui pèsent sur l'ancien chef milicien - l'assassinat en 1944 de Victor Basch, quarante-deux ans, président de la Ligue des droits de l'homme - réside-t-elle à nouveau avec force.

On croyait pourtant le soupçon quasiment évanoui et le dossier muet. « Vide, complètement vide », assurait M. Jacques Trémillet de Villers, conseil de Touvier. On le croyait jusqu'à cette fameuse rampe à la surface des archives policières et des pièces de justice qui viennent troubler, au final, le dernier verrou.

Plus de quarante-cinq ans après, les documents concernant les constatations relatives à l'arrestation et à l'assassinat de Victor Basch et de sa femme Hélène, quatre-vingts ans, dans la banlieue de Lyon, ont en effet été retrouvés et saisis. Etrange vertige. Tout y est, au presque. La concierge Amandine Ardillan se rappelle, le 12 janvier 1944, surlendemain du double assassinat : « Une dizaine de personnes sont alors rentrées à l'intérieur de notre cour. Il s'agissait d'hommes d'âge moyen, tous convenablement habillés. L'un d'eux m'a ordonné de rentrer immédiatement dans ma loge (...). Un certain nombre de ces hommes ont pénétré dans la villa habitée par M. Basch ».

## « La mafia judéo-maçonnique »

Les voisins entendent alors les miliciens fouiller l'appartement, verser le contenu des tiroirs à terre. Les cloisons sont fines. Une locataire de l'immeuble, Loubove Terraine, témoigne pour l'inspecteur Maximin Dubois : « A un moment donné, j'ai entendu M. Basch appeler sa femme. M. Basch lui a répondu : « Je suis là. Je montre à ces messieurs... » Je n'ai pas compris le reste. Quelques instants après, j'ai entendu M. Basch prononcer d'une voix très calme : « Ça sont mes arriérancées ? » Je n'ai plus entendu aucun bruit, ni aucune parole provenant de l'appartement de M. Basch ».

## Un témoin encore vivant

Mais au fait, qui sont-ils précisément ces miliciens ? Et comment l'idée de « supprimer » Victor Basch est-elle née ? L'assassinat l'indique à un juge d'instruction en 1945 : « J'ai décidé de le faire arrêter, car j'estimais qu'il devait être considéré comme responsable du désastre de 1940. J'ai demandé à Macé s'il avait une photographie de Victor Basch. Il m'en a apporté une. Je pensais à avoir une photographie afin d'éviter toute erreur ».

Terrible mémoire des procès-verbaux ! Macé Louis Paul, ancien président des étudiants d'Action française à Lyon, directeur régional du service des sociétés secrètes sous l'Occupation, se rappelle lui aussi cette sinistre équipée de la Milice, le 10 janvier 1944 au soir. Il se souvient des quatre voitures banaliées se dirigeant vers Celuire... Et il nomme les auteurs directs et indirects de l'assassinat de Victor Basch : Lécussan, Gornet, le lieutenant Auguste Moritz de la Gestapo, Franz Kiroff dit Boudry, Cortaz, et... Touvier.

Le 16 juin 1945, il précise au commissaire principal Maurice Chambian le signalement de Paul Touvier : « 1 m 65, blond,

mince, voix fluette, teint pâle. Il n'était pas originaire de Lyon et habitait pendant son séjour dans cette ville, notamment 101 boulevard des Belges. De 1945 à 1947, Macé ne varia jamais. Paul Touvier, chef du service de renseignements de la Milice, était présent sur les lieux du crime quand bien même il est sûr qu'il n'a pas tiré sur le couple d'octogénaires, affirmé-t-il, le 22 novembre 1947, devant le juge d'instruction Auric.

Vingt-cinq ans plus tard, alors que cas archives, disséminées à Lyon et à Paris, vont progressivement gonfler le dossier d'instruction du juge Gatti. Ces archives, mais aussi le témoignage de Macé lui-même, toujours vivant, retrouvé par les enquêteurs en... 1990, et confirmé ses déclarations de 1945 et 1947. « Touvier était présent », maintient-il.

Sans doute la vérité est-elle fragile, qui tient à un unique témoin. Mais tout espoir d'élucider le plus lâche des assassinats n'est peut-être pas vain. Le 11 janvier 1944, le procureur de la République, qui s'était déplacé à la carrière Nyrion, lisu du drame, notait simplement dans son premier rapport : « Nous trouvons un homme et une femme étendus sur le dos, baignant tous les deux dans une flaque de sang. Les victimes portent des traces de coups de feu à la tête. Sur leur poitrine est laissé en évidence un papier sur lequel on peut lire : « Terreur contre terreur. Le juif paie toujours. Ce juif paie de sa vie l'assassinat d'un national. A bas de Gaulle et Giroud. »

L. G.

(1) Grade obtenu dans la hiérarchie maçonnique, qui correspond à un rite initiatique.

## Les réactions

## « Une insulte pour les victimes »

M. Michel Noir déclare notamment : « On permettra au maire de Lyon de partager l'émotion et la tristesse que ressentent en ce jour les familles des Lyonnais qui pour Touvier et ses complices ont torturé et envoyé à la mort dans les camps. » M. Charles Libman, au nom de l'Association des fils et filles de déportés juifs de France, indique : « On peut craindre que Paul Touvier ne se représente pas devant la justice compte tenu de

ses quarante ans de cavale dans le passé ».

Le Conseil représentatif des institutions juives de France (CRIF) rappelle qu'il a toujours demandé que « les principaux responsables, qui à un moment de l'histoire de notre pays ont donné de la France une image honteuse, puissent être sanctionnés » et la LICRA (Ligue internationale contre le racisme et l'antisémitisme) demande si Paul Touvier a eu « en sortant de prison

une pensée pour les juifs qui avaient à l'époque son âge d'aujourd'hui et qu'il envoyait à Auschwitz sans état d'âme ».

L'association SOS-Racisme se déclare pour sa part « écoeuvée par la libération de Paul Touvier » et M. Rosa Vogel, fille des gardiens de la synagogue de Lyon morts en déportation après leur arrestation par la Milice, partie civile, parle d'une « insulte pour les victimes et leurs familles ».

محمان القرآن







## CULTURE



de nos envoyés spéciaux



## Discours du maître et de l'insoumis

Deux textes d'Hervé Péjaudier et de Valère Novarina se répondent de chaque côté du Rhône

Le premier discoureur s'installe à la place de Dieu pour parler à ses sujets. Le second, animal s'adressant aux animaux, ne cesse d'interpeller Dieu. Les deux «discours» d'Hervé Péjaudier et de Valère Novarina, semblent ainsi se répondre. Comme se répondraient, dans la finale de l'histoire du théâtre, les ordres d'annihilation du Drapeleur de Beckett et les vociférations libertaires d'Une saison en enfer.

Un fleuve, par bonheur, coulera entre les deux textes. Ivan Grinberg met en scène le *Souverain fou*, d'Hervé Péjaudier, dans un cloître de Villeneuve-les-Avignon, et André Marcon interprète l'*Inquiétude*, seconde partie du *Discours aux animaux* de Valère Novarina, dans une chapelle d'Avignon.

Le Dieu du *Souverain fou* parle bien : sa syntaxe est irréprochable, à l'image de ses stratégies sans faille. Maître du retournement dialectique, il sait fonder sa tyrannie sur l'aveu même de ses échecs ; art du langage et langage d'art dont de subtils

effets d'archaïsme, dans le balancement de la phrase, attestent la légitimité.

Tel quel, ce beau parleur désespère quiconque voudrait s'affranchir de son système. La pièce de théâtre qu'il consomme — car ses sujets sont explicitement présentés comme des spectateurs, coincés dans leurs fauteuils après le pourboire à l'ouverture — est jouée d'avance. Le souverain fou n'accorde à son peuple aucune initiative ; il utilise l'autre comme objet de son propre plaisir. Les psychanalystes, dont il singe les manipulations langagières, diraient qu'il est un Dieu pervers.

Dans l'œuvre de Novarina, la perversion est inconnue : sa parole n'est pas celle du maître mais du sujet, de l'homme ou plutôt de l'animal qui l'homme tente d'advenir. Son discours à lui est tragique, parce qu'il achoppe sans cesse sur le vide, le «trou» existentiel, là où il cherche le père et le fils. Son héros parlant, constamment démenté, n'accède jamais à l'état de pe-

pie, même quand il récite des listes de noms d'hommes qui pourraient constituer une communauté. Il n'atteint pas même l'unité d'un individu. Pourtant, de Gendès avouée en répétition d'Apocalypse, ce biphémère oppose une prodigieuse force de vie aux lois mortifères du souverain fou.

Comme l'écrit Novarina dans son dernier livre, *Pendant la matière*, la parole est, pour lui, «l'écriture de Dieu en nous». Les «corps animaux» s'y délient dans l'instant où ils émettent leur cri. En fin de compte, «le théâtre apporte à chaque homme la preuve de sa résurrection».

BERNADETTE BOST

► Le *Souverain fou*, du 12 au 18 juillet (sauf le 14), à 22 heures, au Cloître de la Collégiale, Villeneuve-les-Avignon.

► L'*Inquiétude*, du 12 au 17 juillet (sauf le 14), à 21 h 30, à la Chapelle des Pénitents blancs, Avignon.

## Adoration du centaure

Suite de la première page

Une autre et puis une autre viennent se joindre à elle, reprenant le chant, se balançant ; puis, tenant le pan déroulé du turban, elles retournent à leur place en une farandole grave. Torse nu, l'homme, un Noir, reste là, descendant, alors au galop arrivent chevaux et cavaliers en gaudourahs, qui l'entraînent dans une sorte de folie, exécutent une quantité de tours acrobatiques.

A un autre moment, les cavaliers partent des ténues de flûte enfouies jusqu'aux yeux, de larges haupelandes, et accompagnent leurs prouesses de cris gutturaux, tandis que les rudes vnx géorgiens psalmodient. Qui, sinon Bartabas, serait capable de superposer du folklore Tarass Boulba à une tradition paysanne fruste,

authentiquement populaire, pour créer des images fastueuses, à la fois réelles et magiques : théâtrales. Son *Opéra équestre* est d'une sophistication extravagante. On le savait inventeur d'ambiances ambiguës, d'exotismes fantasmagoriques. Ici, c'est encore différent. Lui qui se méfie du théâtre-produit, du «théâtre noir sur blanc» fait preuve d'un superbe talent de metteur en scène, d'une grande maîtrise des lumières et aussi du rythme dans l'alternance de la frénésie et de l'intensité. Une intensité poétique brusquement déchirée au moment où pourrait s'installer la lassitude par les galops des cavaliers, par leurs sauts en arrière, leurs acrobaties, leurs rires, leur énergie explosive, leur manière de dire que c'est du cirque, pas la ré-

lité, pas du vrai cirque non plus. Du théâtre.

L'intensité, ce sont les chants ; c'est l'émotion d'une fille qui berce, comme un bébé dans un linceul, la tête coupée d'un cheval blanc ; c'est une femme qui se cambre en riant aux côtés d'un charnier agonisant ; c'est la marche lente d'un cavalier sans visage, silhouette sombre dans un éclairage lunaire ; c'est le triple galop d'un homme portant une lance, sans venue des plaines du Nord pour cette reprise d'un spectacle à succès, mis en scène par Guy Allouche et Eric Lacasse, et présenté dans toute l'Europe. Tél. : 90-27-10-11.

Il y a des gags avec des tout petits ânes, et la grâce des chevaux, leur souplesse, leurs ébriétés défilées ou tressées avec des rubans verts, des rubans rouges, leurs robes lissées, teintes, lumineuses, très noires, ou bien dorées, les chevaux, sauvages et raffinés comme l'est cet opéra équestre. Il y a les intermèdes de Bartabas, qu'accompagne au violon — sur des musiques de Jean-Pierre Drouot — Geneviève Renne, en luth noir surgit à des endroits différents parmi les spectateurs.

Avec le grand diable noir, son plus vieux compagnon, Bartabas reprend son numéro de clown. Puis, s'enroulant une longe autour de la taille et jouant avec un jeune animal petit et très fin, un chort-graphant, sur des pas de haute école, des sortes de danses de cour sensuelles, il raconte le mystère d'un rapport que l'on pourrait dire amoureux entre un homme et son cheval.

COLETTE GODARD

► Du 12 au 16 : du 18 au 21 : du 24 au 26 ; du 28 au 30 juillet, les 1 et 2 août à 22 heures. Le spectacle sera repris au Fort d'Aubervilliers à l'automne.

OFF

## Le péché de Georg Trakl

Après plusieurs années passées en cinéma avec Leos Carax, Denis Lavant retrouve la scène

Georg Trakl est un poète autrichien du tournant du siècle, relativement méconnu et pourtant inoubliable aussitôt approché. Il est mort en 1914, après les premières batailles de la Grande Guerre, laissant une œuvre courte et belle (traduite de l'allemand chez Gallimard) et le souvenir d'une vie scandaleuse qui l'a conduit, accompagné par l'alcool et tontes les drogues imaginables, de l'innocence avec une sœur passionnément aimée à la mort par overdose dans un hôpital militaire de Cracovie.

Le spectacle que présentent l'Athénor et la Maison de la poésie est un montage d'extraits de ses drames, de ses recueils de po-

sie et de sa correspondance telle qu'elle nous est parvenue malgré les efforts de sa famille pour la faire disparaître... Le montage est irréprochable. Tout comme l'interprétation de Denis Lavant, que l'on retrouve forcé, nu, fascinant toujours, de force, de folie, de dons. Le décor au scalpel, très simple, de Jean-Paul Chambas, pans coupés dessinés à l'effigie de Trakl, est lui aussi parfait. Ces deux-là nous font entrer de plein pied dans le travail lyrique et dramatique du poète, à mi-chemin de la pesanteur d'une terre froide et des bleus enivrants de ciels de catadysme.

En revanche, l'interprétation du rôle de Margarete par Ophélie

Orrechia est incroyablement démonstrative et — c'est étonnant d'une jeune femme — vieux jeu. La faute en incombe peut-être au metteur en scène, Michel de Maulne, qui, après une première scène incestueuse d'une audace parfaitement maîtrisée, s'embarfouille dans une gestuelle appliquée, voyante, pathologique, très vite ennuyeuse et, plus grave, par deux ou trois fois risible. Dommage, dommage ! Ce *Verlaine du jumeau* en souffre irrémédiablement.

OLIVIER SCHMITT

► Jusqu'au 28 juillet à 15 h 30. Théâtre du Chêne noir. Tél. : 90-86-58-11.

## Les principaux rendez-vous

Le «off» aussi à ses stars et ses grandes productions. Sélection

Denis Lavant, Richard Bohringer, Chantal Morel, Pierre Santini, Serge Maggiani, Catherine Le Forestier sont quelques-uns des noms connus du grand public qui ont choisi de présenter leurs dernières recherches dans le cadre du Festival Off d'Avignon. Toutes les formes du spectacle vivant sont proposées ou publiées qui devra choisir cette année entre trois spectacles dont plus de cent créations. Nous vous proposons ici un guide — parfaitement arbitraire — des principaux rendez-vous de ce Festival touffu :

► La Caserne des papiers : *Cocteau*, lecture proposée par Richard Bohringer d'un texte de Jean-Marie Cocteau avec Lisette Malidor. Le récit cauchemardesque d'un colon hollandais du dix-huitième siècle parti sur les terres sauvages. A 20 h 30, le 25 juillet. *Help!*, par le Balletman Théâtre qui se promène depuis bientôt dix ans dans les textes du siècle, plus tout à fait jeune empaqueté donc, venue des plaines du Nord pour cette reprise d'un spectacle à succès, mis en scène par Guy Allouche et Eric Lacasse, et présenté dans toute l'Europe. Tél. : 90-27-10-11.

► Les Grands d'aujourd'hui : *Mary's à minuit* et la *Conférence de Brooklyn* sur les galaxies, deux histoires écrites par Serge Valletti et mises en scène par la grenobloise Chantal Morel. Une correspondance amoureuse interprétée par Monique Brua et Gérard Morel. A 23 h 30, du 15 au 28 juillet. Tél. : 90-27-92-64.

► Théâtre du Chêne noir : une institution de la vie théâtrale avignonnaise, toute l'année. Outre le *Verlaine du jumeau*, d'après les œuvres de Georg Trakl avec Denis Lavant (*lire la critique ci-dessus*), le Théâtre du Chêne noir présente deux spectacles réalisés par son directeur, Gérard Gélis. *La Peau d'un fruit*, de Victor Haïm, réflexion monologuée sur le pou-

voir par Pierre Santini. A 21 heures, du 9 juillet au 2 août. Les dimanches à 18 heures. *Noces de sable*, de Gérard Gélis, conversation amoureuse sur fond de guerre du Golfe, avec Laura Desprein, Guillaume Lançon et Henri Tschanz. A 18 heures, du 10 au 31 juillet. Les deux spectacles à 21 heures. Tél. : 90-86-58-11.

► Théâtre des Halles : la compagnie Alain Timar passe du in au Off et présente la pièce d'un auteur contemporain, Hervé Royer, *Arthur... K.* tragédie comédie inspirée d'Arthur Adamov qui met en scène un quintette d'acteurs emmené par Serge Maggiani. A 21 h 30, du 15 au 31 juillet. Tél. : 90-85-52-57.

► Espace La Lusa : la Diva marque le retour sur scène d'une chanteuse qu'on avait un peu oubliée et que l'on retrouve avec plaisir, Catherine Le Forestier — la sœur de Maxime... — pour un spectacle dit et chanté, mis en scène par elle-même et Claude Confortis. A 18 h 30, jusqu'au 2 août. *Le Désarmement des femmes*, de Julie Vornanenokaya, adaptation de Danielle Chinsky et mise en scène de François Rancillac, d'un qui fut, il y a quelques années, peu après ses débuts, invité dans le in. Cinq femmes en pleine forme pour un voyage drôle dans la condition féminine en URSS qui a connu un réel succès lors de sa présentation au Théâtre Paris-Plaine la saison dernière. A 20 h 30, jusqu'au 2 août. Tél. : 90-27-04-79.

► Théâtre Plaisance : un groupe de jeunes gens fous de théâtre et de musique a réalisé cet *Antonin malinconique*, monologue tragique interprété par un acteur de vingt-huit ans, Nicolas Magat, qui est par ailleurs batteur dans différents groupes de rock. A 20 h 30, jusqu'au 2 août. Tél. : 90-27-14-84.

► Réseau Théâtre : Beckett n'a que très exceptionnellement été

mis en scène par des femmes. Une jeune femme de Casan, Annie Pican, a décidé de s'essayer pour sa première mise en scène. Elle a choisi, rassemblé, sous le titre *Comédie... Catastrophe*, quatre textes du maître disparu. Une curiosité. A 17 h 30, jusqu'au 31 juillet. Tél. : 90-86-44-64.

► Chapelle des pénitents gris de Villeneuve-les-Avignon : Reprise off d'un spectacle qui a connu cinq mois de succès cette saison à Paris et qui trouve à Villeneuve un cadre approprié. *Le Tournement de Dieu*, d'Alain Bosquet, est une production du Théâtre d'Epinal et de la compagnie Dominique Houdart qui met en scène et interprète, aux côtés de Jeanne Heulin et Philippe Drouot, cette œuvre poétique, entre humour et malice, que résume parfaitement son titre. A 17 heures, du 18 au 28 juillet. Tél. : 90-25-96-74.

► Théâtre de la danse Golorins : reprise encore d'un spectacle hilarant, avec un Réunionnais magnifique, Shams, qui présente *Piment cannibale*. A 16 heures, jusqu'au 2 août. Et à 24 heures, les *Lettres de Louise Jacobson*, lettres fascinantes d'une jeune fille juive arrêtée, déportée. Tél. : 90-86-01-27.

► Montis à paroles : une bande multicolore a envahi les rues d'Avignon pour faire la promotion de son hommage à Rimbaud à grand renfort de tambours africains. Venu d'Abidjan avec le soutien du Centre culturel français, le Théâtre Expression de Côte-d'Ivoire est à Avignon avec ses danseurs, chanteurs, griots et percussionnistes. Une découverte. *Rimbaud nègre blanc*. A 12 h 30 jusqu'au 31 juillet. Tél. : 90-82-99-46.

O. S.

► Renseignements complémentaires et réservations : Bureau du Festival Off, Hall de la Mairie. Tél. : 90-27-39-75.

## Vitrine

Il a fallu des années et des années pour que la Festival devienne la vitrine du théâtre — comme Cannes est calla du cinéma. Le public est venu, les médias ont suivi. Y compris la télévision, qui, chaque jour, aux heures de grands écoutes, a intrigué au théâtre, ca qu'elle ne fait jamais dans le courant de l'année, sauf quand une star populaire est en scène.

Du coup, tous ceux qui de près ou de loin participent à la production théâtrale veulent le faire savoir. Les sponsors, mécènes, dispensateurs de subventions et de subventions ne se contentent plus d'une note

des programmes et de remerciements aux génériques. Ils viennent aux conférences de presse où, en présence d'artistes, caméras et des appareils photos, chiffres à la main, ils disent leur bonheur d'avoir pu aider à la réalisation d'un si beau spectacle. Les numéros spéciaux des journaux et des magazines se haussent. Jusqu'à une ravue de décoration qui annonce en bandeau dans son numéro du juin-juillet un «spécial Avignon». En fait, un chapitre, at dans ce chapitre, un paragraphe «festival». Mais on a acheté, Avignon fait vendre.

C. G.

مكتبة الأمل



## CULTURE

### FESTIVAL D'AIX

## Les « Noces » des mal-assis

Dans cette nouvelle production, pas très fraîche de l'opéra de Mozart, les chanteurs ont le dos au mur

AIX-EN-PROVENCE  
de notre envoyée spéciale

Vous savez, ces dramatiques télévisées où tout se passe en allées et venues, claquements de portes, chassés-croisés, gesticulations éparpillées en fond de scène, où le centre du plateau, logique point névralgique, reste désespérément vide pendant toute la représentation ? Les *Noces de Figaro*, mises en scène par Rudolf Noelle, surmené à-bas entre théâtre et opéra - ressemblent à une édition chantée d'« Au théâtre ce soir ».

Le décor Louis XV revu Barbès (la même antichambre pour les appartements de Suzanne et Figaro, ceux de la comtesse et ceux du comte) pourrait avoir été oublié dans les réserves de la SFP. Le quatrième acte en démontre la disposition en bémol, les fauteuils plaqués au mur que l'on s'échange en louchant symétriquement, les corps s'avachissant sur de la mauvaise soie (chanter assis finit par casser les colonnes vertébrales), les dialogues de salle d'attente où l'on ne se regarde pas. Mais revivait sans le lire, la même gymnastique semi-circulaire. La lune a pris des amphétamines. Les quiproquos sont incompréhensibles. Happy end dans l'indifférence générale.

Il paraît que Rudolf Noelle, en professionnel du théâtre, a fait tra-

vailler trois semaines les chanteurs à la table. Il ne s'en sont pas relevés. Il paraît que l'esthétique à l'ancienne du spectacle serait exaspérément dans le goût du public local pour qui l'Aix des années 60 reste l'Aix idéale. Les preuves existent, on peut désormais vérifier à la vidéothèque Mejanas, mémoire du festival (1), que les mises en scène d'alors n'étaient pas toujours - presque jamais - dénuées de style et d'humour. Et surtout, fait essentiel, que les chanteurs n'avaient d'être là : l'ennui ne passait pas.

Pour le public de cette première (tons ces « vacanciers » qui se lèvent dès le rideau baissé comme si un dernier métro les attendait !), les *Noces* de l'ouverture semblent avoir été une longue soirée. Et si les chanteurs étaient là, pour deux d'entre eux en tout cas, le jeu, l'implication, le plaisir, la concentration, la continuité et la logique de l'énonciation n'y étaient pas. Mais aussi, comment se déchirer, comment se jalonner dans un espace poétique ?

Comment s'amuser à s'affronter, comment oser s'effleurer quand les accessoires prévus par le livret (le gros fauteuil où se blottit Chérubin, le lit mousquetaire de la comtesse où il la presse) ont été sacrifiés à « l'hermétique » du décor, quand meubles et gens restent plaqués au mur ou rangés par deux ? Le bat de Noelle, estimable en soi, est sans doute de calquer soigneusement la répartition des ensembles, la disposition contrapuntique des voix.

Mais Strehler sait faire ça sans vider l'opéra de son sang.

Les deux survivants ? Le comte fier et féroce d'Andreas Schmidt (*lire ci-dessous*) ; la Suzanne de Judith Howard, starlette de magazine, mais très alerte vocalement. Le Figaro de Manfred Hemm, jeune baryton autrichien fiché mercredi avec le rythme, se sait trop que faire de sa voix, de ses mains et de son corps. Charlotte Margiono, jolies voix qui aurait pu mieux s'épanouir et s'ouvrir plus subtilement, serait une jeune comtesse pleine de qualités pour peu que la mise en scène ne la traite pas en invitée. Monica Groop chante bien mais n'est pas Chérubin. Carmen Gonzales, l'émission dans la poitrine, n'est plus Marcelle, toutes deux semblent, il est vrai, jouer les remplaçantes par rapport à la distribution initiale, rendue publique en mars par Louis Erlo (on s'arrache cette année les voix mozartiennes). Stuart Barrows est bizarrement un Basile effacé. Renato Cappucci (Bartholo) était le Don Juan de Cassandre en 1949.

Des *Noces*, on en a vu cette année. Cette distribution est meilleure que bien d'autres dans la tradition maison qui est de favoriser de jeunes chanteurs. Mais confier les *Noces* dans ces conditions à un chef qui ne les avait jamais dirigés ! Friedrich Haider n'est pas le nouvel Harnoncourt, pas un Krivine en herbe. Si sa *Filte enchanée* n'avait déjà été un succès

à Montpellier ce n'est ni par excès d'audaces stylistiques ni par inexpérience technique.

Ce jeune autrichien sait tenir un orchestre, donner le départ, stimuler la virtuosité des musiciens qu'il a devant lui. Sous sa baguette, les cordes de l'Ensemble orchestral de Paris ont houé prestissimo une ouverture impeccable, les vents ont soigné leurs interventions, les flûtes ont suggéré, sans organisation du temps : dans une gracieuse convenance et équilibre.

Ce n'est pas en plaquant de maigres accords au clavier qu'on aide les chanteurs. L'accompagnement des récitatifs est un métier. Ce n'est pas en s'attribuant le *continuo* qu'on devient *concertmeister*. Ce n'est pas en restant de glace dans Mozart qu'on a des idées.

ANNE REY

(1) Projection à la demande en cabine individuelle des archives du festival, du mardi au samedi, entre 12 heures et 18 heures, vidéothèque des espaces Méjanas, 8, rue des Alouettes, 13100 Aix-en-Provence. Tél. : 43-26-66-73.

Une exposition de photos des représentations scéniques des *Noces de Figaro* se tient à l'antiquaire, même adresse.

Prévisions représentations : les 18, 19, 23, 27 et 31 juillet, 21 h 15, Théâtre de l'Archevêché. Tél. : 42-17-24-00.

## Andreas Schmidt, baryton de tête

AIX-EN-PROVENCE  
de notre envoyée spéciale

Le regard vif, le visage expressif, le trentenaire un peu laide, Andreas Schmidt parle de la noblesse de Mozart, de l'aristocratie blessée d'Almaviva. Il est en bermuda, les pieds nus dans des lénis mal lavées. Le jeune baryton allemand est l'un des chanteurs d'aujourd'hui un peu paré cette année, pour deux disques de *lieder* et pour sa participation à l'enregistrement des *Noces de Figaro* sous la baguette de Daniel Barenboim pour Erato.

A Aix, où Andreas Schmidt est à l'œuvre Almaviva (*lire ci-dessus*), ce brillant début de carrière trouve une logique confirmation française. Pourquoi pas à la Bastille, incapable de distribuer convenablement le rôle convenablement cette saison (deux comètes médiocres, Lieferkus et Walker, se sont succédé entre décembre et janvier), alors qu'il a la même période Andreas Schmidt chantait pour Mark Janowski dans la *Première Nuit de Walpurgis* (la 7 janvier) ? Mystère et incommunicabilité.

Depuis, l'Opéra Bastille s'est mis à son tour sur les traces de la jeune star. Et lui a proposé le rôle de... Valentin dans *Foxtrot* de Gounod, direction Colin Davis. Covent Garden en a déjà goûté. Mais il y a là tout de même, pour la France, dans un opéra français, un certain goût de l'étranger.

Quand nous avons rencontré Andreas Schmidt au Théâtre de l'Archevêché, les répétitions avec l'orchestre des *Noces* n'avaient pas commencé. Son opinion sur le festival ? « Va d'Allemagne, Aix est encore le plus important Festival de France ». Un « encore » à

souper. Une première fois, il y a longtemps, Andreas Schmidt s'était arrêté à la cathédrale : il chantait dans les chœurs de Düsseldorf, sa ville natale, sous les ordres de Hartmut Schmidt, son papa.

Puis il vint à Orange, en 1979 notamment, pour un *Requiem* de Verdi dirigé par Claudio Abbado. Il était dans les chœurs. Il bégayait encore entre le piano, la direction d'orchestre et le chant. Pour la générale, à Vaisnua-la-Romaine, les camarades de la télévision étaient là. Trois des solistes manquaient : on s'était trompé dans leurs horaires de répétition. Andreas Schmidt remplaça au pied levé Ruggero Raimondi. C'est ainsi que se décide une vocation.

### « Je cherche le juste milieu »

De cette vocation, les professeurs du chanteur commencent par s'étonner. Le jeune homme, disent-ils, était trop intelligent. Un intellectuel sacrifié au chant ! « Ça m'a paru horrible, raconte Andreas Schmidt. Penser qu'à notre époque il y a encore des professionnels qui pensent que la pensée analytique nuit à la qualité musicale ! Moins chance a-t-elle de recevoir une formation complète parce que je ne savais pas encore que je me spécialiserais dans le chant. Je n'ai plus eu à penser aux matières théoriques, je les avais assimilées. Même en Allemagne, on ne demande pas assez de théorie aux chanteurs. Pour le contrepoint, le solfège, il ne leur est demandé aux examens que le niveau le plus bas.

« Quand on commence ce métier, il est très difficile de se juger. On ne s'entend pas. Tout se passe à l'intérieur du corps, on n'en voit rien à l'extérieur, on ne peut en parler que par métaphores,

chaque professeur use d'images différentes et arbitraires, il est très difficile de passer de ces images aux sensations musicales.

« Une bonne technique vocale n'est rien d'autre que la manière la plus naturelle de travailler sa voix : chaque chanteur se fabrique une technique personnelle. Mais on pense de temps en temps, professeur, plus la voix reste individuelle, n'importe quel bébé trouve naturellement sa meilleure assise vocale pour demander à boire !

« Pendant l'été 1981, je n'ai pas suivi de cours, j'ai pris tout mon temps et je me suis repassé souvent de fois qu'il le fallait les disques des barytons que j'admirais : George London, Piero Cappuccilli, Dietrich Fischer-Dieskau, Hans Hotter. Comment peut-on chanter si bien et de manière aussi différente que ce Canadien, cet Italien, et ces deux Allemands ? J'ai compris que le talent est un mélange de qualités, qu'il ne suffit pas de trouver sa voix, qu'il faut savoir d'abord ce qu'on en attend.

« J'ai pris, en tous et pour tous, trois séries de cours avec Fischer-Dieskau, chaque série durant entre trois et quatre semaines. Mais j'ai écrit dans ma biographie que j'avais travaillé avec lui : les criti-

ques ont immédiatement décollé que j'étais sa réincarnation. Fischer-Dieskau avait lui-même connu la même expérience à ses débuts : la critique l'avait présenté comme un nouveau Heinrich Schumann, en moins bien, un second Hans Hotter, avec une voix plus courte.

« Je sais ce qui me rapproche de Fischer-Dieskau : la culture, extrêmement. Je sais aussi ce qui m'en différencie : mon timbre est différent ; ma voix descend un ton de plus dans le grave ; il chante davantage les mots, et moi davantage les sons. Il est vrai qu'avant lui on avait trop longtemps chanté sans penser ou sans des mots. Entre sa manière intellectuelle et le son pour le son, je cherche un juste milieu.

Dans ses Mémoires, récemment parus (1), Dietrich Fischer-Dieskau n'hésite pas à rappeler qu'il fut Don Juan, avec Beethoven et Frisley. Le Festival d'Aix-en-Provence, après Berlin, a déjà retenu Andreas Schmidt pour le rôle de Don Giovanni, l'an prochain.

A. R.

(1) *Résonance*, Mémoires de Dietrich Fischer-Dieskau, traduit de l'allemand par Brigitte Hebert, Belfond collection « Voix », 418 pages, 145 F.

## Un événement pour tous les amis de Georges Brassens



COLLECTION Jacques Canetti

Un livre-cassette d'une durée de 90 minutes où Georges BRASSENS parle de la musique et des chansons, du génie et du talent, de l'amour, de la morale, du pouvoir et de l'engagement.

Bon de commande à retourner à : « LE LIVRE QUI PARLE » 24550 Villefranche-du-Périgord

Je désire recevoir par retour du courrier le livre-cassette BRASSENS PARLE. Je vous règle ci-joint 120,00 F (100,00 F de frais d'envoi) par chèque ☐ bancaire ☐ postal. Je recevrai gratuitement avec cet envoi votre catalogue général (500 titres de littérature, poésie, humour, théâtre, etc...)

Mme, M

Adresse

Code postal Ville

## PHILATÉLIE

### Une première

## Un entier postal des TAAF

Un entier postal sur carte postale représentant, côté vue, un paysage de terre Adélie et, au verso, le timbre-poste *Amiral Max-Douguet* à 2,30 francs, émis par le territoire des terres Australes et Antarctiques françaises (TAAF), a été mis en vente anticipée, le 8 juillet, à l'Agence des timbres-poste d'outre-mer à Paris, au prix de 5 francs l'unité.

Cet entier postal sera mis en vente générale et oblitéré dans les districts de Kerguelen, Crozet et Saint-Paul-et-Amsterdam aux dates de passage du navire *Marian-Dufresne*, au cours de sa rotation de juillet-août 1991 (Crozet le 1<sup>er</sup> août ; Kerguelen le 3 et Saint-Paul-et-Amsterdam le 10).

Pour ce qui concerne la terre Adélie, l'entier sera vendu et oblitéré le jour de l'arrivée du

navire de relève, fin 1991. Pour obtenir les oblitérations aux premières dates de mise en service de l'embarcation dans les districts, les cartes sont à expédier directement aux gérants postaux avant le 15 juillet 1991. Attention de ne pas oublier l'adresse du destinataire, pour le retour.

Agences des timbres-poste d'outre-mer (ATPOM), 85, avenue de La Bourdonnais, 75007 Paris (Tél. : (1) 45-51-23-99 ou (1) 46-47-48-00).

Rubrique réalisée par la rédaction du Monde des philatélistes, 5, rue Antoine-Bourdelle 75015 Paris (Tél. : (1) 40-65-29-27). Spécimen récent sur demande contre 15 F en timbres.

### En filigrane

Le Malawi au Luc-en-Provence. - Le Musée régional du timbre et de la philatélie du Luc (Ver) accueille, jusqu'au 31 août, une exposition philatélique consacrée au Malawi depuis l'indépendance (1964-1991), qui réunit photos, cartes, timbres, documents divers (Musée régional du timbre, « La Châtaigne », place de la Convention, 83340 Le Luc-en-Provence. Tél. : 94-47-96-16).



Télécarte d'art. - La seconde exposition, les 13, 14, 19 et 20 juillet, des œuvres de P.-Y. Robin au Palais des congrès de Dinard (35) fait l'objet d'une édition représentant une aquarelle intitulée *Les Vieilles Coques* (50 unités, tirage : 1 000 exemplaires dont 1 000 numérotés et alignés). Elle est offerte pour l'achat d'une reproduction de l'aquarelle et d'un album télé-

cartes (210 F plus port 20 F) sur place ou par correspondance (Société Magnétique, 18, rue du Davier, 35400 Saint-Malo. Tél. : 89-40-16-57).

Catalogue Yvert et Teller des timbres des pays d'expression française. - La nouvelle édition du catalogue Yvert et Teller des timbres des pays d'expression française est parue (ancienne édition, Afrique du Nord, bureaux à l'étranger, Sarr). Les cotes subissent le réajustement à la hausse nécessaire par rapport à l'édition précédente qui datait de 1989. Hausse générale plus sensible pour Saint-Pierre-et-Miquelon, le Polynésie, la Nouvelle-Calédonie ou les TAAF. Ainsi, concernant ce territoire, le n° 73, *Paul-Emile Victor*, passe de 40 F à 60 F ; la signature du graveur absente sur le n° 94, *Joan Lorancho*, est désormais coté (260 F). Bonne hausse pour les « postes aériennes » : le PA n° 20 passe de 375 F à 625 F. Apparaît (sans cotation) la référence de la variété de couleur inversée du PA n° 70 (contingent Yvert et Teller, tome des pays d'expression française, 54 pages, nombreuses illustrations en noir et blanc, 180 F + port 20 F auprès des éditions Yvert-et-Teller, 37, rue des Jacobins, 80038 Amiens Cedex).

### WEEK-END D'UN CHINEUR

#### ILE-DE-FRANCE

Samedi 13 juillet : Corbeil : 14 heures : tableaux modernes, mobilier, faïences de porcelaine ; Enghien : 15 heures : tapis, tapisseries ; L'Archevêché : 14 h 30 : tableaux, objets d'art ; La Varenne-Saint-Hilaire : 14 h 30 : tableaux modernes ; Rambouillet : 21 heures : argenterie, bijoux ; Sens : 14 h 30 : arts d'Asie.

Dimanche 14 juillet : Rambouillet : 10 h 30 : tapis d'Orient, porcelaines de Chine ; 14 h 30 : mobilier, objets d'art.

#### PLUS LOIN

Samedi 13 juillet : Bourges : 14 heures : affiches de cinéma ; Buzanville : 15 heures : mobilier, objets d'art ; Cahors : 10 heures-14 heures : mobilier, hiérolites ; Clamecy : 14 h 30 : mobilier, objets d'art ; Combe-sur-Lignon : 14 h 30 : mobilier, objets d'art ; Constances : 14 h 30 : tableaux, mobilier ; Honfleur :

14 h 30 : tableaux modernes ; Laon : 14 h 30 : livres, cartes postales ; Mayenne : 14 heures : mobilier, tableaux ; Saint-Jean-de-Luz : 14 h 30 : archéologie, Extrême-Orient ; Saint-Malo : 14 heures : mobilier, objets d'art ; Vendôme : 10 heures : mobilier rustique, 14 h 30 : mobilier, objets d'art.

Dimanche 14 juillet : Bayeux : 14 heures : tableaux modernes ; Bayeux : 14 h 15 : mobilier, argenterie ; Eu : 14 h 30 : tableaux modernes, argenterie ; Fécamp : 14 h 15 : mobilier, objets d'art ; Laon : 14 h 30 : mobilier, tableaux ; Mantes : 16 heures : art contemporain ; Sens : 14 heures : estampes, livres ; Vire : 14 h 30 : mobilier, objets d'art.

#### FOIRES ET SALONS

Plomelin, Amboise, Cussat, Paron, Perthuis.

Samedi seulement : Loriet

Dimanche seulement : Curgies, Châteauneuf, Launois-sur-Vence.

MERCREDI 10 JUILLET 1991									
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
11	12	13	14	15	16	17	18	19	20
21	22	23	24	25	26	27	28	29	30
31									

MERCREDI 10 JUILLET 1991									
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
11	12	13	14	15	16	17	18	19	20
21	22	23	24	25	26	27	28	29	30
31									

THEATRE EDOUARD VII  
Merveilleuse Soirée en Andalousie  
47 42 59 92

**PARIS QUARTIER D'ÉTÉ** 17 18 19 20 JUILLET 20h

UNIKES REPRESENTATIONS EN FRANCE

ATLAS, AN OPERA IN THREE PARTS

de MEREDITH MONK

présenté par le HOUSTON GRAND OPERA

ODEON THEATRE DE L'EUROPE

LOCATION 43 25 70 32







# ÉCONOMIE

## BILLET

### Un chiffon rouge à Bruxelles

C'est en termes fort peu mesurés que M. Louis Mermaz a exprimé le point de vue de la France après la publication par la Commission de Bruxelles de ses propositions de réforme de la politique agricole commune, le 11 juillet. « Ces propositions sont extrêmement brutales. Avant même que les ministres en connaissent les détails, je fais les plus absolues réserves », a déclaré le 11 juillet le ministre de l'Agriculture. Des propos qui s'inscrivent dans la ligne des « hauts cris poussés » par la quasi-totalité des organisations syndicales et professionnelles (seule la Confédération paysanne se montre plus équilibrée) pour lesquelles les mots de « gel » des terres et de « baisse » des prix garantissent le rôle de chiffon rouge.

Les ministres de l'Agriculture des Douze se retrouveront les 15 et 16 juillet pour étudier le contenu du plan Mac Sherry, du nom du commissaire européen chargé du dossier. Mais personne ne doit se faire d'illusions : les négociations prendront plusieurs mois avant d'aboutir à un éventuel accord pour mettre en place un édifice européen qui doit répondre au moins à trois exigences : réduire les excédents considérables, notamment de céréales, de viande et de lait et alléger le budget agricole de la CEE ; attribuer aux agriculteurs des régions défavorisées des aides aux revenus sélectives que le système généralisé de prix garanti et de restitutions à l'exportation ne permet pas ; maintenir une certaine préférence communautaire qui ne soit pas ouvertement du protectionnisme.

De ce point de vue, la réforme de la PAC, même si elle doit d'abord être selon le mot de M. Mermaz une « affaire européenne », ne peut ignorer les données mondiales, ne serait-ce que par la place qu'ont prise progressivement les exportations de céréales, notamment sur les marchés mondiaux. Ni les États-Unis, ni le Canada, ni l'Argentine, ni l'Australie n'ont vu cela d'un bon œil et chaque pays se livre à une guerre des prix sans merci pour placer ses blés, maïs ou orges. La France, qui produit 30 % de l'ensemble des céréales de la CEE, ne peut être en arrière-plan.

Inévitablement, la réforme de la PAC sera associée, voire conjuguée, avec les discussions dans le cadre du Gatt où l'administration américaine joue un rôle leader. Or il est vrai que l'Europe subventionne ses exportateurs, Washington aide massivement ses fermiers ou ses transporteurs. Les propositions Mac Sherry constituent une tentative indirecte pour relancer la discussion du Gatt actuellement enlisée ; l'accueil froid qu'elles reçoivent font douter de leur succès.

FRANÇOIS GROSCHARD

Alors que la Bundesbank maintient sa politique monétaire

### La Grande-Bretagne diminue de nouveau ses taux d'intérêt

Lors de sa dernière réunion event le trêve estivale, jeudi 11 juillet, la Bundesbank n'a pas modifié les taux d'intérêt directeurs elle-même, se contentant de fixer une fourchette plus étroite pour l'évolution de la masse monétaire. Vendredi 12 juillet, la Banque d'Angleterre a annoncé une réduction de 0,5 point de son taux de base, et la Banque de France pourrait décider prochainement d'assouplir le crédit. Les résultats de la réunion de jeudi ont provoqué une nette remontée du dollar, qui s'échangeait vendredi matin à 1,8250 mark et 6,22 francs contre 1,81 mark et 6,15 francs la veille. Une vague d'interventions concertées des banques centrales le faisaient fléchir ultérieurement.

En matière de taux d'intérêt, l'Allemagne poursuit depuis plusieurs mois une politique radicalement différente de celle des autres grands pays européens ; face aux besoins financiers et aux déséquilibres macro-économiques issus de l'unification, elle durcit le crédit, alors que les autorités monétaires des autres États tentent de desserrer la vis afin de stimuler une activité languissante. D'aucuns

attendaient donc que la Bundesbank procède, jeudi 11 juillet, à l'occasion de la dernière réunion de ses gouverneurs avant la rentrée, à un relèvement des taux d'escompte ou lombard (fixés depuis le mois de janvier à 6,5 % et 9 %). Mais il n'en a rien été.

L'issue de cette réunion signifie qu'en l'absence de facteurs exceptionnels, la politique monétaire allemande demeurera inchangée au moins jusqu'à la fin du mois d'août. Tant au plus, l'institut d'émission a-t-il réaffirmé la priorité donnée à la lutte contre l'inflation, et ramené la fourchette d'évolution de la masse monétaire entre 3 % et 5 %, contre 4 % à 6 % auparavant.

#### La vigueur du franc

Dès vendredi, la Banque d'Angleterre a profité du statu quo allemand pour baisser une diminution de 0,5 point de son taux de base, ramené à 11 %. Elle poussait ainsi une action qui avait déjà ramené le taux de base de 14 % à 11,5 % depuis le début de l'année.

En France, certains spécialistes prévoyaient que si la Bundesbank maintenait ses taux directeurs inchangés le 11 juillet, la France pourrait baisser les siens le même jour. Tel ne fut pas le cas, mais les marchés financiers ne seraient

pas surpris si un assouplissement du crédit intervenait au cours de ces prochaines semaines. Après avoir souffert du changement de gouvernement et de la fermeture de la petite espagnole dans le SME, le franc a retrouvé une plus grande vigueur.

L'an dernier à la même époque, le ministre de l'économie et des finances, M. Pierre Bérégovoy, avait laissé entendre à plusieurs reprises qu'il assouplirait le crédit. Mais les tumultes financiers issus de l'invasion du Koweït par l'Irak, le 2 août, l'en avaient finalement empêché jusqu'au mois d'octobre. Depuis, les taux directeurs se situent à un niveau un peu plus bas (9 % pour le taux d'intervention contre 9,50 % l'an dernier), mais la nécessité de stimuler l'investissement des entreprises, dans un contexte morose, donne une nouvelle urgence à l'objectif de baisse des taux. La Banque de France pourrait trouver prochainement une occasion favorable à un tel geste, par exemple lorsque la publication de l'indice des prix de juin, le 16 juillet, confirmera que, pour la première fois depuis des années, le taux d'inflation de la France est inférieur à celui de l'Allemagne.

F. L.  
Lire page 15 l'article de M. MAURICE ALLAIS

Avant le sommet de Londres

### Les syndicats de l'OCDE demandent aux gouvernements de « stimuler la création d'emplois »

La Commission syndicale consultative auprès de l'OCDE (TUAC), qui regroupe quarante centrales syndicales revendiquant 66 millions d'adhérents, a adressé, à la veille du sommet de Londres des sept pays les plus industrialisés, un appel aux gouvernements afin qu'ils adoptent des mesures pour « stimuler la création d'emplois ».

Une délégation du TUAC, conduite par son secrétaire général, M. John Evans, a, le 8 juillet à Londres, remis une déclaration dans ce sens à M. John Major, le premier ministre britannique. Redoutant que le chômage ne touche 28 millions de personnes à la fin de 1991 dans les pays de l'OCDE, le TUAC demande aux gouvernements d'utiliser « toute la gamme d'instruments disponibles » pour « augmenter la croissance créatrice d'emplois ».

Il préconise notamment une réduction globale des taux d'intérêt réels, un accroissement de l'investissement public - afin de mettre fin à « la détérioration des infrastructures vitales » - un développement de l'éducation et de la formation, une protection du pouvoir d'achat des bas salaires. Le TUAC réclame aussi un allègement « immédiatement tangible » de la dette des pays en voie de développement et un programme de soutien aux pays d'Europe centrale et orientale.

Un sondage commandé par les organisations syndicales et patronales

### Les intérimaires sont satisfaits de leur sort mais espèrent un poste fixe

Les organisations patronales du travail temporaire, l'UNETT et le PROMATTI, et les organisations syndicales ont commandé ensemble un sondage sur les préoccupations sociales des intérimaires. C'est la première fois qu'une telle initiative est prise « paritaire ».

Commandée au CSA, cette étude a été réalisée en deux temps sur la base d'une série d'entretiens, puis avec un questionnaire auquel ont répondu 1 003 personnes. Elle permet de cerner l'univers psychosociologique de ces salariés et de mieux saisir les attentes des travailleurs temporaires, toujours entre deux missions dans une entreprise « utilisatrice ».

#### Des vexations au quotidien

Tout intérimaire est marqué par la prépondérance du court terme sur le moyen ou le long terme. De façon générale, il se retient fait relations très « maternelles » avec l'entreprise de travail temporaire puisque c'est elle qui lui fournit l'emploi et qui connaît le mieux, et pour cause, les règles du métier.

« Pouvoir claquer la porte d'une entreprise utilisatrice fait partie des plaisirs fantasmatiques de l'intérimaire », note M. Kladat Ceyral, président du CSA, mais cela suppose qu'on s'entende bien avec son agence. Dernier trait commun : la situation économique du bassin d'emploi fait varier les rapports avec l'entreprise temporaire. Ils sont au beau fixe quand tout va bien, ils sont plus tendus si le marché du travail se dégrade.

Même « heureux », l'intérimaire ne souhaite pas s'éterniser dans

cette position. Il se fait volontiers « égale ». Il gagne bien sa vie, « voit du pays » et ne se soucie pas vraiment de ses droits. S'il est insatisfait, il est « en instance permanente de divorce », supporte peu la précarité et, pourtant, se montre peu combatif.

Les uns et les autres vivent mal leur statut parce qu'il complique les démarches administratives et entraîne des vexations au quotidien. Tous soulignent les difficultés insurmontables pour obtenir un crédit (l'achat d'une voiture) et plus encore pour trouver un logement. Ce qui les irrite, pour s'en sortir, ils misent sur la formation, qui est justement un point fort du travail temporaire.

Le sondage confirme que l'intérim est un « ass » d'entrée dans l'emploi pour 44 % des salariés et qu'il se pratique longtemps : 38 % ont effectué leur première mission avant 1980. Satisfait à 85 % de leur sort, ils souhaitent cependant à 65 % trouver un poste fixe. Plus significatif : ils sont 83 % à attendre de leur agence des informations sur leur statut et leurs droits, alors que 41 % ont cette attente vis-à-vis des syndicats.

A. L.

Avec un surcoût de 650 millions de francs

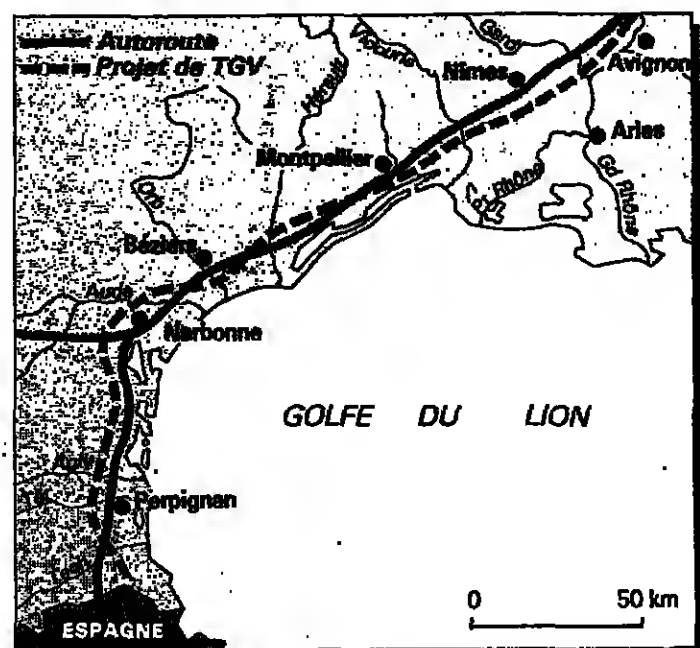
### Le tracé du TGV Languedoc-Roussillon est fixé jusqu'à la frontière espagnole

M. Paul Quilès, ministre de l'équipement, a approuvé, le 11 juillet, le tracé du futur TGV Languedoc-Roussillon retenu par la mission que présidait M. Max Querrien, conseiller d'Etat. Longue de 261,7 kilomètres, la ligne nouvelle se débranchera aux Angles (Gard) de la ligne Valence-Marseille. Elle passera entre Nîmes et son aéroport de Garos.

Elle contournera Lunel (Hérault) par le nord et Montpellier par le

l'égide des préfets, la concertation avec les élus locaux. Aucune date n'a été avancée pour la déclaration d'utilité publique du projet, qui dépend aussi de la décision des autorités espagnoles de raccorder Barcelone à la frontière française par une voie à grande vitesse.

La nouvelle ligne mettra Montpellier à 3 heures de Paris (4 h 40 aujourd'hui, dans le meilleur des



sud. Le massif de la Gardinle sera franchi par l'ouest, en suivant au plus près l'autoroute A 9. Après avoir évité Béziers par le sud, Narbonne par l'ouest et Le Boulou par l'est, la ligne franchira la frontière espagnole en tunnel, à la hauteur du col du Perthus.

Les modifications apportées par la mission Querrien au tracé initial - après avoir étudié 600 kilomètres de variantes - alourdiront de 600 à 650 millions de francs la facture, qui était évaluée, à l'origine, à 14,7 milliards de francs.

Cent vingt maisons seront détruites et 1000 hectares de terres, dont 280 hectares de vignes, devront être expropriés. Le tracé ne traverse qu'un site classé, le massif de la Gardinle, dans l'Hérault, et ne s'approche à moins de 500 mètres que de six monuments classés.

« Maintenant », a déclaré M. Quilès, les études vont se poursuivre à un échelon plus fin encore pour avancer la mise au point du projet. Il s'agit notamment de prendre en compte les sujétions hydrauliques, la définition des principes de protection acoustique, visuelle et paysagère et tout ce qui concourt à la protection de l'environnement. (...) Cette mise au point sera effectuée par la SNCF, qui poursuivra, sous

ALAIN FAUJAS

Le dépeçage de la compagnie américaine

### Pan Am cède un cinquième de ses actifs à Delta Airlines

Le dépeçage de la compagnie américaine Pan Am se poursuit sans discontinuer. Placée en redressement judiciaire depuis le début de l'année, celle-ci avait mis officiellement en vente ses actifs.

Après avoir cédé ses routes et ses appareils entre New-York et Londres à United Airlines, elle a annoncé, le 11 juillet, avoir conclu un accord avec Delta Airlines qui reprendrait sa navette Washington-New-York-Boston, ainsi que les lignes Miami-Londres et Miami-Detroit. Pour ce faire, Delta recevrait le centre d'opérations de Francfort (Allemagne), quarante-cinq avions et six mille salariés de Pan Am. Cette transaction, qui porte sur un cinquième des actifs de la compagnie, est évaluée à 250 millions de dollars (1,6 milliard de francs).

Par ailleurs, United Airlines s'est à nouveau portée candidate au rachat des lignes de Pan Am vers l'Amérique latine et les Caraïbes, de la ligne New-York-Paris, de certaines installations aéroportuaires et de vingt et un Airbus. Dans tous les cas, ces reprises doivent être approuvées par le tribunal des faillites et par les autorités fédérales.

### Bolloré propose aux petits actionnaires de racheter leurs titres Delmas-Vieljeux

Le groupe Bolloré a décidé d'offrir aux actionnaires minoritaires de l'entreprise maritime Delmas-Vieljeux la possibilité de vendre s'ils le souhaitent, leurs actions. Les titres du holding Compagnie financière Delmas-Vieljeux seront achetés 3 948,50 francs, et les actions Delmas 1 500 francs.

Cette décision, précise le groupe Bolloré, a reçu l'accord des autorités boursières. Au total, Bolloré devra déboursier, si toutes les actions sont vendues, quelque 1,2 milliard de francs.

En outre, le groupe financier breton a engagé des négociations avec les actionnaires de la Compagnie privée d'El Rhaba, qui détient 27 % du capital de la Compagnie financière, afin d'en prendre le contrôle. Bolloré deviendrait ainsi l'actionnaire majoritaire du groupe maritime Delmas-Vieljeux.

Réunis à Moulins

### Les éleveurs de bovins du Charolais se mobilisent contre la dégradation des marchés

MOULINS

de notre correspondant

Réunis à Moulins, dans l'Allier, les responsables de la Fédération nationale des syndicats d'éleveurs agricoles (FNSEA) et de la Fédération nationale bovine (FNB) de quinze départements du centre de la France ont décidé d'alerter les pouvoirs publics et de se mobiliser face à « la dégradation des marchés pour la seconde année consécutive ».

Les cours des bovins, (comme ceux des ovins), enregistrent une nouvelle chute et une tension sans précédent pèse les campagnes du nord du Massif central, région dont l'activité agricole repose essentiellement sur les troupeaux allaitants. A Moulins, les responsables professionnels ont souhaité traduire le mécontentement des éleveurs tout

en évoquant des risques de débordement de leurs troupeaux. Ainsi, dans l'Allier, depuis quelques semaines, des groupes de paysans, « contraindre » quasiment chaque nuit des camions frigorifiques à la recherche de carcasses provenant de pays extérieurs à la CEE.

Sur les différents marchés de la région, la situation apparaît tout aussi tendue avec à Sancerre (Cher) et Moulins-Avernes (Allier) des refus de coter les transactions de la part des négociants et des éleveurs.

« Une crise sans précédent qui intervient après une année noire », précise Paul Réthy, responsable des quinze départements et président de la chambre régionale d'agriculture de Bourgogne. Se présentant selon la définition de la CEE comme une zone défavorisée, le nord du Massif central, région de prairies, est caracté-

risé par une production à dominante bovine à partir de races allaitantes spécialisées, charolaise et limousine notamment. Au fil des années, les structures se sont agrandies avec désormais une production orientée vers le « maigre », un million de têtes dont huit cent mille exportées en direction des ateliers d'élevage italiens, pour 1,6 million de vaches. « En 1982, nous vendions vaches 10 F le kilo, alors que le consommateur l'achète 62 F. Actuellement, les cours sont à peine de 11 F, et le faux filet vaut en moyenne 92 F », s'insurge Pierre Thomas, président du CDJA de l'Allier.

Les responsables ont déjà programmé pour le 31 juillet une opération « département mort ». Ils tenteront de bloquer les différents accès routiers.

JEAN-YVES VIF

### PREFECTURES DE LA HAUTE-SAVOIE ET DE L'AIN

Ligne à 2 circuits 400 KV Corridor - Génésiat

Communes de INJOUX-GENESIAT, FRANCLENS, CHENE-EN-SEMINE, VANZY, CHESSENAZ, FRANGY, CHAMMONT, CONTAMINE-SARZIN, MARLIOZ, CERCIER, CRUSILLES, VOVREY-EN-BORNES, VILLY-LE-BOUVET, MENTHONNEX-EN-BORNES, EVIRES, LA-CHAPELLE-RAMBAUD, PERS-JUSSY, CORNIER, ETEAUX, LA-ROCHE-SUR-FORON

Enquête préalable à la déclaration d'utilité publique

Les préfets des départements de la Haute-Savoie et de l'Ain informent le public qu'il sera procédé du 29 juillet 1991 au 13 septembre 1991 à une enquête portant sur la déclaration d'utilité publique des travaux de construction de la ligne à 2 circuits 400 KV Corridor-Génésiat, sur le territoire des communes d'Injoux-Génésiat, Franciens, Chêne-en-Semine, Vancy, Chessena, Frangy, Chammont, Contamine-Sarzin, Marlioz, Cerciér, Coppoix, Crusilles, Vovrey-en-Bornes, Villy-le-Bouvet, Menthonnex-en-Bornes, Evires, La Chapelle-Rambaud, Pers-Jussy, Cornier, Eteaux, La Roche-sur-Foron.

La commission d'enquête désignée par le président du tribunal administratif de Grenoble est composée de :  
M. Raymond Tardy, 7, allée des Tilleuls - 01150 Lagnieu, président.  
M. Roger Verney, Plein Soleil, 20, rue des Vigies - 74240 Gaillard.  
M. Gustave Gros, 41, allée des Roses, 74520 Vallières.

Le siège de cette commission est fixé à la sous-préfecture de Saint-Julien-en-Genevois.  
Les pièces du dossier d'enquête seront déposées :  
• en préfectures de la Haute-Savoie et de l'Ain :  
• en sous-préfectures de Bonneville, Saint-Julien-en-Genevois et Nantua ;  
• en mairies d'Injoux-Génésiat, Chêne-en-Semine, Vancy, Chessena, Frangy, Chammont, Contamine-Sarzin, Marlioz, Cerciér, Coppoix, Crusilles, Vovrey-en-Bornes, Villy-le-Bouvet, Menthonnex-en-Bornes, Evires, La Chapelle-Rambaud, Pers-Jussy, Cornier, Eteaux, La Roche-sur-Foron intéressés par le projet, ainsi qu'en mairies de Bellefleur-sur-Vaivre, Seyssel, Thoiry, Reignier, chef-lieu de canton, aux jours et heures habituels d'ouverture des locaux afin que chacun puisse en prendre connaissance et consigner éventuellement ses observations sur le registre ou les adresser par écrit au président de la commission d'enquête en sous-préfecture de Saint-Julien-en-Genevois.

Pendant trois jours, les mercredi 11, jeudi 12 et vendredi 13 septembre 1991, de 9 h à 11 h 30 et de 14 h à 16 h :  
- M. Raymond Tardy, en sous-préfecture de Saint-Julien-en-Genevois ;  
- M. Roger Verney, en mairie du Cornier ;  
- M. Gustave Gros, en mairie d'Injoux-Génésiat, recevront les observations du public.

Le préfet. Pour le préfet, le secrétaire général : Yves FAUCQUEUR.

## ÉCONOMIE

## DISTRIBUTION

## Un pool d'investisseurs prend 50 % du capital dans le groupe de distribution Rallye

Les représentants de la famille Cam, principal actionnaire du groupe breton de grande distribution Rallye, ont signé, le 10 juillet, un protocole d'accord avec un groupe d'investisseurs. L'accord permet à ce pool d'investisseurs de détenir 50 % du capital de COFIGAM, société holding de contrôle de Rallye, la famille Cam conservant la moitié des parts. En outre, les capitaux propres du groupe vont être augmentés d'au moins 450 millions de francs.

C'est Euris, société financière présidée par M. Jean-Charles Naouri, ancien directeur de cabinet de M. Bérégovoy, qui est le chef de file des investisseurs parmi lesquels figurent notamment Clinvest (Crédit lyonnais) et le Crédit agricole.

L'accord prévoit, « sous l'outillage de M. Pierre Jacolot, président du conseil de surveillance, et Albert Com, président du directeur de Rallye SA, la poursuite de la politique déjà amorcée de désengagement des activités périphériques », précise un communiqué de la Banque Hervet qui a servi de conseil à la famille Cam. « C'est dans ce cadre que sera poursuivie la stratégie de recentrage du groupe et d'optimisation de la gestion ».

## INDUSTRIE

## Un mauvais coup pour la norme européenne D2 MAC Paquet

## Grundig se lance dans l'image de télévision améliorée en PAL Plus

NUREMBERG

de notre envoyé spécial

Le groupe allemand Grundig (Philips 32 %, famille Grundig 49 %), troisième producteur européen de postes couleur, a manifesté l'intention de se lancer dans le développement et la fabrication d'appareils au standard PAL Plus (standard PAL amélioré). M. Johan Van Tilburg, président du directeur de la firme de Nuremberg, l'a officiellement annoncé, jeudi 11 juillet, en présentant les résultats (records) de l'entreprise pour l'exercice clos le 31 mars dernier.

Grundig a donc décidé de sauter le pas, et sa décision est une mauvaise nouvelle pour le standard européen D2 MAC Paquet, accouché dans la douleur au milieu des années 80. M. Van Tilburg prétend le contraire. Selon lui, les émissions en standard MAC, c'est-à-dire la norme intermédiaire D2 Mac Paquet puis la haute définition MAC (HD MAC), n'auront pour seul véhicule que les satellites.

## La deuxième mort du SECAM

Partant de ce constat, il estime que les relais terrestres, majoritairement en PAL, ont encore une vingtaine d'années d'existence devant eux. Dans ces conditions, avec l'apparition du format cinéma 16/9, autant fournir aux téléspectateurs des images améliorées.

M. van Wüburg nie que le PAL Plus contrarie le développement du D2 MAC Paquet, de qui viendra la télévision à haute définition (TVHD). A ses yeux, ce sera un argument supplémentaire de vente, car tous les appareils de télévision, à partir du 55 centimètres, seront automatiquement équipés d'un décodeur D2 MAC Paquet. Reste à savoir quelle va être l'attitude des autres constructeurs européens, associés au sein d'Eurolux pour promouvoir la télévision de demain.

Philips n'a pas encore réagi mais, avant de lancer ce pavé dans la mare, Grundig a sans doute obtenu le feu vert de son actionnaire d'Eindhoven. A moins d'un revirement de dernière minute, Thomson sera obligé de suivre, au nom de l'unité européenne que M. Van Tilburg prône pour relever le défi japonais. Ce sera alors la deuxième mort du SECAM.

L'usager, qui entend parler des nouvelles normes MAC, du format 16/9, même du tout-oumérique, paiera la facture de cette effarante complexité. Le surcoût pour l'industriel est déjà évalué chez Grundig à 100 DM (340 francs) par appareil télé pour introduire dans chaque un décodeur D2 MAC. Mais le risque n'est-il pas trop élevé calculé avec l'idée de couler l'actuelle TVHD en attendant le tout-oumérique?

ANDRÉ DESSOT

## La crise de la réparation navale marseillaise

## Sud-Marine est mis en redressement judiciaire

MARSEILLE

de notre correspondant régional

Dans un jugement rendu le jeudi 11 juillet, le tribunal de commerce de Marseille a prononcé la mise en redressement judiciaire du groupe de réparation navale et de construction offshore Sud-Marine, qui emploie près d'un millier de salariés.

Il a fixé au 19 juin 1991 la date provisoire de cessation des paiements et au 22 juillet la fin de la période d'observation accordée à

l'entreprise marseillaise. En dépit d'un carnet de commandes bien rempli, celle-ci était en proie, depuis plusieurs mois, à de graves difficultés financières dues, notamment, à une absence de fonds propres.

Après s'être saisi d'office, le 19 juin, le tribunal avait convoqué, sans succès, le 3 juillet, pour connaître leur position, le comité interministériel de redéploiement industriel (CIRI), le conseil régional Provence-Alpes-Côte d'Azur, le conseil général des Bouches-du-Rhône, la ville de Marseille ainsi que l'association des sous-traitants et les principaux clients du groupe (le Monde du 5 juillet).

Deux ses attendus, il précise

notamment qu'« aucun plan de continuation ni aucune reprise ne seront acceptés sans l'aval de la commission qui s'est bien d'une volonté déterminée d'assurer définitivement la pérennité de la réparation navale à Marseille et non d'une nouvelle mesure circonstancielle ».

Le 3 juillet, le groupe Bernard Tapie Finance avait indiqué qu'il soumettrait un plan « dans un délai de dix à quinze jours ». De son côté, le CIRI avait fait savoir que l'Etat était « tout à fait disposé à aider un reprenneur privé sur la base d'un projet industriel cohérent et viable ». Mais il avait observé que les industriels intéressés ne se déclaraient pas avant la mise en redressement judiciaire de l'entreprise.

GUY PORTE

## REPÈRES

## BALANCE DES PAIEMENTS Plus 839 millions de deutschemarks en Allemagne en mai

La balance des paiements allemande (opérations courantes + capitaux + invisibles) a enregistré en mai un excédent de 839 millions de deutschemarks (2,84 milliards de francs), contre un déficit de 588 millions de deutschemarks en avril. Ce retournement de situation s'explique par le fait que la balance des capitaux allemande a été excédentaire de 6,683 milliards de deutschemarks en mai, soit une très forte augmentation par rapport à l'excédent d'avril de 1,761 milliard de deutschemarks.

La balance commerciale (marchandises) s'améliore également avec un déficit de 0,8 milliard de deutschemarks en mai, contre 1,4 milliard de deutschemarks en avril. En revanche, la balance des services a plongé avec un léger déficit de 0,2 milliard de deutschemarks, à comparer avec un excédent de 1,4 milliard de deutschemarks en avril. (AFP.)

## COMMERCE INTERNATIONAL

## L'excédent du Japon vis-à-vis de l'Europe s'est accru de 63 %

Le Japon recommence à exporter beaucoup plus qu'il n'importe et cette évolution ne va pas faciliter ses relations avec ses partenaires, notamment européens. En juin, l'excédent commercial japonais a atteint 7,3 milliards de dollars (45 milliards de francs), en

hausse de 8,9 % par rapport à juin 1990, a annoncé le ministère japonais des finances. Depuis janvier dernier, il s'élève à 32,3 milliards de dollars, en augmentation de 26,3 % sur la première semaine 1990. Il s'agit d'une inversion de la tendance car, depuis quatre ans, on observait une réduction des excédents nippons.

La CEE est la première victime de ce nouvel essor des excédents nippons. Son déficit a augmenté sur cette période de 63,3 % (14,4 milliards de dollars), alors que les États-Unis - en récession - ont pu réduire leur déficit de 8,2 % (15,9 milliards de dollars). Les importations japonaises de produits européens ont globalement baissé de 13,3 %, en raison essentiellement d'un recul des ventes de voitures européennes au Japon (-27 %) et de celles de métaux (-92 %). (AFP.)

## SALAIRES

## Ralentissement de la hausse au premier trimestre

Le salaire horaire ouvrier a progressé de 1 % au cours du premier trimestre 1991 dans le secteur privé, après une hausse de 0,9 % et 1,2 % au cours des deux derniers trimestres de l'année 1990, selon des données publiées le 9 juillet par l'INSEE. Cette évolution témoigne d'un ralentissement sensible de la hausse des rémunérations (la hausse du 7 juillet par rapport au premier trimestre 1990 (+1,8 %) ou au premier trimestre 1989 (+1,3 %). Pour les ouvriers, les progressions les plus marquées sont enregistrées dans la chimie (2 %), la textile et l'habillement (1,5 %) alors que la hausse est de 0,7 % dans le commerce et les biens d'équipement.

## EN BREF

Indemnisation des marins pêcheurs salariés. - Le Comité national des pêcheurs maritimes, l'UNEDIC et le secrétariat d'Etat à la mer ont signé, au début du mois de juillet, une convention qui permet aux marins pêcheurs salariés âgés d'au moins cinquante ans de bénéficier d'une préretraite, dans le cadre du plan de réduction de la flotte française. Ce système repose sur des mesures de cessation anticipée d'activité (CAA), comparables à celles qui s'appliquent aux marins de la marine marchande, et sur des allocations complémentaires de ressources. Les marins mis au chômage toucheront des allocations qui, en moyenne, représenteront environ le SMIC. On estime que deux cents à trois cents marins pêcheurs salariés pourraient bénéficier de ce système qui représente une dépense d'environ 40 millions de francs pour le budget de l'Etat.

Perles de navires : le chiffre le plus bas depuis trente ans. - 188 navires ont été perdus en mer en 1990, le nombre le plus bas depuis 1960, bien qu'en termes de tonnage le total de 1,126 million de tonnes de jauge brute soit en hausse de 69 % par rapport à 1989, révèlent les dernières statistiques du Lloyd's Register of Shipping, le bureau de classification des Lloyd's, publiées jeudi 11 juillet à Londres. En 1989, 211 navires avaient été perdus (couillages, collisions, incendies) totalisant 667 294 tonnes. Le nombre de décès dans ces accidents est passé de 688 en 1989 à 389 en 1990. (AFP.)

Mise en liquidation de SMT Goupil. - Le tribunal de commerce de Créteil (Val-de-Marne) a prononcé, le jeudi 11 juillet, la mise en liquidation du groupe informatique SMT Goupil. Prévisible depuis plusieurs semaines, cette décision fait suite aux difficultés financières de cette société et à l'échec des négociations avec le groupe Olivetti pour une reprise. Ce jugement va provoquer la mise au chômage des 750 salariés de Goupil et de graves difficultés pour les 750 autres salariés employés chez les sous-traitants et distributeurs.

## le journal mensuel de documentation politique après-demain

Fondé par la Ligue des droits de l'homme (non vendu dans les kiosques)

offre un dossier complet sur :

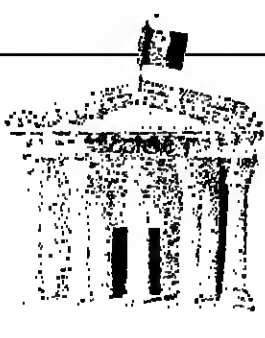
## L'ÉPARGNE

Envoyer 60 F (timbres à 2,30 F ou chèque) à APRÈS-DEMAIN, 27, rue Jean-Dolent, 75014 Paris, en spécifiant le dossier demandé ou 150 F pour l'abonnement annuel (80 % d'économie), qui donne droit à l'envoi gratuit de ce numéro

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

## FRANVALOR INDEX un placement garanti pour profiter à 100 % d'une hausse du CAC 40.

LE SEUL RISQUE QUE VOUS AYEZ À PRENDRE, C'EST CELUI DE GAGNER.



Pour la première fois, avec FRANVALOR INDEX de la Société Générale, il est devenu possible de conjuguer sécurité absolue du capital et performance intégrale de la Bourse de Paris.

En effet, ce nouveau FCP de capitalisation vous offre, au terme de la durée de votre placement\*, une double garantie irrévocable : si la Bourse monte, la Société Générale vous garantit 100 % de la hausse

du marché des actions françaises sur la période d'investissement (référence : indice CAC 40). En cas de baisse, vous récupérez 100 % de votre capital investi à l'origine (hors droits d'entrée).

Cette alliance au plus haut niveau du dynamisme et de la sécurité est le résultat d'une synergie de compétences entre les spécialistes des gestions de capitaux, dont la Société Générale est l'un des leaders européens, et ceux des opérations d'options, pour lesquelles la Société Générale est leader mondial.

Pour profiter à 100 % d'une hausse du CAC 40, réservez votre placement jusqu'au

23 juillet inclus dans l'une des agences du Groupe Société Générale.

\* 50 000 F minimum placés pendant 38 mois.



CONJUGUONS NOS TALENTS.

مكتبة القرآن



## ÉCONOMIE

### Les taux d'intérêt d'aujourd'hui sont justifiés

Suite de la première page

En fait, la politique qu'ils recommandent s'inspire d'une doctrine largement répandue, même parmi les défenseurs d'une monnaie saine, et que Ludwig von Mises a justement dénoncée (1953, *The Theory of Money and Credit*, p. 439) : « La plupart des partisans d'une monnaie saine ne désirent pas aller au-delà de l'élimination de l'inflation causée par le déficit budgétaire. Ils désirent empêcher toute sorte d'emprunt du gouvernement auprès des banques et toute émission de monnaie de sa part. [...] Mais ils ne désirent pas empêcher de la même manière toute expansion du crédit aux fins de prêter à l'industrie et au commerce. La réforme qu'ils ont en vue est à tout prendre de revenir à la situation qui prévalait avant les inflations de la première guerre mondiale. L'erreur de la monnaie saine est celle des économistes du dix-neuvième siècle avec toutes les erreurs de la *British Banking School* anglaise qui l'ont défigurée. Ils restent encore attachés aux schémas dont l'application a suscité l'effondrement des systèmes bancaires et des monnaies en Europe, et ont discrédité l'économie de marché par la récurrence presque régulière de périodes de dépression économique. [...] Si l'on désire éviter la récurrence des crises économiques, on doit éviter l'expansion du crédit, qui suscite le « boom » et conduit inévitablement à la récession. »

Il me paraît essentiel de rappeler ici quel est le niveau économique optimum des taux d'intérêt dans un processus capitaliste intertemporel à long terme. En fait, la théorie de l'optimum capitaliste (aujourd'hui universellement admise) enseigne que, pour assurer dans un processus intertemporel un revenu national réel maximum, le volume du capital doit être tel que le taux d'intérêt nominal soit égal au taux de croissance de la valeur nominale du revenu originel (défini comme

la valeur globale des salaires et des rentes foncières) (1), en fait peu différent du taux de croissance du revenu national nominal.

Cette analyse ne vaut que dans une économie ne comportant aucune incertitude sur l'avenir. Si cette condition n'est pas remplie, ce qui est toujours le cas, il faut majorer le taux d'intérêt à long terme à considérer d'une prime de risque que l'on peut raisonnablement prendre égale à 2%. Au total, dans une économie où l'avenir est incertain, comme c'est le cas de la nôtre, le taux d'intérêt nominal optimal doit être considéré comme égal au taux de croissance du revenu national en valeur nominale majoré de 2%.

Si on considère par exemple le cas de la France, et avec toutes les réserves qu'implique un tel calcul, le taux de croissance annuel moyen du revenu national nominal de 1985 à 1990 a été d'environ 6,7%. Il en résulte que le taux d'intérêt nominal correspondant à un processus intertemporel optimal doit être considéré comme de l'ordre de 8,7%. Cette valeur est bien du même ordre de grandeur que le niveau moyen effectif des taux d'intérêt nominaux à long terme de 1985 à 1990, soit 9,7% (2). Naturellement de tels calculs ne peuvent donner que des ordres de grandeur.

On voit ainsi que les taux d'intérêt nominaux à long terme actuellement constatés en France correspondent approximativement à leur valeur optimale. Abaisser ces taux par des injections de monnaie d'aurait qu'un résultat : diminuer le niveau de vie des Français. La politique des États-Unis est totalement incohérente. Les États-Unis réclament une baisse des taux d'intérêt, alors que les taux d'intérêt élevés actuels résultent pour une large part d'une économie américaine surendettée et d'un déficit des administrations publiques qui dépassera 300 milliards de dollars en 1991. De même, c'est en réalité par des emprunts à l'étranger exerçant une pression à la

hausse des taux d'intérêt mondiaux que les États-Unis maintiennent leurs revenus réels à des niveaux d'environ 2,5% plus élevés que ceux qui correspondraient à une situation d'équilibre.

En fait, une création monétaire excessive aux États-Unis résultant d'une baisse artificielle des taux d'intérêt ne peut que susciter une recrudescence de l'inflation, une aggravation des déséquilibres des paiements internationaux, de nouveaux désordres sur les marchés des changes. Les États-Unis ne cessent de mettre en œuvre des politiques de *stop and go* que l'expérience n'a cessé de condamner, et leur politique monétaire, loin de combattre efficacement les fluctuations cycliques, ne fait que les amplifier, sinon les susciter.

La prétention des États-Unis de vouloir imposer à l'Europe leurs propres conceptions monétaires, en fait erronées, est tout à fait inacceptable. Comme en témoignent de manière convaincante les résultats de la politique monétaire américaine depuis quarante-cinq ans, le système monétaire américain ne saurait en tout cas être pris raisonnablement comme modèle.

#### Nécessaire convergence en Europe

Quelles doivent donc être les politiques monétaires européennes pour assurer un fonctionnement optimal des économies d'aujourd'hui et préparer efficacement l'instauration d'une monnaie commune pour l'avenir ? Une condition majeure tant pour la réalisation d'une économie efficace que pour préparer la mise en place d'une monnaie commune est la convergence des politiques monétaires des différents pays membres de la Communauté européenne.

En fait, la convergence des politiques monétaires implique que dans chaque pays la Banque centrale soit rendue indépendante du pouvoir politique et qu'elle soit assujétie par ses statuts à assurer la stabilité monétaire. Si l'objectif de chaque Banque centrale était d'assurer la stabilité monétaire, la convergence des politiques monétaires serait assurée par là même.

Avant de réclamer une monnaie européenne commune et une politique monétaire européenne commune, il conviendrait que chaque pays qui s'en déclare partisan

assure institutionnellement l'indépendance de sa propre Banque centrale, en lui imposant la stabilité des prix comme objectif de sa politique monétaire. C'est là la seule mesure qui puisse assurer effectivement la convergence des politiques monétaires, convergence qui est reconnue par tous comme une étape nécessaire pour la mise en place d'une monnaie commune.

C'est là aussi une condition que l'Allemagne devrait impérativement exiger de ses partenaires comme garantie d'un réel engagement des pays membres de la Communauté économique européenne pour mettre en place une monnaie européenne au moins aussi stable que l'a été jusqu'ici le deutschemark. Cela vaut naturellement pour la France, et tout particulièrement pour l'Italie, pour l'Espagne, pour le Portugal et pour la Grèce.

Aut regard de la hâte inconsidérée de la France à mettre en place une monnaie commune, les difficultés rencontrées par l'Allemagne dans la réalisation de son union monétaire et économique devraient pour le moins nous rendre circonspects. A vrai dire, telle est là la justification réelle de l'intervention quelque peu fracassante de M. Pöhl du 19 mars 1991 devant le Parlement européen.

Certains reprochent à l'Allemagne d'avoir réalisé le 1<sup>er</sup> juillet 1990 l'unification monétaire des deux Allemagnes alors qu'elle met des conditions pour la réalisation d'une monnaie européenne commune. Un tel reproche est totalement injustifié, car dès le 3 octobre 1990 l'Allemagne était politiquement réunifiée, et les deux conditions d'autonomie de la Banque centrale et d'une politique monétaire assurée par ses statuts étaient remplies. En fait l'intégration monétaire de l'Europe est d'une nature totalement différente de celle de l'intégration monétaire de l'Allemagne. En tout état de cause il conviendrait d'attendre que toutes les difficultés suscitées par l'intégration de l'ex-RDA aient pu être surmontées.

Rappelons également que les fonds transférés par l'Allemagne fédérale dans l'ex-RDA ont un caractère incontestable d'investissements productifs et qu'il est normal que l'Allemagne cherche à les financer par l'emprunt plutôt que par l'impôt. Par contre, tel n'est pas le cas, par exemple, des emprunts américains fondamenta-

ment destinés à financer des déficits anticonomiques dont la rentabilité réelle est négative.

Certains voient dans l'union politique un moyen de s'opposer à un libre fonctionnement de l'économie de marchés et d'imposer des conceptions dirigistes à la Communauté européenne. On peut réellement se demander si ce n'est pas là la raison pour laquelle tant d'hommes politiques européens ne cessent de dénoncer « la domination du mark ». Ils ne révent en réalité que d'une chose : détruire la suprématie du deutschemark dont la seule existence démontre la nocivité des politiques alternatives qu'ils proposent.

#### Une épargne insuffisante

Ce n'est pas par l'abaissement artificiel des taux d'intérêt par de nouvelles injections de nouveaux moyens de paiement et une inflation exerce qu'elles ne peuvent manquer de susciter que la France peut remédier à l'insuffisance d'épargne et à un chômage massif, engendré pour l'essentiel par des charges salariales globales excessives.

Des taux d'intérêt élevés résultent essentiellement de trois facteurs : une insuffisance de l'épargne, une forte demande de capital, des risques élevés d'inflation et de variabilité des taux de change.

La forte demande de capital ne peut être satisfaite qu'en encourageant l'épargne au lieu de la pénaliser comme c'est actuellement le cas. En fait une indexation en valeur réelle de l'épargne la stimulerait puissamment. Quant aux risques élevés d'inflation et de variabilité des taux de change, ils peuvent être totalement éliminés par une telle indexation.

Dans le cadre européen l'indexation en valeur réelle des emprunts stipulés en écus aurait pour effet d'abaisser les taux d'intérêt réels et de favoriser ainsi les investissements. Un puissant besoin existe en effet actuellement d'une protection efficace contre les variations de valeur de la monnaie par un système approprié d'indexation, et, potentiellement, il existe un immense marché pour les obligations indexées en principal et en intérêts.

Le placement en obligations indexées, en principal et en intérêts, offrirait en effet à l'épargnant le moyen le plus commode et le plus simple de placer son épargne, car il n'a généralement ni le temps ni les informations nécessaires pour réaliser des placements judicieux.

En réalité la non-indexation de l'épargne génère le gaspillage de capital. Elle pénalise la prévoyance, elle est fondamentalement discriminatoire, et elle frappe les plus faibles. Elle s'oppose à la constitution d'une épargne suffisante pour financer tous les investissements effectivement productifs. De là, il résulte que, pour assurer l'efficacité de l'économie, il faut préserver le pouvoir d'achat de l'épargne (3).

MAURICE ALLAIS

(1) Voir notamment Allais, 1963, « The Role of Capital in Economic Development » (dans l'ouvrage *The Economic Approach to Development Planning*, North Holland, 1965, pp. 97-100) ; 1963, « Some Analytical and Practical Aspects of the Theory of Capital » (dans l'ouvrage *Activity Analysis in the Theory of Growth and Planning*, Macmillan, 1967, p. 64-107).

(2) Rapport sur les comptes de la nation, 1990. Pour la période 1985-1990, le taux de hausse annuel moyen du revenu national en valeur réelle a été de 3,2% et celui des prix de 3,5%. Pour la même période, le taux moyen annuel de hausse des salaires nominaux a été de 4,9%. A des taux nominaux de l'ordre de 9,7% correspondent ainsi des taux d'intérêt réels positifs de 4,8% (9,7 - 4,9 = 4,8), représentant pour l'ensemble de la collectivité le taux de préférence du présent par rapport à l'avenir.

(3) Sur tous ces points, voir Allais, 1991, *L'Europe face à son avenir. Que faire ?* Éditions Clément Juglar. Sur l'indexation, voir Allais, 1990, *Pour l'indexation*, Éditions Clément Juglar.

#### Le Monde HEURES LOCALES

Le supplément consacré à la vie et aux initiatives des communes, départements et régions

Chaque samedi - deux dimanche lundi

#### AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

### PROJET D'ACCORD SOGETI-DAIMLER BENZ

Le marché des Services informatiques est en train d'évaluer de façon rapide selon trois axes :

- globalisation de la demande,
- internationalisation des projets,
- concentration et "industrialisation" de la profession.

Dans ce contexte, l'ambition de SOGETI et de sa filiale CAP GEMINI SOGETI est non seulement de consolider et d'élargir les positions actuelles du Groupe, mais aussi de continuer à mener des actions offensives afin de lui assurer durablement le "leadership" le plus large possible.

Pour cela, il est apparu aux dirigeants du Groupe - ainsi qu'ils l'avaient publiquement annoncé dès octobre 1989 - qu'ils devaient associer au développement de SOGETI et de CAP GEMINI SOGETI de nouveaux actionnaires disposés à partager cette ambition et à soutenir les actions menées en ce sens.

Parmi les discussions engagées au cours des deux dernières années avec un certain nombre de grands groupes, celles conduites avec DAIMLER BENZ et sa filiale DEBIS (Daimler Benz Inter-services) viennent de faire des progrès importants qui conduisent à faire connaître aujourd'hui ce que pourraient être les caractéristiques générales du rapprochement envisagé.

Ce rapprochement se traduirait notamment par :

- la définition d'une ambition commune visant à étendre au-delà de l'Europe - et sur une gamme de services plus large - la position de "leader" que CAP GEMINI SOGETI occupe aujourd'hui (N°1 en Europe, N°4 mondial)
- l'entrée de Daimler Benz à hauteur de 34% dans le capital de SOGETI, la société-mère du Groupe CAP GEMINI SOGETI
- la création d'une "joint-venture" en Allemagne regroupant - selon un calendrier et des modalités qui restent à définir - les activités ayant pour les deux Groupes un intérêt commun
- une information réciproque sur les discussions destinées à permettre à d'autres partenaires de se joindre à l'actionnaire de SOGETI.

L'accord entre les parties pourrait intervenir dans un délai de quelques semaines et devra être soumis à l'approbation des organes sociaux des deux Groupes. Dans une telle éventualité, une information complète sera donnée sur la structure générale et les modalités de mise en œuvre de l'accord.



REPRODUCTION INTERDITE

#### L'AGENDA

##### Vacances

##### Tourisme

##### LE DOLÉRON

Maison située à 50 m de la mer. Deux niveaux comp. en bois avec garage, une chambre, un no-de-cuisine avec cuisine, séjour, salon, 2 chambres, 1 salle de bain, W.C., couloir, terrasse. 23 m x 23 m. 1.500 F. 29 juin au 15 juillet. 2.500 F. Tél. 46-76-52-18

##### CORSE CALVI

Long caravane 2-3 personnes dans camping ombragé. 200 mètres de la plage. Tél. 40-10-20-10

##### automobiles

##### ventes

##### de 5 à 7 CV

ROVER 313.5 e CV, 12 SP, 12.400 km. année 80. 80 000 F. avec options. Tél. 48-48-79-35 H.R. A VENDRE URGENT

##### GOLF CL

Mod. 81. Rouge. 28 000 km. Garantie. 1 mois. 48 000 F. Tél. 43-55-07-07 ou 42-07-12-10

##### de 8 à 11 CV

##### FIAT CROMA

TURBO DIESEL 2.5 L. ann. mod. 80. 77 000 km. Int. cuir, jantes alliage. Phosphore, pneus et pneus électriques. 1<sup>er</sup> main. 81 000 F. Tél. 48-36-04-38 (H.R.)

##### plus de 16 CV

##### URGENT

##### JAGUAR V 12

SOVEREIGN H.E. 5.3 L. Mod. 85. 120 000 km. Bleu métal, cuir beige. 8 A. neuve. Climatisation. Autoradio K7 auto-reverse. 8 H.P.

PRIX : 110 000 F à déb.

(1) 40-76-09-07

de 9 h à 19 h lundi à vend.

JAGUAR XJS V12

5.3 L. année 1982. 80 000 km. 100 000 F. Tél. 110-48-66-57-48 H.R.

#### Le Monde

### L'IMMOBILIER

#### appartements ventes

##### 5<sup>e</sup> arrdt

##### CENSIER 75 m²

3 P., cuis., confort, 4<sup>e</sup> étage, 17 m², vue. 43-38-17-58

##### 17<sup>e</sup> arrdt

##### PORTE POUCHET

Proche métro, bus, RER. 3 PCHS, 55 m², 6<sup>e</sup> étage, asc., digicode, téléphone. Très clair, double expo, 4 b. b. équipés, cuisine équipée, 2 placards aménagés, 2 balcons. Porte blindée. Park. 20 m². Environnement refait à neuf. Habitable en l'état. P. 1.200.000 F. 4 b. b. Tél. 42-53-25-82 (rép.)

##### 92

##### Haute-de-Seine

##### ASNIÈRES 3/4 P. 75,8 m²

Dans imm. stand. 1974, 3<sup>e</sup> ét. Tout confort. Doble exposition. Douc long. 2 P. chambre. Cuis. équip. et 2<sup>e</sup> d. b. neuve. Porte blindée. Parking couvert. 850 000 F. Tél. 40-55-08-69

##### Province

##### CORSE (Bastia). Vende appli

FE en très bon état + gd garage + cave + parking. 400 mètres de la mer, vue mer et montagne, 1<sup>er</sup> étage avec balcon. Sud de Bastia. P. 210 000 F. Tél. 95-33-03-99 H.R.

##### URGENT MEGÈVE

Neuf, jumeau habité. Restaurant à vendre dans chaudière magnétique, gd standing avec terrasse privé. 7 appart. de 2 et 3 pièces avec meublé et gd balcon. Prix volontairement très compétitifs. Frais de notaire réduits. Visites et renseignements M. HENRY, architecte, 1, route du Paradis, 73200 Albertville. Tél. 04-79-32-21-18

##### 16<sup>e</sup> arrdt

##### 27 000 F le m²

M. MIRABEAU, Pierre de t. 17<sup>e</sup> arr. Iv. d'île, 3 ch. b. b., 2 b. b., ch. b. b. individuel. 49. av. de Verdun. Vendredi, sam. 14 h 30 à 17 h.

#### bureaux

##### Locations

##### VOTRE SIÈGE SOCIAL

##### COMMUNICATIONS

Constitution et mise en place de tous services. 43-65-17-50.

##### villas

##### COTE D'AZUR

##### DOMAINE PRIVÉ

##### BU CAP BENAT

##### FACE AUX ÎLES D'HYÈRES

3 luxueuses villas. Livraison dès 91. A partir de 8 000 000 F. Documentation sur demande. Tél. 92-97-03-00. Fax 92-97-17-78

##### pavillons

##### SAINT AMBROISE, deux. Tous

PAVILLON F.A. récent, 110 m². Steel comp. semi-enterr. Garage. 8 000 m², ext. des. V. et. all. Chauffage par P.A. maison indépendante. P. 780 000 F. Tél. 78-01-118 47-57-33-35

##### Près Marseille

##### SEPTEMBRE

Part. vende pavillon 74 dans lotissement. 80 m², garage, jardi. terrasse. P. 550 000 F. Tél. 13-11 84-04-16 (bur.) (11) 5 1-87-83 (après 18 h.)

##### Par. vend sup. pav. pl. pond

pro. Châtea. Merne-la-Vallée, COURTRY (S.-et-M.), sur ter. 50 m² pers., jardin-cul, terrasse pierre, 3-sol tot. 3 vol. buand., sal. de j. b. chauff. r. v. allier, cuis. équip. en armo. 2<sup>e</sup> ét. doubl. avec cheminée. 3 ch., sal. de j. b., w.c., nombr. plac., signal d'alarme. P. 1.500.000 F. Tél. 60-20-16-2

#### MERCREDI (numéro d'urgence JEUDI)

### LE GRAND RENDEZ-VOUS DE L'IMMOBILIER

Le Monde

## MARCHÉS FINANCIERS

Principal inculpé dans l'affaire Cogema

## M. Jean-Marc Aletti a été arrêté

Le personnage central de « l'affaire Cogema » (Compagnie générale des matières nucléaires), escroquerie boursière révélée en 1988, M. Jean-Marc Aletti, en fuite depuis cette époque, a été arrêté le 11 juillet à Villefranche-sur-Saône (Rhône). La justice va enfin pouvoir entendre le principal inculpé de cette affaire, ce qui permettra de faire avancer son règlement.

« L'affaire Cogema » éclate en janvier 1988 quand cette société, filiale du Commissariat à l'énergie atomique, spécialisée dans le retraitement du combustible nucléaire, dépose plainte contre X... pour abus de confiance et escroquerie, après la découverte d'une perte de 259 millions de francs sur le MATIF (Marché à terme des instruments financiers, devenu ensuite Marché à terme international de France).

En 1986, la Cogema, qui dispose d'une trésorerie importante, avait confié un portefeuille de 300 millions de francs à gérer sur le MATIF, marché tout jeune et en pleine expansion, à Arbitrage SA, société présidée par M. Aletti et liée par des relations commerciales à la charge d'agents de change

Buisson. Ignorant du fonctionnement de ce marché, la Cogema mettra plus d'un an à se rendre compte des risques que lui a fait prendre Arbitrage S.A. et de la perte qui en découle.

La révélation de cette perte vaudra à M. François de Wissocq, président de la Cogema, d'être « limogé » en décembre 1988 par le ministre de l'Industrie, M. Roger Fauroux. La charge Buisson, de son côté, découvrait un trou de 80 millions de francs dans ses comptes et déposait également plainte contre X...

A la suite de ces plaintes, le juge d'instruction inculpe M. Aletti pour escroquerie et abus de confiance, et, celui-ci ayant pris la fuite, lance contre lui un mandat d'arrêt international. La Cogema, quant à elle, se retourne contre la charge Buisson, à laquelle elle intente une action en responsabilité civile et réclame 334 millions de francs de dommages et intérêts. Le 22 mars 1991, le tribunal de commerce de Paris déboute en première instance la Cogema, qui a fait appel de cette décision le 30 avril dernier.

C. B.

Le classement annuel de « Forbes »

## Deux Japonais au premier rang des hommes les plus riches du monde

NEW-YORK

de notre correspondant

Souvent accusés - à juste titre - de sentimentalisme anti-japonais, les Américains ont récemment contemplé avec une pointe d'ironie dans leur gazette la photo des patrons de Nomura, Nikko, Daiwa et Yamabuchi (les quatre firmes géantes du courtage japonais), tête basse, faisant amende honorable après avoir été convaincus de malversations sur les comptes de certains de leurs clients. Mais, dans le même temps, la publication du dernier numéro du magazine Forbes avait de quoi agacer plus d'un lecteur.

Une fois de plus, au vu du classement annuel établi par cette publication économique, deux Japonais, les mêmes que l'année dernière, figurent au premier rang des hommes les plus riches du monde. Qui plus est, sur les dix plus importantes fortunes, le pays du Soleil-Levant trône quatre places contre trois seulement pour les États-Unis, le Canada ayant réussi à hisser deux milliardaires (en dollars) au palmarès, où figure également la Suède.

En tête en 1990, M. Yoshiaki Tsutsumi, âgé de cinquante-sept ans et spécialisé dans l'immobilier, le secteur ferroviaire et les activités de loisirs, s'est effacé cette

année devant un jeune homme de quatre-vingt-sept ans, son compatriote, Takichiro Mori, considéré comme le plus important promoteur immobilier au monde, dont les actifs ne représentent que 15 milliards (plus de 100 milliards de francs). Aux troisième et quatrième rangs figurent deux familles américaines, les Walton et les Du Pont, qui doivent leur réussite l'une à la grande distribution et l'autre à l'industrie chimique.

Le reste du tableau redonne, cependant à l'Amérique sa véritable place puisque les États-Unis alignent 96 milliardaires (contre 99 l'année précédente) face au Japon (41, un de plus qu'en 1990), talonné de près par l'Allemagne (40 contre 38), tandis qu'il faut descendre à la 41<sup>e</sup> place pour voir figurer les familles françaises Seydoux et Schlumberger (pétrole, textile, audiovisuel) avec une fortune évaluée à 3,2 milliards de dollars. Dans le peloton des 2 à 5 milliards de dollars, on relève également la présence de M<sup>me</sup> Liliane Bettencourt (cosmétiques, L'Oréal), de la famille Mulliez (distribution, magasins Auchan) et celle, passablement incongrue, de... Pablo Escobar et des frères Ochoa, les célèbres trafiquants de drogue colombiens, dont la fortune a certainement été calculée en « narco-dollars ».

SERGE MARTI

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

## OUI AUX SICAV DU CREDIT LYONNAIS SLIVARENTE

L'Assemblée Générale Ordinaire du 24 juin 1991 a approuvé les comptes de l'exercice 1990/1991.

**Revenu global par action :** F 17,17 composé d'un dividende net de F 16,44 et d'un impôt déjà payé au Trésor (crédit d'impôt) de F 0,73 pour les personnes physiques et de F 0,74 pour les personnes morales.

Le montant de ce dividende mis en paiement depuis le 27 juin 1991 pourra être réinvesti en actions SLIVARENTE en franchise totale de droit d'entrée pendant un délai de trois mois.

Depuis le 28 mars 1991, début du nouvel exercice, la valeur liquidative de Slivarente s'est accrue de 2 %, ce qui porte à 7,6 % les gains au cours des six premiers mois de l'année, coupon net réinvesti.

**SLIVARENTE :** un placement à moyen/long terme privilégiant la distribution d'un revenu élevé.

LES 2300 AGENCES DU CREDIT LYONNAIS SONT À VOTRE DISPOSITION POUR VOUS RENSEIGNER



CREDIT LYONNAIS  
LE POUVOIR DE DIRE OUI.

NEW-YORK, 11 juillet ↑

## Raffermissement

Après une journée de plénitude, la Bourse américaine s'est sensiblement raffermie jeudi. Mais l'avance acquise d'entrée de jeu était vite revenue en question. Plusieurs fois durant la séance, la tendance devait se renverser et ce n'est qu'à l'ultime minute que l'indice Dow Jones s'est finalement redressé pour s'inscrire à la cote 2 959,75 avec un gain de 14,98 points (+0,51 %). Le bilan global a été d'une quasi neutralité à ce résultat. Sur 2 040 valeurs traitées, 844 ont monté, tandis que 810 baissaient et que 386 reproduisaient leurs cours précédents.

Salon les professionnels, la décision de la Bundesbank de maintenir ses taux d'intérêt et celle du gouvernement britannique d'abaisser les siens, en principe, à la veille du week-end, ont fait naître des spéculations sur l'évolution du dollar et de l'argent. A cet égard, M. Newton Zinder, analyste chez Lehman Bros, notait la grande nervosité du marché. « Dès que les cours montent un peu, les spéculateurs prennent immédiatement leur bénéfice ».

Bien qu'attendue, la réaction de M. Alan Greenspan à la tête de la Réserve fédérale a été, cependant, « Big Boy », la raison de la bonne orientation finalement prise par Wall Street. L'activité a diminué, avec 157,58 millions de titres échangés contre 178,50 millions la veille.

VALEURS	Cours de 10 juillet	Cours de 11 juillet
Alcoa	88	89,38
AT&T	28 314	28 314
Bell	17 518	17 518
Chem. Manhattan Bank	46 172	46 172
De Post de Houston	46 172	46 172
Eastman Kodak	57 318	57 318
Exxon	35 178	35 178
Ford	42 318	42 318
General Electric	42 318	42 318
General Motors	35 314	35 314
Goodyear	35 314	35 314
IBM	108 112	108 112
ITT	96 172	96 172
Medi Cal	67 318	67 318
Pfizer	88 178	88 178
Schlumberger	146 174	146 174
Texas Instr.	20 718	20 718
Union Carbide	20 718	20 718
US Steel	27 318	27 318
Westinghouse	65 172	65 172
Xerox Corp.	85 172	85 172

LONDRES, 11 juillet ↑

## Légère hausse

Les valeurs ont évolué dans une marge étroite jeudi au Stock Exchange. A la clôture, après avoir varié entre un gain de 0,1 point et une perte de 0,2 point, l'indice Footsie des cent grandes valeurs a gagné 2,1 points soit 0,1 % à 2 510,5. Les valeurs étrangères ont atteint 535,6 millions de titres contre 533,1 millions mercredi.

La clôture en baisse de Tokyo et des résultats de sociétés déçoivent les investisseurs. En revanche, l'espérance d'une baisse des taux d'intérêt britanniques et l'annonce du maintien de la politique monétaire après la sommet du G-7, assurant un professionnel, mais face est de la baisse, l'indice Nikkei a progressé de 1,5 point à 12 720,7. Le personnel de la implication dans le dernier scandale boursier, les éléments directeurs ont aussi fait défaut, ce qui a fait que 220 millions de titres seulement ont changé de mains au lieu de 260 millions la veille.

VALEURS	Cours de 11 juillet	Cours de 12 juillet
Alcoa	1200	1200
Boeing	1070	1070
General Motors	1070	1070
IBM	2480	2480
Intel	1520	1510
Microsoft	720	720
Northern Telecom	640	620
Sony Corp.	1670	1670

## FAITS ET RÉSULTATS

□ Grundig : résultats record pour 1990-1991. Le groupe allemand Grundig (32 % Philips, 49 % famille Grundig), troisième fabricant européen de téléviseurs, annonce pour l'exercice clos le 31 mars dernier des résultats records. Pour la première fois de son histoire, il a réalisé un chiffre d'affaires de 4,5 milliards de DM (1,47 milliards de francs) en augmentation de 20 % d'une année fiscale sur l'autre. Pour la première fois, le constructeur de Nuremberg a fabriqué plus de trois millions d'appareils de télévision. Le bénéfice du groupe s'est accru de 2,2 % pour atteindre 190 millions de DM. Malheureusement, après ces records, le nouvel exercice ne se présente pas sous d'aussi bons auspices. Globalement pour le premier trimestre le chiffre d'affaires a pris 4 % de retard.

Sans s'engager, M. Johan van Tilburg, président du directoire, estime qu'il n'y a rien de pire que l'année entière, le groupe pourrait reproduire ses résultats précédents. Mais il estime de bonnes chances que ceux-ci soient un peu inférieurs.

□ Un nouveau PDG pour Delagrange. Les laboratoires Delagrange ont un nouveau PDG, M. Jean-Pierre Charoy, quarante-huit ans, nommé jeudi 11 juillet par le conseil d'administration du groupe pharmaceutique en remplacement de M. Olivier Chevrillon, démissionnaire en raison des dissensions familiales qui agitent l'entreprise (le Monde du 11 juillet). Aucune décision n'a en revanche été prise par le conseil d'administration concernant le plan d'une centaine de licenciements prévus par le groupe. La nomination du nouveau PDG a été faite par un conseil d'administration réduit : une bonne partie de ses membres avait en effet démissionné en même temps que M. Chevrillon. Selon les organisations syndicales de l'entreprise, les membres présents du conseil d'administration ont réaffirmé devant les représentants du personnel leur souhait de vendre le groupe. Les membres de la famille qui ont

PARIS, 12 juillet ↑

## Amélioration

Après une effrénée quelques heures auparavant, la hausse a fait se retirer vendredi à la Bourse de Paris. Mais assez timidement quand même. En progrès de 0,43 % à l'ouverture, elle s'est tendue à l'approche du midi, son avance se limitant à 0,35 %. Dans la journée, il a été bilans à 0,33 % au-dessus de son niveau précédent.

Soit les professionnels, le marché n'avait aucune raison particulière de forcer l'allure. Certes, la décision de la Bundesbank de maintenir ses taux d'intérêt, puis celle de la banque d'Angleterre d'abaisser les siens, ont fait naître des spéculations sur l'évolution du dollar et de l'argent. A cet égard, M. Newton Zinder, analyste chez Lehman Bros, notait la grande nervosité du marché. « Dès que les cours montent un peu, les spéculateurs prennent immédiatement leur bénéfice ».

Et pour la première fois depuis le 14 juin dernier, la semaine s'est achevée sans mouvement, soit à 0,33 % (environ 2,2 %). Aucun gestionnaire n'a vraiment envie de pousser les feux du placement. Pour deux raisons essentielles : la perspective d'une reprise économi- que dans l'Hexagone est maintenant trop lointaine et le gouverneur de la Banque de France a fini de nuire l'impact d'une baisse de taux en repoussant à court terme le discours sur la rigueur prononcé par M. Pierre Bédégoy, ministre de l'économie, des finances et du budget.

Et personne sous les lambris ne croit que la réunion du G-7, qui a ouvert dimanche prochain à Londres, y changera quoi que ce soit. Bref, avec un horizon passablement brouillé à court terme, la Bourse reprend le temps de filer en attendant de prendre ses quartiers d'été.

TOKYO, 12 juillet ↑

## Redressement

A l'image de celle de New-York, la Bourse de Tokyo s'est redressée vendredi durant la dernière heure de cotation. Après avoir vagué de droite et de gauche, l'indice Nikkei a progressé de 1,5 point à 12 720,7. Le personnel de la implication dans le dernier scandale boursier, les éléments directeurs ont aussi fait défaut, ce qui a fait que 220 millions de titres seulement ont changé de mains au lieu de 260 millions la veille.

VALEURS	Cours de 11 juillet	Cours de 12 juillet
Alcoa	1200	1200
Boeing	1070	1070
General Motors	1070	1070
IBM	2480	2480
Intel	1520	1510
Microsoft	720	720
Northern Telecom	640	620
Sony Corp.	1670	1670

## PARIS :

## Second marché. (réduction)

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Alcoa	3240	3220	Idemex	130	128
Amat Assoc.	300	300	Idemex Htaltre	830	830
B.A.C.	138	138	Idemex Htaltre	181	181
Bouygue	820	820	Idemex Htaltre	101 80	101 80
Bouygue (Ly)	361	361	Idemex Htaltre	242	242
Bouygue (Ly)	196	196	Idemex Htaltre	79	79
C.A.I. de Fr. C.C.I.	950	948	Idemex Htaltre	119	118
Calsonic	383	380	Idemex Htaltre	145	146
Carif	682	688	Idemex Htaltre	375	378 50
CEGEF	155	159	Idemex Htaltre	709	705
C.F.P.I.	276 80	276	Idemex Htaltre	322	322
C.N.I.M.	810	825	Idemex Htaltre	162	166 80
Compteur	288	272 40	Idemex Htaltre	103	102
Conform	1050	1051	Idemex Htaltre	400	400
Crest	180	182 40	Idemex Htaltre	130	130
Dauphin	385	383	Idemex Htaltre	270	275
Dalme	1134	1134	Idemex Htaltre	328 80	330 30
Devalet Worme Co.	459	459	Idemex Htaltre	194 50	194 80
Devalet	934	950	Idemex Htaltre	86 50	86 50
Deville	348	380	Idemex Htaltre	783	783
Dolom	125 20	125			
Edison Belford	223	223			
Europ. Propriété	282	282 10			
Fraser	122 50	122			
Fraser	125	124			
G.F. (group. Ind. F.)	223	223 50			
Grand Line	389	373 50			
Group. Grig	681	681			
Gravel	810	810			
I.C.C.	217 50	223			
IDA	332	330			

LA BOURSE SUR MINITEL

36-15 TAPEZ

LE MONDE

## MATIF

Notionnel 10 % - Cotation en pourcentage du 11 juillet 1991

Nombre de contrats : 98 118

COURS	Sept. 91	Déc. 91	Mars 92
Deviser	185,28	185,18	184,86
Préfixé	184,92	184,96	184,86

PRIX D'EXERCICE	Options d'achat	Options de vente
	Sept. 91	Déc. 91
104	1,49	1,96

COURS	Sept. 91	Déc. 91	Mars 92
Deviser	1 768	1 778	1 790
Préfixé	1 765,5	1 778	1 774,5

COURS	Sept. 91	Déc. 91	Mars 92
Deviser	1 768	1 778	1 790
Préfixé	1 765,5	1 778	1 774,5

COURS	Sept. 91	Déc. 91	Mars 92
Deviser	1 768	1 778	1 790
Préfixé	1 765,5	1 778	1 774,5

COURS	Sept. 91	Déc. 91	Mars 92
Deviser	1 768	1 778	1 790
Préfixé	1 765,5	1 778	1 774,5

COURS	Sept. 91	Déc. 91	Mars 92
Deviser	1 768	1 778	1 790
Préfixé	1 765,5	1 778	1 774,5

COURS	Sept. 91	Déc. 91	Mars 92
Deviser	1 768	1 778	1 790
Préfixé	1 765,5	1 778	1 774,5

COURS	Sept. 91	Déc. 91	Mars 92
Deviser	1 768	1 778	1 790
Préfixé	1 765,5	1 778	1 774,5

COURS	Sept. 91	Déc. 91	Mars 92
Deviser	1 768	1 778	1 790
Préfixé	1 765,5	1 778	1 774,5

COURS	Sept. 91	Déc. 91	Mars 92
Deviser	1 768	1 778	1 790
Préfixé	1 765,5	1 778	1 774,5

COURS	Sept. 91	Déc. 91	Mars 92
Deviser	1 768	1 778	1 790
Préfixé	1 765,5	1 778	1 774,5

COURS	Sept. 91	Déc. 91	Mars 92
Deviser	1 768	1 778	1 790
Préfixé	1 765,5	1 778	1 774,5

COURS	Sept. 91	Déc. 91	Mars 92
Deviser	1 768	1 778	1 790
Préfixé	1 765,5	1 778	1 774,5

COURS	Sept. 91	Déc. 91	Mars 92
Deviser	1 768	1 778	1 790
Préfixé	1 765,5	1 778	1 774,5

COURS	Sept. 91	Déc. 91	Mars 92
Deviser	1 768	1 778	1 790
Préfixé	1 765,5	1 778	1 774,5

COURS	Sept. 91	Déc. 91	Mars 92
Deviser	1 768	1 778	1 790
Préfixé	1 765,5	1 778	1 774,5

COURS	Sept. 91	Déc. 91	Mars 92
Deviser	1 768	1 778	1 790
Préfixé	1 765,5	1 778	1 774,5

COURS	Sept. 91	Déc. 91	Mars 92
Deviser	1 768	1 778	1 790
Préfixé	1 765,5	1 778	1 774,5

COURS	Sept. 91	Déc. 91	Mars 92
Deviser	1 768	1 778	1 790
Préfixé	1 765,5	1 778	1 774,5



## MARCHÉS FINANCIERS

## BOURSE DU 12 JUILLET

Cours relevés à 13 h 47

Réglement mensuel													Réglement mensuel												
Compensation	VALEURS	Cours précédent	Prémier cours	Deuxième cours	%	Compensation	VALEURS	Cours précédent	Prémier cours	Deuxième cours	%	Compensation	VALEURS	Cours précédent	Prémier cours	Deuxième cours	%	Compensation	VALEURS	Cours précédent	Prémier cours	Deuxième cours	%	Compensation	
4000	CALS 9%	3950	3880	3980	+ 0.29	Compensation	VALEURS	Cours précédent	Prémier cours	Deuxième cours	% <td>Compensation</td> <td>VALEURS</td> <td>Cours précédent</td> <td>Prémier cours</td> <td>Deuxième cours</td> <td>%<td>245</td><td>Electron</td><td>285</td><td>265</td><td>265</td><td>- 0.38</td></td>	Compensation	VALEURS	Cours précédent	Prémier cours	Deuxième cours	% <td>245</td> <td>Electron</td> <td>285</td> <td>265</td> <td>265</td> <td>- 0.38</td>	245	Electron	285	265	265	- 0.38		
4000	Chrysler T.P.	3880	3880	3880	0.00	Compensation	VALEURS	Cours précédent	Prémier cours	Deuxième cours	% <td>Compensation</td> <td>VALEURS</td> <td>Cours précédent</td> <td>Prémier cours</td> <td>Deuxième cours</td> <td>%<td>164</td><td>Electron</td><td>285</td><td>265</td><td>265</td><td>- 0.38</td></td>	Compensation	VALEURS	Cours précédent	Prémier cours	Deuxième cours	% <td>164</td> <td>Electron</td> <td>285</td> <td>265</td> <td>265</td> <td>- 0.38</td>	164	Electron	285	265	265	- 0.38		
960	C.Lyon, T.P.	855	855	855	0.00	Compensation	VALEURS	Cours précédent	Prémier cours	Deuxième cours	% <td>Compensation</td> <td>VALEURS</td> <td>Cours précédent</td> <td>Prémier cours</td> <td>Deuxième cours</td> <td>%<td>345</td><td>Electron</td><td>285</td><td>265</td><td>265</td><td>- 0.38</td></td>	Compensation	VALEURS	Cours précédent	Prémier cours	Deuxième cours	% <td>345</td> <td>Electron</td> <td>285</td> <td>265</td> <td>265</td> <td>- 0.38</td>	345	Electron	285	265	265	- 0.38		
1280	Remitt T.P.	1280	1250	1250	- 0.79	210	Cop. Encep	308	200	200	0.00	340	Lahon	349	349	349	0.00	857	Electron	285	265	265	- 0.38		
1651	Shorebank T.P.	1480	1620	1620	+ 0.74	1080	Cop. Encep	1080	1080	1080	0.00	2513	Lagard	3513	3506	3506	- 0.20	28	Electron	285	265	265	- 0.38		
1140	Shorebank T.P.	1140	1140	1140	0.00	1280	Comp. S.A.	1280	1280	1280	0.00	1696	Lagard	1700	1700	1700	+ 0.09	1405	Electron	285	265	265	- 0.38		
1280	Shorebank T.P.	1280	1020	1020	- 0.07	1280	Cop. S.A.	1280	1280	1280	0.00	54	Lagard	54	54	54	0.00	1455	Electron	285	265	265	- 0.38		
780	ADCO	780	770	778	+ 0.01	1170	Cop. S.A.	1170	1170	1170	0.00	486	Lagard	486	480	480	- 0.01	426	Electron	285	265	265	- 0.38		
1450	Alcatel-Alenia	1450	1450	1450	0.00	1170	Cop. S.A.	1170	1170	1170	0.00	486	Lagard	486	480	480	- 0.01	426	Electron	285	265	265	- 0.38		
1450	Alcatel-Alenia	1450	1450	1450	0.00	1170	Cop. S.A.	1170	1170	1170	0.00	486	Lagard	486	480	480	- 0.01	426	Electron	285	265	265	- 0.38		
1450	Alcatel-Alenia	1450	1450	1450	0.00	1170	Cop. S.A.	1170	1170	1170	0.00	486	Lagard	486	480	480	- 0.01	426	Electron	285	265	265	- 0.38		
1450	Alcatel-Alenia	1450	1450	1450	0.00	1170	Cop. S.A.	1170	1170	1170	0.00	486	Lagard	486	480	480	- 0.01	426	Electron	285	265	265	- 0.38		
1450	Alcatel-Alenia	1450	1450	1450	0.00	1170	Cop. S.A.	1170	1170	1170	0.00	486	Lagard	486	480	480	- 0.01	426	Electron	285	265	265	- 0.38		
1450	Alcatel-Alenia	1450	1450	1450	0.00	1170	Cop. S.A.	1170	1170	1170	0.00	486	Lagard	486	480	480	- 0.01	426	Electron	285	265	265	- 0.38		
1450	Alcatel-Alenia	1450	1450	1450	0.00	1170	Cop. S.A.	1170	1170	1170	0.00	486	Lagard	486	480	480	- 0.01	426	Electron	285	265	265	- 0.38		
1450	Alcatel-Alenia	1450	1450	1450	0.00	1170	Cop. S.A.	1170	1170	1170	0.00	486	Lagard	486	480	480	- 0.01	426	Electron	285	265	265	- 0.38		
1450	Alcatel-Alenia	1450	1450	1450	0.00	1170	Cop. S.A.	1170	1170	1170	0.00	486	Lagard	486	480	480	- 0.01	426	Electron	285	265	265	- 0.38		
1450	Alcatel-Alenia	1450	1450	1450	0.00	11																			

**COMPTANT** (selection)**SICAV** (selection)

11/7

[illegible]

**PUBLICITÉ  
FINANCIÈRE**  
Renseignements :  
**46-62-72-67**

. c : coupon détaché - q : offert - \* : droit détaché - d : demandé - ♦ : prix précédent - ■ : marché continu





# RADIO-TÉLÉVISION

IMAGES

PIERRE GEORGES

## Le chiffon jaune

Il avait Thierry Marie, sous son casque blanc et avec ses yeux de suture, des faux dents de Gaby jeune, la tête par-dessus bord dans sa loco de la Bête humaine. Normal, il est normand. Les vaches, vues d'hélicoptère, regardèrent passer leur course à fond de train avec, c'est évident, une fièvre d'appellation contrôlée. Et même Frédéric Bredin qui, en ministre des sports et élue du coin, fit la régionale de l'étau les bras en V dans la voiture du directeur de course, en bégaye proque : « Extraordinaire, formidable, un Français, et en plus un Normand, plein de qualités, je n'aurais pu rêver mieux ».

On e beau dire. Le Tour, la seule, l'unique c'est du rêve en 625 lignes. Et ce qu'on e inventé de mieux pour les après-midi de canicule. Planqué dans son bureau, climatisation à fond et les doigts de main en éventail, le son à fond et le peloton des fâcheux lâché, on peut survivre. Il suffit d'attendre que Robert Chapatte explique, que Jean-Paul Olivier règle son micro, que Patrick Chêne s'égosille.

Et pour peu qu'un coureur se dévoue, vogue l'après-midi, délicieuse comme un orbet citron. Justement, jeudi, Thierry Marie, vainqueur du prologue, avait décidé de s'offrir un monologue. La bonne, la saine

idée que ce caprice d'un jour, être le premier à revoir sa Normandie. Par 32 degrés à l'ombre, vent de côté, il faut être un peu fada, et même complètement freppé, pour s'offrir ainsi une échappée de 234 kilomètres.

A 39 km/h de moyenne, on imagine la geléra : six heures de souffrance et de délicieuse souffrance, avec des jambes en bois, des poumons en soufflets de forge et le langage pendante pour terminer. A un moment, vers le 215<sup>e</sup> kilomètre, Robert Chapatte nous demanda de regarder Thierry Marie : « Il est bien, il ne fait pas du bec de selle. Il chatouille les pédales ». Peut-être bien qu'il chatouille les pédales, le fils Marie, mais cela ne le faisait guère rire. Il avait plutôt une sorte de masque, façon fender à l'arrivée au fort. Et d'ailleurs Patrick Chêne, sans vouloir contrarier son élève, finit par suggérer qu'il allait « finir chiffon » au Havre, le forcé du jour.

Il e fini « chiffon » la brave, mais, ce n'est pas une moindre satisfaction, chiffon jaune. Et, enfin rattrapé par Jean-Paul Olivier qui eut de toutes les mélées d'arrivée, il eut tout juste la force de déclarer : « Sur la fin, je savais plus où j'allais ». Un personnage de Mau-pasant le lui aurait bien dit : « T'v la chez nous, gars ».

Signification des symboles :  
▶ A voir ; ◻ Film à éviter ; ■ On peut voir ;  
■ Ne pas manquer ; ■■ Chef-d'œuvre ou classique.

## Vendredi 12 juillet

<b>TF 1</b>	Film franco-italien de Philippe de Broca (1989). Avec Thierry Lhermitte, Gérard Jugnot, Stéphane Freiss (1 <sup>re</sup> partie).
20.40 Jeux : Intervilles 91. Troyes-Castelnau.	3.25 Cinéma : Les 1001 Nuits. ■ (2 <sup>e</sup> partie).
22.40 Magazine : 52 sur la Une. Les bêtes de guerre.	
23.40 Sport : Boxe. A Cannes. John Mugabi, ancien champion du monde des super-welters ; Rodolfo Aguilera (super-légers) ; Stéphane Hacoun (poids plume).	
0.45 Journal, Météo et Bourse.	
<b>A2</b>	
20.45 Jeu : Les Chefs de Fort Boyard.	
22.05 Série : Palace. De Jean-Michel Ribes.	
23.00 Cinéma : Sourires d'une nuit d'été. ■■ Film suédois d'Ingmar Bergman (1955) (v.o.).	
0.40 Les Arts au soleil.	
0.50 Journal et Météo.	
<b>FR 3</b>	
20.45 Magazine : Thalassa. L'extraordinaire Henry de Monfreid.	
21.40 Feuilleton : Joseph Conrad. De Philippe Carrère (2 <sup>e</sup> épisode).	
22.40 Journal et Météo.	
23.00 Traverses. Histoire de climats, documentaire. 1. La machine à climat.	
23.50 Magazine : Musicales.	
<b>CANAL PLUS</b>	
20.30 Téléfilm : Tailleux croisé et bas résille.	
22.00 Sport : Pétanque. Deux quarts de finale du tournoi Canal Plus.	
22.45 Flash d'informations.	
23.00 Cinéma : Y e-t-il un fic Film américain de David Zucker (1988).	
0.20 Cinéma : Miss Missouri. ■■ Film français d'Élie Chouraqui (1989).	
2.00 Cinéma : Les 1001 Nuits. ■	
<b>LA 5</b>	
20.50 Téléfilm : Face à la mort.	
22.30 Feuilleton : Mystères à Twin Peaks. Japon : boucal rippon.	
0.15 Journal de la nuit.	
0.25 Samedi se décide aujourd'hui.	
0.30 Le Club du télé-achat.	
<b>M 6</b>	
20.40 Téléfilm : California Connection.	
22.20 Série : Equalizer.	
23.10 Magazine : Vénus.	
23.40 Capital.	
23.50 Six minutes d'informations.	
23.55 Destination danger. Rediffusions.	
2.00	
<b>LA SEPT</b>	
21.00 Téléfilm : Robespierre. De Hervé Pernot.	
22.35 Feuilleton : Diadorim. (1 <sup>re</sup> et 2 <sup>e</sup> épisodes).	
<b>FRANCE-CULTURE</b>	
20.30 Radio-archives. Ceux qui parent... ceux qui restent...	
21.30 Musique : Black and blue. Les nuits magnétiques. Les frontières (4).	
0.05 Du jour au lendemain.	
0.50 Musique : Coda. Critiques et musiques.	
<b>FRANCE-MUSIQUE</b>	
20.00 Concert. Festival international des radios. Concert donné le 2 juillet à Leipzig : Veni sancte spiritus K 47, Inter natus militem K 72, Conserva-vail fœdèle air K 73, Regina coeli K 276, Litaniae du Saint Sacrament K 243, de Mozart. Nuits chaudes.	

**Le Monde** PHILATELISTES

JUILLET/AOÛT 1991

**SPÉCIAL ACADEMIE DE PHILATÉLIE**

Un cahier central détachable de 50 pages  
Avec un cadeau des PTT suisses

**PRIX SPÉCIAL : 28 FRANCS**

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

## Samedi 13 juillet

<b>TF 1</b>	0.15 Magazine : Autrement dit. Thème : Honneur.
13.15 Magazine : Reportages. La France aux enchères.	
13.50 Le Une est à vous. Avec la série Matt Houston.	
15.55 Tiercé à Enghien.	
16.05 Le Une est à vous (suite). Avec la série Vivement lundi.	
18.00 Magazine : Trente millions d'amis. Scud, mon légionnaire : La Téléstar : Les conseils de l'été ; Le « Jojo » de M <sup>re</sup> Vi-com.	
18.30 Jeu : Une famille en or.	
19.00 Série : Marc et Sophie.	
19.25 Jeu : La Roue de la fortune.	
19.55 Tirage du Loto.	
20.00 Journal, Tiercé, Tapis vert, Météo et Loto.	
20.45 Variétés : Fou rire.	
22.25 Téléfilm : Paparoff est de retour.	
0.00 Magazine : Formule sport. Spécial mondial de pétanque à Marseille.	
0.55 Journal, Météo et Trafic Infos.	
<b>A 2</b>	
13.35 Documentaire : Le Planète de l'aventure. Opération survie.	
14.00 Magazine : Animalia.	
14.55 Sport : Cyclisme. Tour de France : 8 <sup>e</sup> étape, Argentin-Alençon.	
17.10 Magazine : Vive le vélo.	
17.50 Magazine : A l'air d'astérix.	
18.15 Jeu : Le Chevalier du labyrinthe.	
18.45 Série : L'homme qui tombe à pic.	
19.30 Sport : Le Journal du Tour (et à 23.50).	
20.00 Journal et Météo.	
20.45 Série : Un commissaire enquête.	
22.10 Série : David Lansky.	
23.30 Les Arts au soleil.	
23.35 Journal et Météo.	
<b>FR 3</b>	
13.00 Variétés : Eurotop.	
14.00 Magazine : Rencontres spécial été. La Citoyenneté. Racines. Français comme les autres. Co. Derri Berkani ; Invités : Pierre Bimbaum (Citoyenneté) et particulièrement, l'Exemple des Juifs de France face au racisme ; Gérard Moreau, directeur de la population et des migrations au ministère des affaires sociales et de l'intégration ; Driss El Yazami, membre du comité central de la Ligue des droits de l'homme ; Christian Jelen (ils font de bons Français).	
— De 15.00 à 19.00 La Sept —	
19.00 Le 19-20 de l'information. De 19.12 à 19.35, le journal de la région.	
— De 20.00 à 0.10 La Sept —	
0.10 Série Rose : La Fessée.	
0.40 Magazine : L'Heure du golf. The Skin Game de Majorque (2).	
<b>CANAL PLUS</b>	
13.30 Téléfilm : Une voix dans la nuit.	
15.00 Jeu : V.O.	
15.30 Documentaire : Le Mystère Morrison.	
17.05 Sport : Snooker. Masters à Bruxelles en décembre 1989.	
18.00 Canaille peluche.	
19.00 Documentaire : Les Allumés... Waka, les pingouins maoris.	
— En clair jusqu'à 20.30 —	
19.30 Flash d'informations.	
19.35 Top 50.	
20.30 Téléfilm : Le Temps et le Vent.	
22.15 Flash d'informations.	
22.20 Sport : Boxe. Championnat d'Europe des super-welters ; Tyson (2) ; Réunion de Forges-les-Eaux.	
0.00 Sport : Rugby.	
<b>LA 5</b>	
13.20 Magazine : Intégral.	
14.00 Sport : Automobile. Deuxième séance d'essais du Grand Prix de Formule 1 de Silverstone.	
14.45 Divertissement : Spécial drôles d'histoires.	
15.15 Série : Lou Grant.	
16.05 Série : Soko, brigade des stupés.	
16.55 Série : Deux flics à Miami.	
17.45 Série : La Loi de Los Angeles.	
18.35 Divertissement : Rires parade.	
19.05 Série : V.	
20.00 Journal.	
20.40 Journal des courses.	
20.50 Série : Un privé nommé Stryker.	
22.30 Divertissement : Grain de folie.	
0.30 Journal de la nuit.	
<b>M 6</b>	
13.30 Série : Cosby Show (rediff.).	
14.00 Série : Supercopier.	
14.45 Série : Laramie.	
15.35 Série : Les Espions.	
18.30 Jeu : Hit hit hit (horaire).	
16.40 Série : Vegas.	
17.35 Série : L'Homme de fer.	
18.30 Série : Les Têtes brûlées.	
19.20 Documentaire : Turbo.	
19.54 Six minutes d'informations.	
20.00 Série : Cosby Show.	
20.35 Téléfilm : Ellis Island, les portes de l'espoir. (3 <sup>e</sup> partie). Fin de la saga.	
22.45 Téléfilm : Le Destin de Virginia Hill.	
23.35 Six minutes d'informations.	
23.55 Musique : Rap Line.	
<b>FRANCE-CULTURE</b>	
20.30 Photo-portrait. Gérard de Courance, écrivain et éditeur.	
20.45 Dramatique. Le singe dans la bouillotte, de René Lambert.	
22.35 Musique : Opus. Marcel Azoula, accordéoniste.	
0.05 Clair de nuit.	
<b>FRANCE-MUSIQUE</b>	
20.05 Opéra (donné les 1 <sup>er</sup> et 6 mai au Théâtre de Lausanne) : La clémence de Titus, opéra en trois actes, de Gluck, par l'Orchestre de chambre de Lausanne, dir. Jean-Claude Malgoire ; sol. : Danielle Bortis, Audrey Michael, Elisabeth Baudry, Howard Crook, Nicolas Rivenc, Dominique Visse ; Mirella Giardelli, clavessin ; Jean-Paul Goy, Harpibois.	
23.05 Mandala. Les Illuminations. Œuvres de Britten, Playford, Blow, Purcell, Wyatt, Byrd, Gibbons, Haendel, Gainsbourg, Bach.	

## Dimanche 14 juillet

<b>TF 1</b>	14.10 Série : Rick Hunter, inspecteur choc.
15.00 Série : Commissaire Moulin.	
16.35 Disney Parade.	
17.50 Série : Colombo.	
19.30 Divertissement : Vidéo gag.	
20.00 Journal, Tiercé, Météo et Tapis vert.	
20.40 Cinéma : Il était une fois la révolution. ■ Film italien de Sergio Leone (1971).	
23.20 Magazine : Ciné dimanche.	
23.25 Cinéma : Gauguin, le loup dans le soleil. ■ Film franco-danois de Henning Carlsen (1985).	
1.05 Journal et Météo.	
1.20 Concert : Rencontres de Saint-Jean-de-Luz. Œuvres de Mozart.	
<b>A 2</b>	
13.50 Divertissement : Rire A 2. Raimu.	
14.45 Sport : Cyclisme. Tour de France : 9 <sup>e</sup> étape, Alençon-Rennes.	
16.35 Magazine : Vive le vélo.	
17.20 Documentaire : Le Planète de l'aventure. Totem.	
17.45 Documentaire : Des trains pas comme les autres. La Transalpin.	
18.40 Magazine : Stade 2. Images et résultats de la semaine : Athlétisme : Automobile ; Canos-lux ; Voile : Football ; Omnisports ; Athlétisme.	
19.25 Sport : Le Journal du Tour (et à 0.20).	
20.00 Journal et Météo.	
20.45 Série : Taggart.	
22.00 Documentaire : Bleu-blanc-rouge, pourquoi ?	
22.40 Série : Sœurs froides.	
23.55 Les Arts au soleil.	
0.00 Journal et Météo.	
0.50 Magazine : Musique au cœur de l'été. Mozart à la Martinique.	
<b>FR 3</b>	
13.30 Magazine : Musicales. Après le défilé... la Garde républicaine à che-	
14.30 Magazine : 3 <sup>e</sup> dimanche. SKI nautique : Les actualités ; Parcours sans fuite ; Salut les mimosas ; Magazine couleurs ; Zip-Zag, le magazine de la glisse ; Sai et match.	
17.30 Magazine : Montagne. Les Compagnons du vide (1 <sup>re</sup> partie).	
18.00 Amuse 3 vacances.	
19.00 Le 19-20 de l'information. Grand télex : Sincere. Veil. De 19.12 à 19.35, le journal de la région.	
20.05 Série : Benny Hill.	
20.40 Divertissement : Les Bastilles de « la Classe ».	
22.00 Magazine : Le Divan. Invités : Melina Mercouri, comédienne (2 <sup>e</sup> partie).	
22.45 Journal et Météo.	
23.00 Les Enfants du paradis. ■■ Film français de Marcel Carné (1945-1946).	
1.45 Musique : Carnet de notes. Le Boléro, de Ravel, par la Garde républicaine à cheval.	
<b>CANAL PLUS</b>	
13.30 Décade pas Bunny.	
14.30 Les Fables géométriques. Le Renard et la Cigogne.	
14.35 Documentaire : Le Lièvre aux grands pieds.	
15.00 Téléfilm : Un amour sans pitié.	
16.35 Documentaire : Okafonoké, le marais des alligators.	
17.30 Téléfilm : Carnaval.	
18.00 Cinéma : Le Destin de Les Khan. ■ Film chinois de King Hu (1973).	
— En clair jusqu'à 20.30 —	
19.40 Flash d'informations.	
19.45 Les Superstars du catch.	
20.30 Cinéma : Quand les jumelles s'embrassent. ■■ Film américain de Jim Abrahams (1988).	
22.00 Flash d'informations.	
22.10 Sport : Corrida. Feria de Séville avec Esparraco et Orreaga Cano.	
23.30 Sport : Snooker.	
0.30 Cinéma : Les Enfants de l'impassé. ■	
<b>LA 5</b>	
13.30 Cinéma : Elvira, maîtresse des ténébres. ■■ Film américain de James Signorelli (1988).	
<b>LA 5</b>	
13.20 Magazine : Intégral.	
14.00 Sport : Automobile. Deuxième séance d'essais du Grand Prix de Formule 1 de Silverstone.	
14.45 Divertissement : Spécial drôles d'histoires.	
15.15 Série : Lou Grant.	
16.05 Série : Soko, brigade des stupés.	
16.55 Série : Deux flics à Miami.	
17.45 Série : La Loi de Los Angeles.	
18.35 Divertissement : Rires parade.	
19.05 Série : V.	
20.00 Journal.	
20.40 Journal des courses.	
20.50 Série : Un privé nommé Stryker.	
22.30 Divertissement : Grain de folie.	
0.30 Journal de la nuit.	
<b>M 6</b>	
13.30 Série : Cosby Show (rediff.).	
14.00 Série : Supercopier.	
14.45 Série : Laramie.	
15.35 Série : Les Espions.	
18.30 Jeu : Hit hit hit (horaire).	
16.40 Série : Vegas.	
17.35 Série : L'Homme de fer.	
18.30 Série : Les Têtes brûlées.	
19.20 Documentaire : Turbo.	
19.54 Six minutes d'informations.	
20.00 Série : Cosby Show.	
20.35 Téléfilm : Ellis Island, les portes de l'espoir. (3 <sup>e</sup> partie). Fin de la saga.	
22.45 Téléfilm : Le Destin de Virginia Hill.	
23.35 Six minutes d'informations.	
23.55 Musique : Rap Line.	
<b>FRANCE-CULTURE</b>	
16.25 Documentaire : Daniel Cordier.	
17.25 Téléfilm : Robespierre.	
19.00 Documentaire : Cobra le dieu serpent.	
20.00 Documentaire : Boulevard du XX <sup>e</sup> siècle (2). Rond-point Gustave-Eiffel.	
20.30 Cinéma : La Salamandre. ■■ Film suisse d'Alain Tanner (1971).	
22.30 Magazine : Document de poche. Rediffusion de « Cinéma de poche ».	
<b>FRANCE-CULTURE</b>	
20.30 Atelier de création radio-phonique. Blou blanc rouge de la tête aux pieds (rediff.).	
22.35 Musique : Le concert. Entrez dans la danse... dès 14-Juillet.	
0.05 Clair de nuit.	
<b>FRANCE-MUSIQUE</b>	
20.30 Concert (donné les 3 et 4 mars à la Philharmonie de Berlin) : Concerto pour piano et orchestre n° 23 en la majeur K 488, de Mozart ; Concerto for myself, de Gulda, par l'Orchestre philharmonique de Berlin, dir. Friedrich Gulda ; aol. : Friedrich Gulda, piano, Wayne Darling, basse électrique, Michael Henzke, percussion.	
23.05 Miroir des mots. L'amour, la mort (2). Phidylé, de Duparc ; Don Quichotte à Dulcinée, de Ravel ; Sonate pour violon et piano en mi mineur K 304, de Mozart ; Green, J'ai presque peur, de Fauré ; Colloque sentimentel, de Debussy ; Masques et bergamasques, de Fauré ; Lento pour Ignacio Sanchez Mejias, de Chana ; Fantasia symphonique sur Franciscas de Rimski. Eugène Oneguine, de Tchaikovsky ; Invitation à la valse, pour orchestre, de Weber ; Quatuor à cordes en ré mineur, de Schubert.	

Du lundi au vendredi, à 9 heures, sur FRANCE-INTER « ZAPPING » Une émission de GILBERT DENOYAN avec ANRICK COLEMAN et la collaboration de « Monde ».

Les discussions sur le traité START à Washington

## M. James Baker fait état de progrès substantiels

Le secrétaire d'Etat américain, M. James Baker, et le ministre soviétique des affaires étrangères, M. Alexandre Bessmertnykh, ont entamé jeudi 11 juillet, ce qui pourrait être la dernière série de négociations sur le traité de réduction des arsenaux stratégiques START.

Ils ont déclaré avoir reçu mandat d'achever cette semaine la mise au point de ce traité, qui a pour but de réduire le nombre d'armes nucléaires à longue portée des deux pays à environ 8 000 têtes pour l'URSS et 10 000 pour les Etats-Unis.

« Nous avons la position, l'autorité et la volonté pour terminer ce travail », a déclaré M. Alexandre Bessmertnykh à la presse, en posant pour les photographes avec M. James Baker. Le secrétaire d'Etat a déclaré pour sa part qu'ils avaient un « mandat très ferme » du président George Bush et du numéro un soviétique Mikhaïl Gorbatchev pour mettre un point final au traité START, afin qu'il

puisse être signé lors d'un sommet soviéto-américain dans quelques semaines à Moscou.

M. James Baker, prudent, s'est cependant affirmé qu'en dépit de l'optimisme ambiant, il ne pouvait pas être certain que deux jours d'entretiens avec son collègue soviétique permettraient de discuter de la date du futur sommet américano-soviétique à Moscou, ni de régler les trois problèmes « techniques » qui empêchent encore la conclusion de ce traité en négociation depuis neuf ans. « Si les travaux étaient avancés à 96 % il y a deux semaines, nous en sommes maintenant à 97 % », a-t-il déclaré, « mais nous devons arriver à 100 % ». Selon M. James Baker et Alexandre Bessmertnykh, les trois problèmes en question concernent le nombre de têtes nucléaires dont seront dotés les missiles, les nouveaux types de missiles qui seront autorisés, et la possibilité pour chaque partie d'assister aux essais de missiles de l'autre.

Beaucoup d'éléments encourageaient toutefois les rumeurs selon lesquelles la conclusion est proche. Le fait, notamment, que M. Gorbatchev ait envoyé dans un délai très bref Alexandre Bessmertnykh et l'homme des dossiers militaires au Kremlin, le général Mikhaïl Maïseïev, à Washington, ainsi que la publicité qui entoure cette visite et le ton des déclarations officielles.

A propos des problèmes techniques en suspens, le ministre soviétique avait dit être porteur d'une lettre de M. Gorbatchev proposant de nouvelles solutions. « Ces problèmes sont si techniques que d'une certaine façon nous sommes les otages de professeurs fous et de quelques techniciens », avait-il dit en plaisantant avant d'ajouter : « Les Etats-Unis ont fait de nouvelles propositions, nous sommes venus avec les nôtres. Nous allons essayer de les combiner ». (AFP, Reuters)

## L'ESSENTIEL

## SECTION A

## Débats

Réponse à Alain Finkielkraut et à Paul Fehrs : « Fragments d'Europe », par Michel Foucault ; « Les nouveaux Mémoranda », par Léa Hamon..... 2

**La crise au Venezuela**  
Un pays riche, un peuple pauvre..... 5

**Majorité présidentielle**  
Accord électoral entre la PS et France unie..... 6

**Ecologie et politique**  
Les Verts ne sont pas séduits par M. Cresson..... 6

**Attentats et interpellations en Corse**  
Les malfaiteurs du « clan Colonna »..... 8

**Le conflit Parrotti-Credit lyonnais**  
Plus de 1 milliard de dollars de dommages-intérêts sont demandés à la banque française..... 9

**Le Festival d'Avignon**  
Jeunes auteurs et rendez-vous du « off »..... 10

**« Les Noces de Figaro » à Aix**  
Une nouvelle production vieillotte, une distribution très innégale..... 11

**La TGV dans le Languedoc-Roussillon**  
Le tracé est officiellement défini..... 13

**Politique monétaire**  
La Bundesbank renonce à relever ses taux d'intérêt..... 13

**Les suites de l'affaire COGEMA**  
Jean-Marc Aletti s'est arrêté..... 16

## SECTION B

## SANS VISA

• Les horizons perdus de la Sierra Nevada • Les touristes de l'Est sont entrés dans Paris • Le cirque est toujours sur la route en été • La rue Montmartre, « Sébastien », puits urbains de la cité • Alexandrie sans la Justice de Durrell • La table • Les jeux..... 21 à 28

## Services

Abonnements..... 4  
Carnet..... 18  
Jeux..... 26  
Loto, Tac-o-tac..... 11  
Marchés financiers..... 16-17  
Météorologie..... 18  
Radio-Télévision..... 12  
Spectacles..... 19  
Week-end d'un chineur..... 11  
Philatélie..... 11

La télématique du Monde : 3815 LEMONDE 3815 LM

Le numéro du « Monde » daté 12 juillet 1991 a été tiré à 489 659 exemplaires.

Pour le défilé militaire du 14 juillet

## La division « Daguet » sur les Champs-Élysées

Ce sont des éléments du dispositif « Daguet » contre l'Irak qui défilent sur les Champs-Élysées, à Paris, pour la Fête nationale. Au total, doivent participer cinq mille hommes, six cents véhicules et cent soixante-dix avions et hélicoptères. Pour la première fois, les spectateurs pourront apercevoir, parmi les nouveaux systèmes d'armes, les lance-roquettes multiples (LRM) que vient de recevoir le 12<sup>e</sup> régiment d'artillerie stationné à Oberhoffen (Bas-Rhin).

Placés sous les ordres des généraux Michel Roquejeoffre et Bernard Janvier qui les ont commandés dans le Golfe, les formations et les matériels ayant participé à la guerre de libération du Koweït doivent défilé sous la couleur sable qui fut la leur durant les opérations. Ce sont des détachements de la Force d'action rapide (FAR), auxquels se sont joints des éléments des forces aériennes et maritimes arrivés de la région pendant la campagne « Tempête du désert » et pour les missions annexes « Busiria » (à Abu-Dhahli), « Métail » (à Qatar) et les opérations « Artimon » de contrôle de l'embargo naval.

## Le LRM en vedette

Toutes les unités engagées entre septembre 1990 et mars 1991 contre l'Irak ont été invitées à détacher des personnels sur les Champs-Élysées. A quelques exceptions près, pourtant. Ainsi, le 13<sup>e</sup> régiment de dragons parachutistes (RDP), dont un commando de trois hommes avait été fait prisonnier durant quelques heures par les irakiens, au tout début de la crise du Golfe, n'est pas représenté. De même, les avions DCB-Sargue et Transall-Gabriel de guerre électronique, qui ont permis au dispositif « Daguet » de connaître l'ordre de bataille adverse, ne participent pas au

défilé aérien au-dessus de la capitale. Quelques formations devraient plus spécialement retenir l'attention. D'abord, les commandos de recherche et d'action dans le profond (CRAP) du 1<sup>er</sup> régiment parachutiste d'infanterie de marine (à Bayonne), qui sont allés collecter le renseignement en Irak dès le 19 février, cinq jours avant le déclenchement de l'attaque terrestre contre l'Irak. Ensuite, les spécialistes du déminage, au 17<sup>e</sup> régiment du génie parachutiste (RGP) de Montauban et au 6<sup>e</sup> régiment étranger du génie (REG) de l'Ardoise (non loin d'Avignon), qui se sont illustrés dans la « dépollution » du sud de l'Irak et du Koweït de toutes les munitions abandonnées.

A cet ensemble « Daguet » s'ajoutent des formations du 2<sup>e</sup> corps d'armée, des unités de la défense du territoire et la composante traditionnelle des défilés du 14 juillet qui sont les écoles militaires, la Garde républicaine et la brigade des sapeurs-pompiers de Paris. Le 2<sup>e</sup> corps d'armée, installé pour l'essentiel en Allemagne et fort de 45 000 hommes, devrait perdre la moitié de ses effectifs avant 1992.

Au sein de ce défilé particulier, on notera la présence du 12<sup>e</sup> régiment d'artillerie, qui appartient à la 5<sup>e</sup> division blindée. Ce régiment, qui est basé à Oberhoffen, est équipé progressivement de LRM dont l'armée de terre a commandé cinquante-cinq exemplaires. C'est la première présentation publique en France de cet armement, développé en coopération avec les Etats-Unis, la Royaume-Uni, l'Italie et l'Allemagne.

Le piédestal LRM lance douze roquettes à trente kilomètres de distance. Doté de vingt-quatre piédestaux, un régiment peut donc tirer deux cent quatre-vingt-huit roquettes en une minute. Les Américains et les Britanniques ont utilisé des LRM dans la guerre du Golfe. La puissance de feu de cette arme lui a valu le surnom de « Phis d'acier » donné par les soldats irakiens.

## Le rédacteur en chef de « Lyon-Libération » démissionne

Robert Marmoz, trente-neuf ans, rédacteur en chef de Lyon-Libération, a démissionné de ses fonctions et du journal. Ancien journaliste du Progrès de Lyon, puis correspondant permanent du quotidien Libération, il avait été à l'origine de la création de l'édition lyonnaise, en septembre 1986. Trois ans plus tard, il en devenait le rédacteur en chef. Des divergences de vues avec la direction lyonnaise du journal sur le développement de Lyon-Libération, dont la diffusion, bords abon-

nements, varie entre 6 000 et 7 000 exemplaires, seraient à l'origine de sa décision. Robert Marmoz a été l'artisan de l'augmentation de capital de Lyon-Libération, filiale du titre parisien, réalisée en août 1990. Une quarantaine d'industriels de la région Rhône-Alpes y avaient souscrit, pour un montant de 6,5 millions de francs.

La direction parisienne viendra, lundi 15 juillet, présenter à la rédaction lyonnaise le nouveau rédacteur en chef, et « la nécessaire restructuration de l'équipe ».

## M. Diouri attendu à Paris

Le vol 786 d'UTA qui devait quitter Libreville jeudi 11 juillet a été retardé de près de vingt-quatre heures. Il devrait atterrir samedi matin à 5 h 45 à l'aéroport de Roissy. Charles-de-Gaulle avec à son bord l'opposant marocain Abdelmoumen Diouri. Toutefois, sa famille contactée par téléphone ignorait s'il pourrait effectivement quitter le Gabon, alors que le ministre français de l'Intérieur a fait appel de la décision du juge administratif invalidant l'arrêt d'expulsion.

M. Diouri avait indiqué mercredi sur la Cinq : « J'ai toujours demandé à rentrer en France pour pouvoir répondre aux accusations jusqu'à y avoir une justice et des tribunaux ».

## Assassinat d'un opposant turc en plein Paris

Un opposant turc a été tué d'une balle dans la nuque jeudi 11 juillet en plein centre de Paris par un inconnu qui a réussi à prendre la fuite, se-on appris vendredi de source proche de la police. M. Pass Guven, quarante-cinq ans, était considéré comme l'un des principaux dirigeants en France du mouvement d'extrême gauche Dev Sol. Il a été tué vers 16 h 00 alors qu'il marchait rue de Roissy, dans le 10<sup>e</sup> arrondissement.

Les enquêteurs n'écartent pas l'hypothèse d'un règlement de compte politique, car ce militant avait déjà échappé à une tentative d'attentat en 1988.

■ GRANDE-BRETAGNE : Des manifestants kurdes occupent pendant quelques heures l'ambassade de Turquie à Londres. Des manifestants kurdes, qui avaient pénétré, vendredi 12 juillet en fin de matinée, à l'intérieur de l'ambassade de Turquie à Londres se sont rendus, sans résistance, peu après 12 h 30. Les manifestants, entourés par la police, sont sortis en criant des slogans, tandis que d'autres militants continuaient à brandir des pancartes dénonçant la répression contre les Kurdes en Turquie. (AFP)

## ALGÉRIE

## Violents incidents entre forces de l'ordre et islamistes à Alger

Des unités de paracombattants déployées autour de la mosquée de Kouba, à Alger, où s'étaient rassemblés des milliers de militants du Front islamique du salut (FIS), ont ouvert le feu pour les disperser, quelques instants avant la grande prière hebdomadaire, vendredi 12 juillet.

Selon des témoins, il y aurait eu plusieurs blessés qui ont été évacués par des ambulances. (AFP)

■ Catastrophe aérienne de Djeddah : 261 morts. - Selon les autorités d'Arabie saoudite, ce sont deux cent soixante et une personnes qui ont trouvé la mort, le 11 juillet, sur l'aéroport de Djeddah, dans la chute d'un DC 8 de la compagnie canadienne National Airfreight par Nigerian Airways (le Monde du 12 juillet).

## Le PCF propose l'interdiction du commerce des armes

M. André Lajoinie, président du groupe communiste de l'Assemblée nationale, et M. Maxime Gremetz, chargé des questions internationales au bureau politique du PCF, ont présenté, jeudi 11 juillet, la proposition de loi en annulation de la loi de 1918 sur le commerce des armes. Ils ont estimé, devant la presse, que ce commerce était « immoral, dangereux pour la sécurité collective » et « destructeur » pour l'économie de la France et son rayonnement international.

Selon cette proposition de loi, le Parlement pourrait exercer un contrôle a priori sur les acquisitions à l'étranger et sur les exportations de matériel militaire. Si cette proposition était adoptée, le gouvernement devrait publier chaque année un rapport annuel sur la question. M. Gremetz a insisté sur la nécessité d'« une transparence totale » dans ce domaine sensible des exportations d'armes, le secret-défense ne pouvant à ses yeux « justifier ou masquer l'absence de démocratie ». « Les productions d'armement doivent être limitées aux impératifs de la défense nationale sur la base de la stricte suffisance. Cela implique le maintien des capacités de production des arsenaux ».

## SUR LE VIF

CLAUDE SARRAUTE

## Lectures d'été

A LORS, les mecs, ça y est ? Vous savez rangé vos tiroirs, vos valises sont bouclées, demain c'est le grand départ ? A vous le drague, la fructueuse traque à la minette sur les plages de vos vacances ? Oui, ben, effacez ce sourire fat, conquérant et dominateur. Elles vous ont à l'œil, les nanas. Voilà des semaines qu'elles potassent leurs trois S, soleil, sable et cur-tout sexe, dans ce qu'elles appellent le bouquin, un de ces hebdomadaires d'origines silencieuses au tirage colossal, genre Voici ou Femme actuelle.

Elles ont appris de ces trucs vous concernant, je suis sûr que vous n'êtes même pas au courant. Normal, cette presse-là, vous ne la lisez pas. Du coup, question chose du machin, vous ne savez rien de rien. Elles, en revanche, merci Marie-Claire, elles savent tout, tout, tout sur la zizi. A quoi il tient, l'orgasme masculin. D'où il vient. Comment il se situe, et pourquoi.

Le leur, elles le connaissent sur le bout du doigt. Elles ont consacré des heures à compiler d'épais dossiers où sont fichés

par ordre alphabétique de A (Agaceries) à Z (Zones érogées) les différentes étapes du plaisir. Elles ont passé d'innombrables tests. Faites le compte de vos points. Entre 0 et 20 : vous êtes érotiques. Entre 20 et 40 : vous êtes libérées. Entre 40 et 60 : vous êtes obsédées.

Elles ont suivi dans Santé Magazine une carte du tandre sous forme de cours d'anatomie : A mi-chemin du érotisme et du vagin, le méat urinaire. Plus loin, l'utérus. Plus haut, la matrice de Vénus. La fièvre du désir, elles ont appris à l'évaluer en prenant sa température. Extrêmement variables, ça monte ou ça baisse en fonction de l'ovulation.

Bruf, elles sont inévitables, alors que vous en êtes encore à vous demander si toutes les femmes de la planète ont leurs règles au même moment. Ne me dites pas la contraire, c'était marqué dans la renversante enquête d'Armelie Ogier sur la sexualité des Français. Moi, à votre place, c'est pas lui, c'est elle que je glisserais dans mon sac de voyage. Histoire d'aller bocher en cachette et en vitesse dans les toilettes du train ou de l'avion.

## La DGSE agrandit ses antennes en pleine Camargue

En réponse à des protestations d'élus locaux contre l'extension, qu'ils jugent illégale, d'un chantier militaire en Camargue (le Monde du 9 juillet), le ministre de la Défense a indiqué, jeudi 11 juillet, que cet agrandissement a été décidé en 1987 et qu'il a fait l'objet d'une concertation étroite avec la préfecture des Bouches-du-Rhône, la mairie d'Arles, la direction du parc national de Camargue et la direction de l'architecture des bâtiments de France.

Le ministre se contente d'indiquer, dans son communiqué, qu'il s'agit d'« installations techniques », pour lesquelles les travaux ont commencé en mai dernier et qui

portent sur l'édification de bâtiments (entours d'une muraille de béton) sur environ 2 250 mètres carrés. En fait, ces travaux ont été approuvés du temps où M. André Giraud était ministre de la Défense et ils ont été couverts par le « secret-défense » à l'époque. Il s'agit, en effet, de l'extension d'un site qui dépend du Groupement des contrôles radio-électriques (GCR) de la Direction générale de la sécurité extérieure (DGSE). Le GCR, qui est propriétaire du terrain, y dispose d'installations d'écoute et d'interception des émissions d'Etats étrangers.

## Après les incidents survenus à Pamandzi

## Peines de prison avec sursis requises contre cinq jeunes manifestants à Mayotte

Des peines de prison avec sursis assorties d'une amende ont été requises, jeudi 11 juillet, au tribunal correctionnel de Mamoudzou (Mayotte) contre cinq des jeunes gens qui avaient envahi le 29 juin les pistes de l'aéroport de Pamandzi, empêchant l'atterrissage de l'avion qui assure la ligne La Réunion-Mayotte.

Le jugement a été mis en délibéré jusqu'au 17 juillet. Les cinq accusés, membres de l'Association pour le développement de Pamandzi, sont poursuivis pour « entrave à la circulation aérienne ». Ils ont rejeté la responsabilité des manifestations sur « les autorités qui ont refusé de les entendre à temps », alors qu'ils demandaient le réajustement des rivières de la piste de l'aéroport en réflexion.

Le procureur s'est mis au juge le soin de décider de la longueur des peines de prison avec sursis, et demandé que les peines d'amendes soient « proportionnelles » aux revenus des cinq inculpés.

(Publié)

Métros Saint-Sébastien et Ourec, aux Entrepreneurs du Marais :

## pantalon au plus bas : 159

En toile ainsi que d'autres pantalons légers, on les trouve chez ces champions du prêt-à-porter de luxe à prix de fabrique, ainsi que des vestes légères à 399 F, des costumes en tissu Dormeuil à 890 F, et un grand choix d'articles soldés. Egalement au rayon grande et forte (jusqu'à 62). Dans leurs deux boutiques : 3, rue du Pont-aux-Choux (3<sup>e</sup>), et 112, rue du Cherche-Midi (6<sup>e</sup>), de 10 h à 19 h, sauf lundi matin.

## Un TGV en panne pendant cinq heures

Le TGV français n'est pas à l'abri des pannes à répétition que connaît son homologue allemand ICE, mis en service le mois dernier. Le rame 8441, partie de Paris le jeudi 11 juillet à 15 h 25 et qui devait arriver à Bordeaux à 18 h 48, n'est parvenue à destination qu'à 23 h 54, après être tombée en panne à Villeperdue (Indre-et-Loire).

La SNCF a fait savoir qu'elle rembourserait les billets des voyageurs auxquels s'est infligé ce long retard de cinq heures et six minutes, parce que le compresseur des freins ne fonctionnait plus à 16 h 30, que l'ordinateur qui devait diriger son conducteur comment réparer s'était mis en grève et que le pauvre conducteur s'est dû consulter plusieurs centaines de pages de l'énorme manuel de secours.

Le conducteur a demandé du renfort à 17 h 20, mais celui-ci n'est arrivé à Tours, dépôt tout proche, qu'à 19 h 30. Il paraît que c'est normal, tout comme il est considéré comme normal par la SNCF que le TGV de remplacement en provenance de Paris ait dû être attendu jusqu'à 20 h 53. Le dépannage ferroviaire, lui, n'a pas été prévu à très grande vitesse.

Al. F.

## OUVERT Juillet et Août de la SIMPLE RETOUCHE AU PLUS BEAU VÊTEMENT

d'un grand maître tailleur  
COSTUMES MESURE à partir de 2 490 F  
PANTALONS 830 F VESTONS 1 680 F  
3 000 tissus  
Luxueuses draperies anglaises  
Fabrication traditionnelle  
TAILLEURS, JUPES, VESTES  
COSTUMES D'ÉTÉ  
UNIFORMES ET INSIGNES MILITAIRES  
LEGRAND Tailleur  
27, rue du 4-Septembre, Paris - Opéra  
Téléphone : 47-42-70-61  
Du lundi au vendredi de 10 h à 18 h



# Les horizons perdus de la sierra Nevada

**De notre envoyé spécial  
Marcel Niedergang**  
*Lire la suite page 24*

# L'Est passe à Paris

On les avait presque nubiés, braquant ailleurs nos curiosités sentimentales-médiatiques. L'hiver de la chute du mur de Berlin était déjà loin, et on les avait mentalement rangés parmi les Européens. Affaire à suivre, simplement, affaire en voie de classement. Retrouvailles hier impossibles, et pourtant banales.

Mais eux, Tchèques, Hongrois, Allemands de l'Est, ils poursuivent vaillamment leur programme d'assimilation au continent. Et cet été, ils sont là, là où sont les touristes d'été, à Paris, au sur les routes de la Côte d'Azur, dans toutes les villes occidentales où il y a quelque chose à voir, passant des frontières pour ne perdre point le goût, s'entraînant encore à la démocratie au contact des populations européennes en exil estival. Visiteurs volontaristes, pressés comme des Japonais, la capitale prise par assaut, le Trocadéro, la tour Eiffel, les Invalides, Notre-Dame et Montmartre dans la journée.

En groupe, la plupart du temps, après s'être essayé au voyage et à la liberté, pendant un an, à Vienne, pour leurs premiers échecs étonnants et leurs premiers succès, ils ont enbardé leurs agences de tourisme - une profession en plein développement -, et des dizaines de cars, blancs ou jaunes, vieux modèles récupérés, engins d'un autre âge, poussent désormais plus loin à l'Ouest. L'Italie, Venise, bien sûr la Ville-Lumière.

De tous, ces promeneurs de l'Est sont les plus rapides. Leurs maigres dollars ne tiennent pas la semaine, et ils finissent l'année d'expérience du coût de l'Occident le long des autoroutes, au prix du sandwich nu du Coca. A Paris, ils se retrouvent sur le territoire

des touristes fauchés, des étudiants, des jeunes couples. A l'auberge de jeunesse, dans des hôtels de banlieue. Sous tente, au bois de Boulogne. Ils apprennent vite que soulager un besoin naturel vaut ici le prix d'un café. Que tout se paie, même l'ombre, même le délassément d'une terrasse. Alors, le plus souvent, ces Tchèques, ces Hongrois, ces Allemands de l'Est restent entre eux, boîs sur la tête pour se repérer, suivant leurs guides de peur de se perdre. Et se perdre à Paris vaut toujours quelques dollars de plus. Ils découvrent l'étrangeté des taux de change, traquent les billets de groupe, privilégient par nécessité les loisirs culturels, le Louvre ou Beaubourg, ou les derniers plaisirs gratuits, le jardin des Tuileries, les gazons interdits.

Sur l'esplanade des Invalides, l'autre jour, des lycéens de Prague se sont invités à la partie de base-ball de jeunes Américains, aussi déboussolés qu'eux par cette ville d'été, qui ne parle que le Français. Ils ont joué, les Pragoïses gâchés par la présence, au carrefour, d'une voiture de police, les Américains répétant qu'ici comme ailleurs, ailleurs à l'Ouest, les pelouses étaient faites, aux beaux jours, pour être piétinées. Ils ont joué et se sont fait des amis, se sont laissés entraîner dans les méandres



de cette ville qui aime les astucieux, vers des restaurants, des bars encore accessibles aux démunis. Quelques Européens de l'Est étaient au nombre des visiteurs nocturnes de Jim Morrison, l'autre nuit. Bien dans la ville, chez eux, comme tous les jeunes du monde.

Place du Terre, d'autres, Bulgares cette fois, ont obtenu des réductions sur leur dîner, en plaçant pour l'assistance de l'Occident en faveur des nouveaux pays européens, auprès d'un restaurateur à qui on avait déjà fait dix fois le coup depuis juin, et qui finissait par s'y faire.

Prompts à découvrir la sensualité de l'air parisien, ces Tchèques, ces Hongrois habillent, ou plutôt déshabillent leurs petites amies, d'une mini-jupe ou d'un short, une dépense raisonnable, sûrs de s'attirer ainsi la sympathie des serveurs de bistrot.

Lorsqu'ils échappent aux agences officielles de leur pays, désormais représentées dans la ville, ces visiteurs usent de l'éternelle débrouille des voyageurs économes. Leur capitale, c'est celle d'Henry Miller, des chambres de rencontre, des bancs ou des couloirs du RER des Halles. La bonne idée : séduire des Hollandaises ou des Anglaises, et se faire inviter, au nom de la jeunesse du monde, et des lois romantiques, sur leurs traveaux chèque. Jurer, en chaque circonstance, de sa beauté ou de sa culture slave. En deux mois, des étudiants de toute l'autre Europe ont investi la ville des amours. Ceux des Beaux-Arts, dessinés sous le bras, exposés déjà sur le parvis de Beaubourg, fauchés mais heureux. S'ils le peuvent, la fin de l'été, ils resteront. Cela dépendra des copains, des petites amies, croisées dans le Quartier latin, à l'heure où il n'y a plus de langue, n'est-ce pas ?

D'autres ont déjà adapté nos vieilles méthodes d'adolescence. Partis de Budapest, en bon ordre et en car, certains jeunes gens

s'échappent pour voyager en stop, avec ou sans Hollandaise, le long des routes de Suisse, d'Italie ou de France. Ils tiennent ce qu'ils tiennent, atteignent parfois la mer, et à bout de ressources, se présentent dans un commissariat, demandant avec une exquise politesse à être rendus à leur pays. C'est la crainte du Festival d'Avignon, celle de Saint-Tropez : les paris faits par ces promeneurs désargentés d'atteindre ces Mécènes du bonheur estival. La peur des policiers de l'Hexagone : les larcins provinciaux, les vols à l'étranger, le vagabondage sur les plages, tentés par une jeunesse étrangère en quête de souvenirs.

D'AUTANT que ceux-là ont le don des langues, et bien des intérêts à jouer leur avenir sur la chance d'un été. En plein débat retrouvé sur l'immigration, le pays, en ses exodes annuels, charrie de nouveaux exilés. Les jeunes Allemands, les Suédois, ont vieilli. Ils descendent désormais sur la Côte avec madame et les enfants. Ils rentreront vers Hanovre ou Stockholm, après leur provision de soleil. Les Beatles se sont faits plus rares. Le stop a ses dangers. Les enfants de Hongrie ou de Tchécoslovaquie n'étaient pas prévus dans la chronique. Ils viennent compléter notre histoire des migrations saisonnières avec plus de fougue et d'espérance que les générations des étés précédents.

Philippe Boggio

## ESCALES

### Les inédits de Prague

Pour prendre des cours d'architecture, il suffit de lever le nez. A Prague, tous les styles sont représentés : gothique flamboyant de l'église Notre-Dame du Týn, baroque de Saint-Nicolas, de l'admirable abbaye et bibliothèque de Strahov, du palais Wallenstein, ou du Clementinum, pour être sélectif. Sans omettre les grands ensembles architecturaux dont la construction s'étend sur un ou plusieurs siècles, comme le château de Prague, le quartier de Mala Strana ou la place de la Vieille-Ville. Le voyage qui conduit dans la capitale tchèque les « Amis des Arts décoratifs » (107, rue de Rivoli, 75001 Paris, tél. : 42-86-98-17) bénéficiera de l'attention d'un conservateur du musée et d'un spécialiste de la littérature et de la culture tchèque. Un voyage qui rendra justice à ces monuments et à d'autres, plus confidentiels comme la maison d'Alfons Mucha, qui a gardé son décor fin de siècle et abrite tableaux, meubles et objets rassemblés par le dessinateur et affichiste. Sept jours, au début d'octobre, 11 000 F comprennent les vols, les transferts, les hôtels, les petits déjeuners, sept déjeuners, trois dîners, les excursions en autocar et les entrées dans les musées.

### Carmen façon Bregenz

Les contrebandiers arriveront en barque. Ce sera cet été, à Bregenz, dans *Carmen*, vue par Jérôme Savary. Principale vedette, le lac de Constance. Bregenz, posé sur l'une de ses rives, est sans doute le seul théâtre au monde à disposer de cette masse liquide qui permet des spectacles hors du commun. En toile de fond, les Alpes en grandeur nature, et les lumières de la ville. Depuis six ans, Jérôme Savary intègre ces éléments dans sa présentation des œuvres lyriques. Cet été, donc, du 23 juillet au 23 août, *Carmen*, de Bizet, dans une mise en scène que l'on attend avec curiosité. Marc Soustrot dirige l'orchestre symphonique et le chœur du Volkstheater de Vienne. Plusieurs distributions se succèdent. Dans le

rôle-titre, Marjana Lipovsek qui interprète Carmen pour la première fois. Places de 220 F à 420 F environ, à réserver, en même temps que la chambre d'hôtel, auprès de la Fugue (32, rue de Washington, 75008 Paris, tél. : 43-59-10-14) ou directement au bureau de location du festival, à Bregenz (tél. : 5574 4920-223, de 14 h à 18 h). Outre ces représentations lacustres, événement majeur de l'été, le visiteur pourra assister à d'autres manifestations. *Mazeppa*, opéra



Bregenz, 1986, « La Flûte Enchantée » de Mozart, mise en scène par Jérôme Savary.

de Tchaïkovsky, donné les 28 juillet et les 1<sup>er</sup>, 4, 8 et 11 août au Festspielhaus, et quatre concerts prestigieux : trois de l'Orchestre philharmonique de Vienne dirigé par Claus-Peter Flor le 30 juillet (Mozart, Mendelssohn), par Rudolf Buchbinder, le 5 août (Mozart, Beethoven) et Vladimir Fedoseyev le 12 (Mozart, Mahler), le 18, l'orchestre du Festival de Budapest sera placé sous la baguette d'Ivan Fischer (Mozart, Beethoven). Toutes informations auprès de l'office autrichien du tourisme, 47, avenue de l'Opéra, 75002 Paris, tél. : 47-42-78-57.

### De Pesaro à Edimbourg

De l'avis des musicologues, Pesaro et Edimbourg comptent parmi les meilleurs festivals européens. Patrice de Gioachini Rossini, Pesaro présente cet été trois œuvres de ce compositeur.

*Tancredi*, avec l'orchestre du Teatro Comunale de Bologne dirigé par Daniele Gatti ; *Otello*, avec Cecilia Gasdia, William Matteucci, Chris Merritt et Pietro Spagnoli, l'orchestre symphonique de Turin étant dirigé par Gianluigi Gelmetti. *La Cambiale di matrimonio*, opéra moins connu, sera associé au cours de la même soirée avec *L'obligation de commandement*, de Mozart. Matinées libres pour profiter de la situation de l'hôtel au bord de l'Adriatique, visites de la ville et



de la maison natale de Rossini, excursions à Urbino et au vieux bourg de San Leo, une journée et une nuit à Ravenne : du 17 au 22 août, cinq jours harmonieux en Italie, 10 400 F, en pension complète, places de première catégorie et vols Paris-Bologne, Venise-Paris inclus. Autre climat, autre atmosphère, mais même exigence de qualité à Edimbourg. En ouverture, l'English Chamber Orchestra sous la baguette de Leopold Hager au service de Prokofiev. Puis l'orchestre philharmonique de Leningrad, dirigé par Yuri Temirkanov, célèbres pour leurs interprétations pleines de fougue de Tchaïkovsky ; le Ballet de Cuba et *La Sylphide*, dans une chorégraphie de Folkine ; l'ensemble du Bolchoï, interprète d'*Eugène Onéguine*, du même Tchaïkovsky ; l'ensemble du Bolchoï, pour sa part, se réserve

Sélection établie par Patrick Francis et Danielle Trémand

*La nuit de Noël*, opéra de Rimsky-Korsakov, Josef Suk, le brillant violoniste tchèque et Rudolf Firkusny, piano, donneront un récital Smetana, Dvorak, Janacek, Mozart, Beethoven. Feu d'artifice final, le *Military Tattoo*, avec des orchestres militaires écossais. En marge des spectacles, visites d'Edimbourg, excursions à Glasgow (collections de Sir William Burrell) et aux châteaux de Blair et de Floors. Du 19 au 26 août, 13 600 F, en pension complète à l'hôtel Mount Royal, un trois étoiles luxueux au centre d'Edimbourg, places de première catégorie et vols inclus. Deux voyages proposés par Idées Voyages (9, rue de Manbeuge, 75009 Paris, tél. : 42-85-44-04).

### Le tigre de Ranthambore

Le tigre sera au rendez-vous. C'est la minuscule des politesses puisque c'est pour lui que l'on ira en Inde. Dans les réserves du Gujarat et du Rajasthan, il vit en liberté avec ses semblables. D'évidence, le Monde de l'Inde et de l'Asie (15, rue des Ecoles, 75005 Paris, tél. : 46-34-03-20) dédie ce voyage « aux passionnés de nature qui ont gardé un cœur d'enfant ». Accompagné par le professeur Brossé, ancien directeur du laboratoire d'écologie tropicale au CNRS, il permettra de voir les derniers lions d'Asie dans la forêt de Gir, au Gujarat ; les lions sauvages, aussi sobres que des chameaux, dans le désert du Ram of Kutch ; les antilopes autour des buttes des Bisnois du village de Rohet ; les oiseaux, innombrables, dans l'une des plus grandes réserves ornithologiques du monde, Sariska, ainsi qu'à Bharatpur. Les tigres sont à Ranthambore, ancienne réserve de chasse du maharajah de Jaipur. Avec les animaux, ce que la main de l'homme a construit : les temples jains de Ranakpur, du mont Abu, le fort de Jodhpur. Pushkar et Ajmer, le fort d'Amber auquel on accède à dos d'éléphant. A Jaipur, les places sont réservées au Samode Haveli, un petit palais. Du 14 novembre au 2 décembre prochains, 16 900 F, tout compris. Visite de Bombay à l'arrivée, de Delhi au retour.

Le mont Ventoux exploré par Alpes de lumière (Prieuré de Salagon, Mane, 04300 Forcalquier, tél. : 92-75-19-93) lors d'une grande randonnée de découverte culturelle comme cette association sait si bien le préparer. Le plateau d'Albion, les églises romanes et les lavanderies du val de Sault, l'ascension du mont Ventoux, descente sur le flanc nord vers Brantes. Veillées avec un conteur et, pendant la marche, courts exposés sur des thèmes concernant la région. Du 4 au 8 août, 1 300 francs.

Le *Manuel du marin*, publié par Solar (608 p., 120 F) répond, croquis à l'appui, aux questions du navigateur : nautisme et matelotage, navigation côtière, mauvais temps, météo marine, cuisine à bord. Le magazine *Régate International* (38 francs) présente les principales manifestations nautiques. Quant à Yacht-Club International, la luxueuse revue à laquelle collabore Gallimard (60 francs), elle met à son sommaire de juillet-août un atlas du golfe du Morbihan, les joutes anciennes en fer blanc et une histoire du yachting et de l'architecture navale.

Carcassonne en habits du Moyen Âge. Du 2 au 27 août, concerts, spectacles de cascades et de tournois dans les lieux de la cité, sons et lumières. A Villeneuve-Termes, village cathare à 30 km de Narbonne, soirées avec musiciens, conteurs, danseurs et banquet. Renseignements au 68-47-09-06. D'autre part, le dépliant « Fugue en Aude romane » suggère un itinéraire avec concerts dans les abbayes romanes : Beethoven le 15 juillet, Beethoven le 21, à l'abbaye de Fontfroide, musique ancienne aux abbayes de Lagrasse le 18, de Cumes-Minervois le 24, de Saint-Hilaire le 26 et de Fontcalvy le 30 juillet. Réservations au 67-61-66-81.

Chambord renoue avec la tradition. Le nouveau son et lumière, entièrement automatisé et sans figurants, fait revivre les principaux événements historiques qui ont marqué la vie de ce château depuis que François I<sup>er</sup> en a décidé la construction, en 1519. Tous les soirs jusqu'au 15 octobre, à 22 h 30 (français) et à 23 heures (anglais), 50 francs.

Avec Ouvert au public, publié par Hachette et par la Caisse nationale des monuments historiques et des sites, impossible de manquer l'un des 2 000 châteaux, manoirs, abbayes, hôtels

particuliers, bastides, jardins ou parcs, publics ou privés, connus ou secrets, qui sont l'héritage de la France. Pour chaque monument, descriptif et indications pratiques. 380 pages avec illustrations, cartes et index, 118 francs.

Les animaux de compagnie sont les bienvenus dans 82 résidences hôtelières Maeva, à la mer ou à la montagne. Le séjour - une ou plusieurs semaines - coûte 150 F par animal. Les appartements, équipés et régulièrement entretenus, sont loués à la semaine. Renseignements : Maeva Loisirs, 30, rue d'Orléans, 92200 Neuilly, tél. : 46-41-50-50.

Pierre Bonnard et son monde enchanté, thème d'une exposition présentée jusqu'au 6 octobre prochain à la Fondation de l'Érmitage, à Lausanne. A cette occasion, Railtour Suisse (11 bis, rue Scribe, 75009 Paris, tél. : 49-24-08-55) propose un forfait de 760 francs comprenant la visite de l'exposition, deux nuits en chambre double en hôtel 3 étoiles avec petit déjeuner, une entrée au Musée de l'art brut, une croisière sur le lac Léman et une carte de libre parcours sur les transports publics de Lausanne.

Nouvelle brochure *Frantour Voyages*. Baptisée « Paris en Bleu » et disponible dans les agences de voyages, elle propose, au départ de plus de 2 300 gares de France, un forfait « train + séjour » comprenant le voyage A/R (sauf pendant les périodes rouges), une nuit en chambre double, le petit déjeuner et l'assurance annulation. Son prix est fonction de la classe, de la zone de départ, de l'époque du voyage (tarifs attractifs en juillet, août, novembre, décembre, janvier et février) et de la catégorie de l'hôtel. Du 2 au 4 étoiles, 43 établissements ont été sélectionnés, dont deux hôtels Frantour : Berthier-Brochant et Suffren. Informations au 42-29-90-90 ou à Frantour Voyages, B. P. 62 08, 75362 Paris Cedex 08.

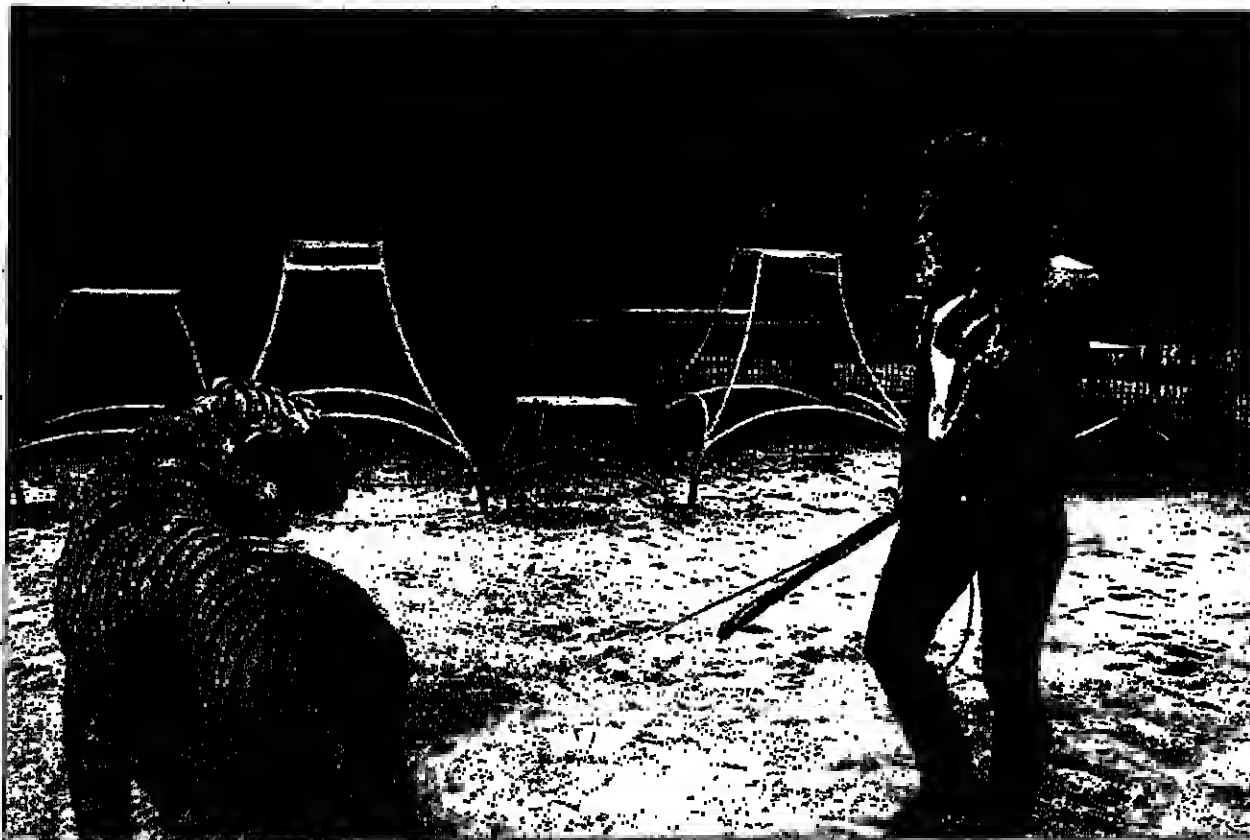
A Nîmes, cinquième nuit gratuite, en juillet-août, pour les personnes qui passent cinq nuits consécutives dans le même hôtel. Dépliant avec liste des établissements concernés auprès du Syndicat hôtelier, 3, rue de la République, 30000 Nîmes, tél. : 66-67-47-72.



SANS • VISA  
EN FRANCE

# Cirque d'un jour

« Bonjour les petits éléphants ! » Les petits enfants exultent : le spectacle peut commencer. Dans le rond de lumière, sous le ciel du chapiteau, en habits de lumière, ils montent chaque soir une pyramide fragile de frissons et de rires. Des étincelles jaillissantes sur l'enclume des muscles, des voltiges qui soulèvent les cœurs, le rugissement des fauves et les peurs animales, l'humanité, la sagesse des clowns, car il est sage et très humain de savoir s'esclaffer en se tenant le ventre.



Un dompteur doit être maître dans sa cage et veiller à ne pas tomber : les chutes sont mortelles.

LES Mosoianou - une troupe roumaine, - treize sauteurs à la bascule, exécutent leurs prouesses : des sauts périlleux pour dresser une colonne de six hommes, plus haute que le pinceau du projecteur. Des filles légères comme des plumes pirouettent sur les épaules de colosses, plus vite que leur sourire qui virevolte aussi et les rattrape à l'arrêt. Sous la faible lumière de la chambre - le grand fouet des dresseurs de chevaux long comme le rayon de la piste - les frisons de Hollande et les étalons arabes, trottent et dansent en professionnels consciencieux. Philippe Gruss, maître écuyer - maître de ballet, - droit comme un piquet de mange, les fait se cabrer dans leur grandeur de « noble conquête ». Les Salsky, plus agiles que des écureuils, tournent sur une roue au péril de leur vie. Jésus Cristo entre dans la cage suivi de Delphine, Dauchka, Louhil, Ouloff et Cachemire, tous félins, tous tigres capables de chattering malgré leurs gueules de meur. Les Belins, les clowns, font hurler de rires communicatifs les enfants.

Du jonglage, des éléphants, des flip-flaps, puis la troupe salue debout sur la banquette. Le spectacle est terminé. Pendant que la foule se retire, on démonte les gradins, on roule le requisit, les tapis de sol ; les derniers se retournent sur un enchantement désossé.

Il est cinq heures, Béthune dort. Les caravanes des monteurs arrivent sur la place et tracent le premier périmètre du cirque. La grande toile alabastrine attend de prendre sa respiration en grimant aux mâts. Des hommes en tous sens portent des madiers, tirent des câbles à la recherche de brachements. Les livreurs de paille ou de viande frappent aux portes inamovibles du cercle encore ouvert. Le sable de la piste a été déposé la veille par les services municipaux. Le chapiteau, pour l'instant, le recouvre comme un haut-fond que n'éclaire pas encore le soleil. Un pointillé de barrières suffit à marquer le territoire où se joueront les illusions éphémères. Déjà, dans le sommeil des artistes, le bâillement des fauves, le cliquetis des haubans, recommence l'aventure quotidienne. Le spectacle dépend des gestes exacts des ouvriers de l'aube. Ils forment, verrouillent, rivent dans la fragilité des matériaux, pour qu'on entre sous le chapiteau comme sous une tente au chaud, comme dans le repaire d'un trésor. Car ce sera un équilibre de résistances et de précarités, ainsi que dans un songe éveillé, tangible et fugace, qui laisserait en souvenir un rond de sable.

Le voyage crée le mirage. Ce mont de toile au milieu de la ville abrite, à n'en pas douter, un tour

de magie qui demain ne sera plus. Les enfants le savent. Devant la caravane où l'on vend les billets, ils essaient, sur la pointe des pieds, de voir par le guichet - le trou de la serrure - ce qui se passe à l'intérieur.

Jésus Cristo nourrit ses bêtes : deux cents kilos de viande par jour. Philippe Gruss soigne sa cavalerie, la troupe roumaine répète son numéro - la piste est prête, les agrets sont posés, - les filles liées par des lances tentent des sauts plus périlleux encore. Leur « père d'élève » place la bascule à l'endroit précis qu'il est seul à connaître, pour éviter la chute et assurer le vol des « caricatures ». La veille un des porteurs est tombé. Il s'est foulé la cheville et bûillie autour du cirque, tout penaud, privé de répétition. L'an dernier un Salsky a lâché prise : il s'est brisé les deux jambes. Jésus Cristo ne compte plus ses blessures. La première à huit ans, son oncle lui avait ouvert la cage et un lion l'avait mis en sang. Voyez ce coup de griffe ici, cet autre là, tout près de la croix pectorale...

Sabha, la jeune éléphante, est innatque, ayant pris la manie d'enrouler des hommes dans sa trompe et de vaulner se coucher

sur eux. Sophie et Mickaël Brady qui l'ont dressée, ne cessent cependant de la flatter, de lui parler à l'oreille pour lui mettre en mémoire moins de fantaisie amoureuse ou de rude amitié envers l'espèce humaine.

Mais le risque assaisonne les émotions. On raconte des histoires de dompteurs mangés, d'acrobates déloqués, de lions jaloux ou homosexuels imprévisibles, prêts à bondir hors du numéro, armés de leur instinct de fauve. Bombay, le jeune tigre, ne travaille pas : il n'appartient pas à la fratrie et attaque Ouloff, le mâle dominant. Jésus qui n'entre pas dans sa cage sans un signe de croix, essaie de l'assagir. Il lui faudra des mois, des années peut-être. Jésus a pacifié toutes sortes d'animaux, mais de tous, le rhinocéros blanc a été le plus rétif : il ne savait que tourner indifférent autour de la piste, et Jésus n'a pu que le « mettre au point » sans jamais s'en faire un ami.

Un dompteur doit être maître dans sa cage et veiller à ne pas tomber. Les chutes sont mortelles : elles détruisent l'harmonie, cassent la performance qui donne l'impression qu'un artiste échappe aux lois de la nature et des corps.

Parfois, elles tuent les hommes. Alors bien sûr, le « spectacle continue », mais après qu'un voile s'est posé comme un lourd nuage, un remords obscur, un enthousiasme rompu. Le cirque hélas n'est pas la vie.

La caravane des chars parcourt la ville : « Pinder le grand, Pinder le géant... ». Frédéric Edelstein, le directeur, tient le micro d'une main et de l'autre distribue des « gratuits ». Les services de sécurité viennent contrôler les installations. La couturière prépare les costumes des placeurs et des garçons de piste, le concessionnaire compte ses bonbons et ses bâtons de barbe-à-papa. Les femmes des artistes en profitent pour faire leurs courses. Béthune est la cent cinquante troisième ville d'une tournée de 20 000 kilomètres. Sur la carte, dans le bureau de l'administrateur, l'itinéraire zigzagne à travers la France et finit à Paris en décembre, pour un mois de gala, un mois de répit.

Pinder est l'un des rares cirques su mnde à se déplacer pour une journée. Il arrive qu'il monte et démonte son chapiteau pour ne parcourir que quelques kilomètres : huit cents mètres entre Mers-les-Bains (Somme) et

le Tréport (Seine-Maritime). La mobilité requiert une organisation sans failles. Pour obtenir la rentabilité des spectacles - 1 800 000 entrées en 1990, - le matériel doit être soigneusement entretenu. Un flécheur précède la caravane - trois kilomètres de long, une centaine de personnes, une cinquantaine de véhicules, - un garage la suit pour réparer les camions en panne sur la route. Le conducteur des éléphants doit être habile et patient comme un artiste, savoir redresser dans les virages sa remorque déséquilibrée par le poids des mastodontes. Deux puissants générateurs assurent la sécurité des éclairages pour le public, mais aussi pour qu'un voltigeur ne soit perdu dans l'obscurité, ou qu'un tigre ne continue de voir un dompteur aveuglé par la nuit soudaine.

A présent le cirque est bien clos, libre dans son rond qui n'a ni commencement ni fin. A l'intérieur chacun profite de son temps entre les représentations. Les jeunes vont à la découverte de la ville, les parents restent dans la caravane regardant à la télévision des émissions enregistrées. Gasparoff, acrobate sur rouleaux, revêtu d'une vieille blouse, les mains

noircies de cambouis soude une portière de son véhicule. Les Mosoianou font sécher leur lessive. Les Bouyakoff sortent tout mouillés de leur douche. Partout des chiens en laisse sont couchés. Le chapiteau va recevoir dans ses flancs des grands-pères Gopetto aux mains de petits turbulents, des mères comme des sucres d'orge dans des essalms de marmaille, tout un public de ferveurs enfantines qui déjà se bousculent à l'entrée.

Les clowns, Tony et Rony se maquillent : ce soir ils feront la parodie de l'eau ; ils mettent donc beaucoup de talc pour que tiennent, sous les trombes et dans les flaques, le rouge des joues et le blanc des paupières. On a monté le tunnel pour les fauves qui tournent en rond dans leur cage excités par les premières chaleurs de l'été. Philippe et Mireille Gruss sont près de leurs chevaux harnachés. Derrière la gardine, M. Loyal, le cou pris dans des dentelles et des broderies d'or, s'éponge le front. Le spectacle va commencer.

La tradition entre alors dans l'arène : un classicisme rigoureux n'est, comme les trois unités, se retrouvent les acrobates, les dompteurs et les clowns, n'est la magie s'enferme dans un cercle dont les artistes sont les premiers charmés. Tout à l'heure, sur le pont de leur grand et frêle vaillier, ils ressemblaient un peu à des matelots désœuvrés, les vailants splendides, tels des princes jetant des poignées d'or et de rêves. Ce soir, ils vont encore raconter, se raconter la même histoire, comme aiment les enfants. Impeccables dans leurs costumes luxueux, ils tiennent la revanche sur leur vie errante et rude. Gasparoff, à terre, un peu lourd, un peu vieux, bon dit comme un chat sur ses cylindres. Pendant le spectacle, le monde entre dans leur monde, et les récompenses de ses regards émerveillés. Ils se persuadent alors que l'ambition de faire rire ou frémir n'est pas vaine, que d'y parvenir s'approche du bonheur. Quant aux jeunes, si doux et souriants, qui, à présent, font preuve de tant d'adresse et de courage, ils n'ont aucune envie d'entrer dans cet autre univers, cet autre cirque, où l'on s'essaye à l'école du mensonge et aux jongleries du pouvoir. Il leur suffit d'un trapèze ou d'un lion pour être les maîtres incontestés de leur royaume. Ici, personne ne confond la compétence et la médiocrité : on ne peut trahir les lois de la vraie jungle et de la gravité. « A bientôt les petits éléphants ! »

De notre envoyé spécial  
Christian Colombani





PHOTOS ALAIN CHENEVIERE IN « AMERIQUES, LES HÉRITIERS DES DIEUX »

## Les horizons perdus de la sierra Nevada

Suite de la page 21

D'un point de vue monumental, les cités de la sierra Nevada n'approchent pas la grandeur des ruines incas de Machu-Picchu ni celle des temples mayas du Yucatan ou encore des pyramides du haut plateau mexicain. Mais l'adaptation aux conditions naturelles et le respect de l'environnement sont remarquables.

Les navires espagnols jetèrent l'ancre pour la première fois sur la côte nord de la Colombie en 1498, et, une trentaine d'années plus tard, Santa-Marta était le principal établissement de l'Espagne en Amérique du Sud. C'est la surprise et l'admiration qui l'emportèrent d'abord chez les conquérants. Fray Simon, l'un des chroniqueurs du début du seizième siècle, a écrit : « S'il doit y avoir un paradis terrestre, c'est ici qu'il se trouve, sur ces terres des Indiens. Tout est entouré de sommets très élevés. Et l'on voit partout des villages très peuplés sur les pentes de la montagne. C'est une vue particulièrement agréable... » Mais les Espagnols ne surent pas, apparemment, apprécier la valeur de ces peuplements taironas, ou bien le souci de découvrir le plus grand nombre possible de trésors de cet éldorado de la jungle l'emporta sur toute autre considération. D'autres chroniqueurs : Gonzalo Fernandez de Oviedo, Fray Pedro de Aguado et le poète Juan de Castellanos, ont pourtant tous, eux aussi, décrit avec enthousiasme les « fabuleuses cités de Tairona, Puciguaita, Betoma, Taironaca et Bonita » avant leur destruction.

Face aux Espagnols, les Taironas n'avaient pas beaucoup de chances. Leurs tentatives pour s'opposer au pillage de leurs temples et de leurs tombes suscitèrent une vigoureuse riposte des conquistadores. La culture tairona disparut dans les flammes et la fumée, et les survivants se réfugièrent sur les hauteurs. Pourtant, ils résistèrent plus longtemps que l'on pouvait le supposer. Pendant plus d'un siècle, une résistance sporadique, des embuscades modestes à coups de flèches contre les convois et les premières haciendas, mais suffisante pour que l'Espagne ne tente pas sérieusement d'occuper et de contrôler la sierra Nevada. En outre, la colonisation du littoral fut très lente. Il fallut un quart de siècle pour que la province de Santa-Marta fût officiellement possession de la Couronne et un peu plus encore pour l'établissement d'une « fondation » en reculant de force une cinquantaine de couples disposés à vivre dans « le pays des Neiges ». Les Espagnols se retranchèrent dans les « enclaves » de la côte pour maintenir le commerce : Riohacha dans la Guajira, Santa-Marta, Valledupar sur le versant méridional dans les plaines littorales de Cesar.

Pendant toute cette période, la sierra elle-même resta un « territoire indien » abandonné aux Chimulas et aux Arhuacos. En 1604, le gou-

verneur de Santa-Marta lance une offensive brutale contre les derniers nids de résistance indienne, fait exécuter les prêtres, soumet les survivants au régime de l'encomienda, le travail forcé. Et l'évêque de la ville constate, un quart de siècle après cette opération de nettoyage, qu'il ne reste « plus guère que six cents Indiens », car « ceux qui ne moururent pas de faim dans les plantations de la côte fuyaient dans la montagne où se perdaient de désespoir ». Puis la forêt tropicale ensevelit les ruines des cités taironas oubliées.

Ce n'est qu'en 1730 qu'est fondé le premier centre encore modeste de colonisation européenne dans les contreforts. Les guerres d'indépendance balayèrent ces tentatives d'incursion, la malgre bureaucratie coloniale disparaît, et la sierra redevient un refuge à l'écart de toute ingérence. Au dix-neuvième siècle, des voyageurs européens se passionnent. Parmi eux, Elisée Reclus, qui annonce un avenir radieux : « Des montagnes couvertes de plantations de café et d'orangers, où les Indiens, libres et heureux, pourront fonder des communautés. » Une vision idéaliste et utopique. Des missions religieuses, essentiellement des capucins, s'installent au début de ce siècle, bien décidés, disent-ils, à « chasser les faux dieux » et à évangéliser les indigènes. Arrivent aussi les premiers colons colombiens en quête de terre et de tranquillité. Le début d'une longue migration qui n'en finit pas d'assailir la sierra.

Les laissés-pour-compte, les victimes de la violence, de la terreur, des injustices, de la répression ont cru trouver une nouvelle vie en escaladant les pentes de la montagne magique. D'abord les Noirs de Diabulla, les métis de la région bananière du littoral, les vaincus des guerres à répétition, celle fameuse des Mille Jours et toutes les autres, de village à village, les persécutés des patrons d'haciendas. A partir des années 50, la vraie violence, qui a opposé dans d'interminables et cruelles vendettas libéraux et conservateurs, a lancé un nouveau flot de désespérés à la recherche d'un havre possible. Ceux-là viennent des deux Santander, nord et sud, où les guérilleros des deux bords déjà font la loi. Ils s'échappent aussi du Tolima, terre de violence par excellence, où chaque conflit déclenche des atrocités pis encore que celles de la guerre civile espagnole. Ils arrivent du Cauca, le pays du café doux, aux vertes collines, frappé par les réglemens de comptes sanglants. Nour, méti, nambos, créoles : tous pour tant ont dû déchanter. La montagne magique n'était pas la Terre promise. La vie est dure dans la forêt tropicale, dangereuse, loin de toutes les commodités, des dispensaires, des écoles. N'est pas Robinson Crusé qui veut.

Défricher, déboiser, brûler les racines. Il faut encore descendre jusqu'à la côte pour tenter de vendre le

café, le maïs, les bananes, les yuccas. Pas de mules et des pistes épouvantables, surtout lorsqu'il pleut. Et il pleut presque chaque jour que Dieu fait dans la sierra... Les colons d'aujourd'hui vivent la même expérience amère et doivent en outre affronter d'autres menaces : celles des trafiquants de drogue, les marimberos ; des guérilleros, qui ont implanté des « colonnes » ici comme ailleurs dans le pays ; et des militaires, un peu désabusés, chargés en principe de faire la chasse à des hors-la-loi mieux armés qu'eux. Un petit contingent à une tâche plus noble : il garde les terrasses de la cité perdue, celle de Buritica 200, tout en haut du rio Buritica, à quelque 1 000 mètres d'altitude. Dans l'attente de vagues touristes, aux côtés d'archéologues obstinés et d'une poignée de Kogis ensommoillés et machouilleurs de coca. Dans l'attente de la relève aussi. Une large terrasse tairona sert d'hélicoptère.

La quebrada del Congo, le ravin du Congo, un affluent du rio Frio qui dégringole vers la plaine depuis sa source, tout là-haut, à 4 000 mètres d'altitude. La pente est raide à El Congo, situé à 1 800 mètres d'altitude : c'est un centre d'études de la Fondation Pro-Sierra Nevada, créée en 1986. A sa tête, un homme dynamique et enthousiaste, Juan Mayer,

groupe entouré d'eau - la mer et les lagunes - des déserts de la Guajira et des plaines alluviales de la région de Valledupar.

Les six mille colons installés sur le versant occidental dépendent plus ou moins du centre d'El Congo, de son dispensaire, de son école. Chacun dans son coin de forêt, son lopin de 8 hectares de brousse. « Ils font surtout du café », dit Juan Mayer, et jurent de ne pas cultiver la coca. Il a fallu vaincre leur apathie. La moitié d'entre eux sont analphabètes. Ils ont construit de petites écoles, mais n'ont pas de maîtres. Six enfants sur dix souffrent de dénutrition... Les dépôts d'ordures en plein vent, proches des baraquas aux toits en zinc, des colonos, le délabrement apparent de leurs installations précaires, les enfants chétifs, souffreteux : c'est la survie. Mais leur cohorte de va-au-pieds repousse toujours plus haut, dans la montagne, les dernières communautés indigènes. La loi de la jungle. Les colons ont fui la violence. Ils l'ont retrouvée : les guérilleros qui se réclament du dix-neuvième « front » des FARC (communistes) patrouillent dans le secteur, réclament des vivres, font la chasse aux trafiquants de drogue, prétendent « vouloir remettre de l'or-

main. Du tourisme d'aventure de haut niveau... La sierra n'échappe pas plus aux trafiquants de tout poil qu'à la guérilla et à ses luttes de clans (sur le versant sud-est, les groupes armés de l'Armée de libération nationale - ELN - du curé espagnol Manuel Perez sont encore plus actifs que ceux des FARC). « Les hommes des FARC », dit Silvia, sont plutôt écologiques... Les années 70 ont vu le boom de la marijuana. Et le triomphe des Guajiro, les Indiens de la péninsule désertique entre Santa-Marta et la frontière vénézuélienne. Les « familles » guajiros et les mafias de Barranquilla prirent le contrôle du très rentable trafic.

La célèbre santa marta gold, marijuana de haute qualité, était très appréciée aux Etats-Unis. La Guajira se couvrit de pistes d'avion clandestines, Riohacha devint une cité du Far-West où les bandes rivales réglaient leurs comptes à coups de mitraillette en plein jour et en plein centre, et, de Riohacha à Carthagène, l'argent de la drogue suscita un spectaculaire boom de la construction. Revers de la médaille : des milliers d'hectares de la sierra, en particulier le long du rio Frio, ont été dévastés. Chaque jour, des convois de cinq cents mules chargées de bal-

l'espérance pour ceux qui espèrent éviter un désastre écologique. Mais la violence, elle, semble imparable.

Sepulveda, présumé Jules César, était un modeste et très jeune huacero. Il cherchait l'or et les céramiques des Taironas. Il n'était pas le seul. Mais c'est lui qui découvrit, par hasard, les terrasses de la cité perdue du haut Buritica, en 1975. Il l'a payé cher. D'autres pilliers de tombes l'ont assassiné.

Il est resté quatre ans enterré près des ruines. Un monticule de terre et une croix de palmes. Puis son père, Florentino, est venu le chercher pour l'inhumer dans le village de la famille, à Guachaca, sur le versant sud-est. « Il ne nous reste même pas une pépée, disait Florentino. Juste quelques jolies pierres roses... » La corporation des huaceros n'est pas clandestine. Au contraire. Ils ont même un syndicat, créé en 1977, avec pignon sur rue à Santa-Marta et feu vert du ministère du travail. Le syndicat a eu jusqu'à dix mille adhérents. Des voltigeurs qui précèdent toujours la vague des colons, qui affrontent les groupes armés de la guérilla, possèdent une technique destructrice. « Moins d'un quart des tombes taironas doivent encore être intactes », dit un archéologue. Ce pillage systématique se termine dans les magasins d'antiquités de l'axe de New-York ou de Paris.

Plus de missionnaires capucins dans la sierra. En 1983, les Arhuacos se sont soulevés, ont occupé les missions à Nabuimake (le nom indigène de San-Sebastian-de-Rabago) et ont contraint les religieux à la fuite. Plus de capucins, mais des représentants des sectes, comme ailleurs. Ce n'est pas forcément un progrès. Et la violence monte. Selon un rapport de la fondation, « les morts par armes à feu dans les centres de colonisation représentent 60 % du total ». Mais les représentants des Kogis et des Arhuacos sont davantage écoutés. « La population indigène de la sierra ne doit pas, en tout, dépasser vingt-cinq mille âmes », affirme Juan Mayer. Kogis au nord, Arhuacos au sud-est, dont trois dirigeants ont été assassinés cette année. Trafiquants, guérilleros, huaceros, militaires ? Les pistes de colonisation représentent un enjeu exceptionnellement équilibré, et la préoccupation, des autorités.

Les Kogis se mobilisent pour la défense de leur culture et de leurs traditions menacées. Ils se sont réunis symboliquement sur les hauteurs du Buritica, près de la cité perdue tairona, et ont rédigé une supplique à l'adresse du gouvernement de Bogota. « Ces villes de pierre contiennent les vrais secrets de notre connaissance et de notre philosophie. Aussi devons-nous veiller à la protection de ces biens ».

Le souci gouvernemental de mieux protéger les minorités, la montée des courants écologiques, jouent en leur faveur. Mais la lutte est bien inégale. La sierra est un bastion effervescent et assésé. Une terre d'illusions, de rêves, de fantasme magique. « J'ai labouré la mer », a murmuré Bolivar avant de s'éteindre à Santa-Marta.

De notre envoyé spécial  
Marcel Niedergang



Les huttes au toit conique des fincas, petites exploitations agricoles des Indiens Kogis. En haut : la préparation de la parota, sorte de caramel obtenu à partir du jus de la canne à sucre, que l'on laisse reposer puis sécher et durcir.

Colombien d'origine autrichienne. Un passionné efficace, un amoureux inconditionnel de la sierra. Il a bourlingué des années de crête en crête, partageant la vie des indigènes, Kogis, Arhuacos et autres, dressant cartes et plans de la montagne, avant d'obtenir une reconnaissance officielle. A El Congo, il est chez lui et s'est juré de défendre la nature et les hommes sans intervenir, si possible, dans les querelles armées entre marimberos, huaceros (pilleurs de tombes), guérilleros, colons et militaires. Pas simple, mais il a la foi, tout en admettant que la situation se complique.

« La sierra Nevada, dit-il, est exceptionnelle à plus d'un titre. Elle culmine à 5 775 mètres d'altitude, et, du sommet à la côte corathe, il y a seulement une distance de 42 kilomètres. C'est donc la montagne de littoral la plus haute du monde. En outre, elle a des caractéristiques géologiques et climatiques différentes des cordillères colombiennes. C'est un monde à part, une sorte d'île monta-

dre » en organisant des « juntas communautaires ». La nuit, des rafales claquent autour de la quebrada del Congo sans que l'on sache très bien qui et pourquoi.

Au centre lui-même, une dizaine de permanents, dont une infirmière. Les cases, à l'indienne, bien adaptées au climat, ont été montées sur des terrasses taironas. Des lits ont remplacé les hamacs des premiers mois. « C'est nettement plus confortable », dit Silvia Botere, archéologue, collaboratrice de Juan Mayer, une autre convaincue et qui comme les volontaires écologiques qui débarquent de temps en temps d'Allemagne, de France ou des Pays-Bas, attirés par la légende de la cité perdue. Pas simple d'arriver sur le haut Buritica si l'on ne dispose pas d'un hélicoptère. Et encore. De Santa-Marta on de Ciénaga, le Jeep arrive par temps sec à proximité d'El Congo. Même chose de Santa-Marta à la bourgade - la dernière - de Minga, versant nord. Après, il faut compter deux ou trois jours de marche, machette à la

lois d'herbe descendant vers les ports de la côte.

La coca a remplacé la marijuana (cultivée maintenant directement en Colombie) dans les années 80. Champs de coca dans la sierra, mais aussi laboratoires pour fabriquer la pâte-base et éventuellement la cocaïne. Derrière les trafiquants, les coqueiros, sont venus les policiers et les aviateurs qui déversent des désherbants puissants sur les champs de coca. L'effet de destruction accumulé est terrifiant. Vus d'avion, certains contreforts sont pelés, rasés, en voie de désertification. Sur la côte, près de Santa-Marta, la réserve naturelle de Tairona (des plages sauvages de printemps du monde) et un large secteur du haut Buritica autour de la première « cité » perdue découverte en 1975 ont été déclarés officiellement parcs nationaux. Les archéologues ne disposent pas de gros moyens, leurs travaux sont souvent interrompus. Le tourisme de masse est impossible. Ce sont quelques raisons

Du Sel  
au Séb



## Du Sentier au Sébasto

En tendant le nez, on peut y rencontrer encore — il y avait beaucoup de journaux ici dans le temps — des odeurs d'encre d'imprimerie très anciennes; des dames font le trottoir en prenant le soleil; on y charrie des vêtements par milliers; le fantôme de Breton passe...

C'est n'est vraiment pas le plus beau, ni le plus élégant, encore moins le plus sain des quartiers de Paris. Michélet, qui y était né — dans l'ancien couvent désaffecté des Dames de Saint-Chaumont, à l'angle des rues de Tracy et Saint-Denis où son père avait une imprimerie — en parlait comme du « centre humide et sombre » de la capitale. Drôle d'image, propre à ravir les psychologues, toujours à l'affût de symboles maternels; mais qui n'est pas fautive. Car, dans ce quadrilatère, délimité au nord par les boulevards Poissonnière et de Bonne-Nouvelle, au sud par la rue Étienne-Maell, à l'est par le boulevard de Sébastopol et à l'ouest par la ligne brisée de la rue Montmartre, la première impression est de se trouver comme au fond d'une espèce de puits urbain.

D'aucun point, en effet, ici, le regard ne peut entrevoir l'un de ces monuments-phares de Paris tels que la tour Eiffel, le Panthéon ou même Notre-Dame, pourtant si proche à vol d'oiseau. Mis à part la rue Réaumur, percée au siècle dernier par Haussmann, pas de ces perspectives qui, ailleurs à Paris, donnent une ouverture vers l'espace et le mettent en scène. Pas non plus de monuments caractéristiques, si l'on excepte à la limite nord du quartier la « très belle et très inutile porte Saint-Denis » évoquée par André Breton dans *Nadja*, et, pour les amateurs de kitsch, l'imposant immeuble Félix-Potin, au coin de la rue Réaumur et du Sébasto, siège jadis d'une boucherie célèbre au surprenant décor néo-byzantin.

Les lieux et places de tout cela, une kyrielle de rues étroites, orientées en tous sens, qui tournent, montent ou descendent, ainsi que de passages, couverts ou non, autour desquels se pressent des immeubles d'apparence un peu lépreuse, dont les façades irrégulières, avec d'aussi brusques qu'incompréhensibles décrochements et renforcements, dessinent dans le ciel une étonnante faune de serpents, de lézards et d'bippocampes.

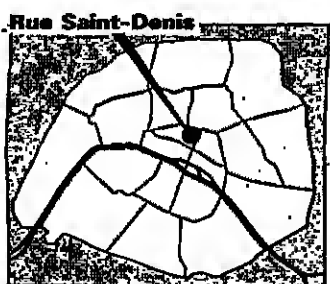
Ce n'est pourtant pas que le quartier manque de charmes. Il est au contraire extraordinairement divers et changeant, avec des poches de vue, des beautés secrètes, comme enfouies, et pleines de bizarreries et d'énigmes. À la tombée de la nuit, la montée de la rue d'Aboukir, vue de la porte Saint-Denis, lui donne même des allures de Lisbonne. Rue Notre-Dame de Bonne-Nouvelle, au coin du boulevard, c'est presque sur une vision tarifiée de Montmartre que l'on tombe, avec rampe, lampadaire et marronniers. La place du Caire, le week-end, des langoureux provinciaux. Et, derrière les façades noircies des immeubles de rapport, se tapissent souvent de véritables trésors, comme au 226, rue Saint-Denis, où, passé un porche banal où des prostituées font en permanence le pied de grue, on découvre, au fond d'une cour bordée d'ateliers de confection, un très bel hôtel Louis XV, ultime vestige du couvent des Dames de Saint-Chaumont.

Et puis il y a toutes les bizarreries, et cette rue des Degrés, sans numéro, qui se ramène à une volée d'une dizaine de marches, coincée entre les rues de Cléry et de Beauregard, cet étonnant passage Sainte-Foy, mince comme un boyau, qui serpente entre la rue du même nom et la rue Saint-Denis, ou encore, au-dessus de ce passage du Caire aux ramifications tourmentées, cet énigmatique immeuble néo-égyptien avec, au premier étage, des têtes hiéroglyphiques surmontées de hiéroglyphes encadrant des fenêtres de

style troubadour, que l'on imagine volontiers comme la demeure de quelque alchimiste ou le lieu de réunion de sectes donnant à des messes noires. Tout cela sans compter les innombrables inscriptions sur les immeubles, véritables passeports pour l'imagination : « *Mic-Mac Fournares* », « *Miss Coco* », « *Carmel* », « *Suddenly* », « *Japan Vole* », « *Pati-Pati* », « *Dorothy L'Amour* », « *Taratata Pulls* », « *Phantom* », « *Infinitum Belle* », « *Denylux* », « *Diab'Less* », « *Back Street* », et tous les « *Sexy-Shop* », « *Sexy-Palace* » et autres « *Sexy-Show* ». La profusion des enseignes urbaines est ici portée à son comble.

Comme ce mur qui, sous des couches d'affiches lacérées, laisse entrevoir les vieilles réclames de Byrrh ou de Ripolin, la ville semble se ramener ici à un simple décor vierge, un tableau noir sur lequel les habitants successifs déposent, comme autant d'alluvions, la trace éphémère de leur passage.

Attraction de la rue Saint-Denis aidant, ce qui domine pourtant dans ce quartier, c'est une espèce d'agitation frénétique, dont on a du mal à comprendre l'objet et la direction. L'été, quand les camions de livraison bloquent les rues et que les scooters, les motos et les chariots des livreurs s'alignent sur les trottoirs, où les prostituées prennent le



soleil en attendant les clients, le quartier s'ouvre à des tonalités toutes méditerranéennes. Ce pourrait être le Marseille d'un film populiste des années 30, avec Gabin en légionnaire jouant sa solde au bonneteau, ou encore l'Alger-la-Blanche des fantasmes coloniaux. La ville comme création humaine permanente : les situationnistes, qui aimaient à retracer les parcours effectués par les uns et les autres dans la ville, éprouveraient sans doute ici un drôle de vertige, tant les itinéraires semblent, tout autour de la rue Saint-Denis, totalement mus par le hasard, à la manière de boules de billard électrique qui ne font que réagir aux écueils disposés sur leur route.

Historiquement d'ailleurs, ce quartier, qui n'est qu'une portion du plus petit arrondissement de Paris, le 2<sup>e</sup>, n'a jamais eu ni unité ni véritable destination. Au Moyen Âge, c'était même là que finissait la ville. La rue Saint-Denis, qui date des Romains, fut certes, pendant des siècles, la voie par laquelle entraient, pour y être couronnés, et sortaient, les pieds devant, en direction de la basilique Saint-Denis, les souverains. Mais, pour le reste, le quartier n'était que marges indéfinies adossées aux enceintes successives de la ville, avec une infinité de recoins et de passages donnant sur les chemins de ronde. Le tracé en diagonale des rues de Cléry et d'Aboukir suit ainsi

très exactement celui des fossés des Remparts, sous Charles-V. À la place du quartier Bonne-Nouvelle proliferaient une immense décharge. Dans tout le quartier, empruntant le lit d'un ancien affluent de la Seine, courait un égout à ciel ouvert qui empuantisait tout le nord de Paris, et que l'on traversait sur un ponton, devenu aujourd'hui une rue. Enfin, symboliquement, l'actuelle rue Léopold-Beilan, après avoir été celle des Égouts, s'appelait tout simplement la rue du Bout-du-Monde...

On comprend dans ces conditions que ce quartier ait été, depuis toujours, le refuge des marginaux. Au bout des rues Graciosa et Saint-Sauveur se tenait ainsi le fameux fief de Hulen, bastion de la prostitution, où l'on apprenait le métier de courtisane aux jeunes vierges. La digne rue Marie-Stuart s'appelait alors rue Tiro-Vit, ce qui ne laisse guère d'imprécision sur le commerce qui s'y déroulait. Et, sur l'emplacement de l'actuelle place du Caire, grouillait l'une des plus célèbres de ces cours des miracles décrites par Hugo dans *Notre-Dame de Paris*, où les mendiants aveugles retrouvaient soudainement la vue pour jouer aux dés le produit de leur journée et les paralytiques leurs jambes afin d'échapper aux sergents de ville. Dans ce dédale de rues courbes ou en équerre, avec une infinité de passages entre les immeubles, s'opéraient tous les tra-



fic, et la police ne s'y aventurait guère, avant, en 1667, d'en faire impitoyablement le siège.

La marginalité appelant, avec la répression, la compassion, la religion avait dressé tout le long de la rue Saint-Denis hôpitaux et couvents destinés à traiter les corps souillés en même temps que les âmes perdues.

Quartier de tous les passages, quartier de tous les trafics, ce fut aussi au siècle dernier celui de la presse. La rue Réaumur était la Fleet Street parisienne. *L'Intransigeant* de Rochefort fut d'abord établi dans cette rue du Croissant, à l'angle de laquelle Jaurès fut assassiné au sortir d'un « bouclage » de *L'Humanité*. Au 100 de la rue Réaumur, une grande excavatio exhibe les structures métalliques de l'immeuble dessiné par l'architecte Sarron, qui s'élevait *Paris-Soir*, puis *France-Soir*, et dans le minuscule « Bar aérien » duquel, au dernier étage, dans les romans de Léo Malet, Nestor Burma donne rendez-vous à son ami journaliste Marc Covet du « *Crépuscule* », (*le Crépuscule*), afin d'obtenir quelques tuyaux pour une enquête. Au 126 de la même rue, on voit encore l'étonnant immeuble, tout en métal, qu'occupait jusqu'à une date récente le *Parisien libéré*. Enfin, dans toutes les rues attenantes à la rue des Jeûneurs, ce n'étaient qu'ateliers de photogravure et imprimeries de

labeur. Le commerce de la chair mêlé à celui de l'information : les journalistes n'ont-ils pas toujours été les péripatéticiens de l'opinion ?

Depuis un siècle, c'est bien sûr la confection de masse qui envahit tout le quartier, lui donnant même sa physionomie. Rue d'Aboukir et rue de Cléry, les ballets de rames de tissu s'arçebastent avec ceux des employés transportant des robes évanescentes sur des cintres et toute la petite population, aujourd'hui à majorité turque et asiatique, des ateliers.

Enfin, bien sûr, il y a les prostituées. Chacune sa spécialité, chacune son look, chacune ses promesses : la foire aux vêtements se double d'une foire aux fantasmes. Les habitués du vieux Paris vous diront « que ce n'est plus ça » ; et, certes, la tribu des prostituées s'est de toute évidence éclaircie. L'abatage règne toujours, mais il a perdu son aura d'aventure. Inutile de rechercher, rue Blondel, la fameuse Brasserie équivoque, photographiée au début de ce siècle par Arget. Le seul bar un peu borgne de la rue est petit comme un mouchoir de poche avec, aux murs, une fresque marine naïve et n'est plus guère fréquenté que par de faux durs sur le retour d'âge. Il faut bien maintenir le folklore.

Pour retrouver un peu de ce climat qui faisait jadis la rue Saint-Denis, c'est peut-être sur ce boulevard Bonne-Nouvelle qu'affectionnait tant Breton qu'il faut aller. Quant on l'aborde par le boulevard Poissonnière, passé la façade arts déco du Rex, on perçoit d'ailleurs immédiatement le changement. Les trottoirs ne sont plus égaux, mais au contraire divisés comme en des sortes d'étages ou de marches bombées. Les passants se font plus rares, disparaissant par intermittence sous les ombres jetées par les arbres. L'hiver, quand un vent frais, chargé de senteurs océanes, balaie la ville, quelque chose d'une désespérance radicale passe dans cette portion roturière des Grands Boulevards qui meurt devant les grilles de la station Strasbourg-Saint-Denis où officient quelques dealers antillais, tandis que, dans le bistrot d'en face, paraissent, tous les samedis après-midi, les sapeurs zairiens en grande tenue.

L'aventure pourtant rôde encore certaines nuits rue Saint-Denis, mais tard, lorsque sur le coup de 2 heures du matin, les enseignes éteintes, même celles des sex-shops, donnent à la rue un aspect misérable. Les rares éclairages plaquent des clairs-obscurs inquiétants sur les trottoirs. Ça et là, des silhouettes se détachent des murs. La gorge serrée par une drue angoisse, un surprend des conversations basses, d'autres plus animées, quelques rixes parnais, et certains clients, émués ou agressifs, passés à tabac sans plus de cérémonie que cela par les gardiens des immeubles. Flotte alors encore, dans l'air, quelque chose de ce qui a fait ce quartier : l'esprit de cour des mirmidons de jadis. Tout juste si l'on ne s'attendrait pas à rencontrer ici l'étonnante silhouette bourru aux longs cheveux blancs tombant en désordre sur les épaules de Michel Simon, qui résida longtemps non loin d'ici, rue de Beauregard, à la recherche de filles « bizarres » ou « spéciales », dont il collectionnait les photographies...

Pas chés, pas « bromché » pour un sou, à l'instar de Pigalle, devenu depuis deux ans le concurrent direct en *night-clubbing* de Bastille, le quartier Saint-Denis conserve une part de marginalité irréductible, parce que indéfectiblement populaire. Certes, au détour de certaines rues, on voit bien que la rénovation progresse. Des immeubles entiers disparaissent de mois en mois, remplacés par des chantiers. Pour certains, ce quartier, éminemment central, devrait même devenir un jour prochain un quartier d'affaires. Plus encore qu'ailleurs, on espère que ces projets échoueront. Car sous les couches d'immondices successives sur lesquelles s'est élevé à la diable ce quartier sans qualité, on aux qualités secrètes, et encore, bien qu'irrégulièrement, ce qui faisait tanguer les accordéons et chavirer la voix dans la chanson de la Môme Piaf : le cœur écartelé, mi-désinvolte, mi-désespéré, de Paname. Cela vaut bien une messe.

Patrice Bollon

La porte Saint-Denis, « très belle et très inutile ». En haut : le ballet des cintres et de la petite population dans le quartier de la confection.





# Le roquefort

ON vient de célébrer le bicentenaire du camembert. On pourrait bientôt célébrer le millénaire du roquefort, qui semble être le plus vieux fromage d'Europe si ce n'est du monde !

Plume l'Ancien, au chapitre *De diversis caseorum*, reconnaît que, si Rome est le rendez-vous de tous les points du monde, on y estime, entre tous, les fromages du mont Luzare (Lozère) et du pays des Gabales (Gévaudan). Un pays qui, disait Henri Pourrat, « s'est creusé en gouffres et en énigmes ». C'est ainsi que l'on peut imaginer qu'au commencement les « naïfs » ont comou les moutons. Qu'ils les ont traqués puis domptés, et que le premier fromage fut à base de lait de moutons. Un lait que le temps caillait, ou caillé devenant fromage et les Ruhiens devenant pasteurs qui, je cite encore Pourrat, « de ce

pays de pierres ont tiré, avec la collaboration de la brebis et de la caverne, le roquefort ».

Ce roquefort qui tient son oom d'une petite localité aveyronnaise. Roquefort-sur-Soulzon présente la particularité d'être assise sur l'éboulis de rochers formant la base du « cambalou », truffé de cavernes, caves naturelles percées de chemins également naturels et où circulent des courants d'air humides chargés des spores spécifiques de ces caves, les *Penicillium roqueforti*. C'est cette hygrométrie élevée (7 degrés) qui permet un affinage lent et progressif des fromages préalablement traités, c'est-à-dire piqués, ce qui permet à l'air de pénétrer dans la masse de la pâte et d'assurer ainsi le développement de cette moisissure dite *Penicillium roqueforti*, lui donnant sa saveur si particulière.

Que faut-il boire sur ce fromage ? Les uns pencheront pour le porto, d'autres pour un sauternes, d'autres encore pour un blanc de blanc champenois, d'autres enfin pour un bon et vieux vin rouge (bordaux ?). Mais Curmoussy préconise un châteaufort du pays de derrière les fagots.

Que faut-il manger avec ce fromage ? Du pain de campagne au levain cuit au feu de bois, si vous en trouvez. Du pain, en tout cas, mais pas de beurre !

Le roquefort en cuisine ? Pourquoi pas ? Il y a les recettes classiques, des béarnaises de celeri au roquefort apéritifs (tiges de celeri branchées garnies de roquefort pilé avec fromage blanc et crème pimentée de cayenne) aux soufflés au roquefort, en passant par les beignets, les crêpes, les friadelles, les *saucisses*. On peut aussi en farcir des



ment mêlé de roquefort. Poudrer de paprika. Servir très froid.

Et au *Cog de la Maison blanche*, le très bon restaurant de Saint-Ouen (37 boulevard Jean-Jaurès 93400 Saint-Ouen : tél. 40-11-01-23), le chef André Gamon propose quelquefois l'agneau de lait au beurre de roquefort, cuit à la broche. Ainsi le fils retrouve-t-il le lait de sa mère. L'agneau est farci d'un mélange de roquefort Papillon (excellente marque, on le sait), 200 grammes pour 100 grammes de viande et autant de mie de pain. Mis à rôtir (et badigeonné de son jus durant toute la cuisson), il est accompagné d'un petit feuilleté au roquefort, d'épinards en branches et d'oignons nouveaux. Un régal !

La Reynière

► Mes coups. Ce loup dactylographe n'était point voulu mais il m'a permis de constater l'attention et la culture de mes lecteurs. Ils ont en effet été nombreux à s'étonner d'un gala élyséen réunissant le Tsar de Russie et le président Alexandre Miloukine autour d'un spoom archaïque. C'est bien sûr, du président Armand Follérou qu'il s'agissait

ENTRE-METS

## Les bonnes huiles

POUR le savant Littre, et sous l'influence de la culture humaniste qui a sacralisé l'arbre d'Athènes, c'est « la liqueur grasse de l'olive ». Mais il est bien d'autres huiles végétales et animales moins nobles, certaines savoureuses, d'autres plus étonnantes. Ainsi l'huile de balène, connue de l'Europe du Moyen Âge, mais qui ravit encore les Japonais, au grand dam de Greenpeace ! Les huiles modestes de manants, de glorieux ou de journaliers étaient, dans nos campagnes, l'huile de sénévé, l'huile de faine de hêtre ou l'huile d'aillette (pavot). C'est un hydrocarbure ! De tradition plus solide et établie sur les flancs du mont Liban, ou bien dans l'île d'Eubée en Grèce, l'huile de sésame, à la saveur de noisette grillée, accompagnée le *hummus*, purée de pois chiches citronnée, ou le *falafel*, boulette de fève et de coriandre. On dégustera l'un et l'autre chez Fakhr El Dine (30, rue de Longchamp, Paris-16) : tél. 47-27-90-00. Le *sésamum* est chéri du Nil à la vallée de l'Indus. Il donne une galette précieuse par les mystiques de Bactriane, friands de régimes végétariens.

L'huile de noix gauloise est la parure du centre de la France et de la Dordogne. Coûteuse, elle est produite en petite quantité. C'est une rareté de la cuisine. L'huile de soja est appréciée par les promoteurs de la restauration collective, auxquels on ne peut demander l'impossible. La France encourage la culture du soja car, après extraction de l'huile, son résidu oléagineux — le tourteau — constitue une exceptionnelle nourriture, riche en protéines, pour l'élevage. Mais il faut l'importer à grands frais, des États-Unis et du Brésil.

On utilisera donc l'huile de soja, en attendant une prochaine réglementation européenne. Elle fait déjà une discrète apparition dans la dernière ode de Lesieur : « L'iso 4 ». Non, ce n'est pas un nouveau logiciel, mais un mélange d'huile de tournesol, de pépins de raisin, de soja et d'oléol. Et qui pourrait bien détrôner la célèbre huile d'arachide, aux rémanences colocoliales. « L'iso 4 » assure, de surcroît, un bon équilibre entre acides gras mono-insaturés et poly-insaturés. Une création qui satisfait sans réserve Jean-Marie Bourne, directeur de recherche à l'Institut national de la santé et de la recherche médicale (INSERM), auteur d'un savant — et drôle — ouvrage sur les *Bonnes Graisses* (1).

Du coco, on tire l'huile de coprah, très saturée : *Cocoe macifera* pour les belles créatures de Gauguin. On fait bouillir la pulpe pour récupérer l'huile à bronzer ou à faire de la margarine. C'est la même. Ladite margarine — « perle » co grec — fut inventée, sous Napoléon III, pour les

classes laborieuses. Elle participa de la cuisine, sous l'Occupation, loutée par le bon docteur de Pomiane. Elle est encore très présente par les obsédés du régime, les pingres, les économes et les Suisses. L'huile de palme entre également dans la composition de cette graisse végétale.

L'huile de colza servait à l'éclairage et à la lubrification des machines. On la soupçonne, un temps, d'altérer le muscle cardiaque. L'huile de maïs ravit également les servants de la minceur. L'huile de tournesol, dont la fleur est la reine de la Provence, est produite en quantité énorme dans le monde entier ; elle est appréciée des gourmets. En tête, pour l'instant, reste l'arachide, une légumineuse connue sous le nom de cacahuète ou *peanut*. Sa production mondiale est considérable. Particulièrement riche en gras, l'huile d'arachide convient à tous les usages.

Mais sur toutes les mosaïques de Byzance, sur celles de Ravenna, sur les tombeaux des Alyscamps, en Arles, est la figure de « l'arbre du Séigneur ». De l'huile d'olive qui faisait les péchés et les rois de l'Ancien Testament et le sacre des Francs. Toute la Provence pétrit encore, à Noël et à Pâques, ses gâteaux avec l'huile d'olive qui servait d'offrande au Temple de Jérusalem. Le *roustido* de Maussane-Alpilles est la collation qui marque la première pression de l'huile d'olive vierge — appellation désormais abandonnée à Bruxelles, sans doute intraduisible en italien — dans ce village producteur réputé, près des Baux, où la coopérative dédicole s'appelle désormais Moulin Jean-Cornille (rue Charlevoix, 13520 Maussane : tél. 90-54-32-37). Une tranche de pain grillé est trempée dans l'huile nouvelle. En attendant, pour la fête, le *pumpo* à l'huile, le beignet et l'aillet. La brandade aussi, qu'Albert Nahmias servira cet été chez Olympe (8, rue Nicolas-Charlet, Paris-15) : tél. 47-34-86-08. De Marseille à Gènes, le pan-bagnat fait l'ordinaire, et même le dimanche en pays ligurien.

A Glanum (Saint-Rémy-de-Provence), on trouve des vestiges de pressoirs antiques ; à Mouries subsiste une meule sphérique. La pâte est posée depuis des siècles sur le scourtin fabriqué à Cassis, lorsque le moulin n'est pas (encore) équipé d'une centrifugeuse. Les jattes à huile viennent d'Aubagne ou de Vallauris. La tradition essaie de se maintenir au pays de Mireille. Et l'on dit toujours à Venise : « *Sesoun d'avareire, sesoun d'oli* » (saison d'olives mûres, saison d'huile) (2). L'huile vierge de première pression, au parfum oléique et à la profondeur verte, est l'huile sainte des juifs et des chrétiens, en Avignon — où Christian

Etienne (10, rue de Mons, 84000 Avignon : tél. 90-86-16-50) l'emploie avec talent en accompagnement de poissons et de légumes de Provence — comme à Carpentras. L'huile d'olive diminue le « mauvais » cholestérol, grâce à l'acide oléique qu'elle contient en abondance. Haro sur les autres huiles ? « Non », répond Jean-Marie Bourne, il faut lutter d'abord contre le sucre et contre les graisses saturées, rares dans les bonnes huiles mais abondantes dans les viandes servies dans les fast-foods. Et de conclure : « La situation est grave, mais pas désespérée ».

Jean-Claude Ribaut

(1) Editions Odile Jacob, 1991, 346 p., 140 F.

(2) Cité par Claude Seignolle, *Le Folklore de la Provence*, G.P. Maisonneuve et Larose, 1963. On consultera aussi : *Le Livre de l'olivier* de M.C. Amourette et G. Comet, Edisud 1983 ; *La Civilisation de l'olivier*, de Maurice Verdier, Albin Michel, 1990.

► Bonne huile d'olive : A Nyons : voir le Monde du 23 décembre 1990. Bonne sélection chez Israël (30, rue François-Miron, Paris-4) : tél. 42-72-66-23.

A Mouries : Christian Rossi, coura Paul-Revoil : tél. 90-47-50-40.

A Meusanne : Moulin Jean-Cornille (voir ci-dessus). Huile rare cette année.

A Nice : Nicolas Abzari, 14, rue Saint-François-de-Paul : tél. 93-85-76-92.

A Paris : A l'Olivier, huile de « Mère Goutte », 23, rue de Rivoli, Paris-4 : tél. 48-04-86-59. Excellent choix d'huiles de la région d'Alix, plus ou moins douces et fruitées.

On trouve aussi d'excellentes productions de la CEE (Italie, Espagne) dans les épiceries spécialisées.

## GASTRONOMIE

### WAGON 7

7, RUE BOURSAILLY - 75017 PARIS  
42 93 41 57

### Vous n'êtes pas encore parti en vacances...

#### DIEP non plus ! 萬珍樓

ou le plus grand restaurant asiatique à Paris, avec 350 places, dans un décor somptueux, comme à Hong-Kong. Au déjeuner : « MENUS EXPRESS » 72 et 98 F. Cadeaux à la vapeur présentés sur chariot (une entrée, un plat, un dessert). Si vous « optez » chinois (fruits de mer aux pâtes de soja, nouilles, pièces de crabe farcies). Si vous choisissez « thaïlandais » (garnitures à la citronnelle, moules sautées au basilic, calamars farcis, raviolis aux nouilles de requin). Si vous préférez choisir parer la carte qui est impressionnante, le choix est vaste comme le restaurant « DIEP » (fou et assés en belgisme, plats de soja croquants, en papillotes, travers de porc sautés à la façon « Kim Do », la fondue, la murelle de poitrine d'agneau, le canard laqué, etc. Vivier de langoustes. Air conditionné. Et aussi doublement installé aux Champs-Élysées : même famille. DIEP à l'Opéra, 28, rue Louis-le-Grand (9) : tél. 47-42-31-58 et 94-47. DIEP 28, rue de Valenciennes (9) : tél. 42-54-31-94. DIEP 55, rue Pierre-Charon (8) : tél. 45-63-52-76. Ces trois restaurants sont ouverts tous les jours. Service assuré jusqu'à minuit. Parking à proximité.

## Semaine gourmande

### Le Diamant rose à La Colle-sur-Loup

Après avoir fait construire cet étonnant bijou rose, sur la route de Saint-Paul-de-Vence et dominant la vallée avec la mer pour horizon, M. Tooy Versini s'est-il demandé qu'en faire ? En tout cas, l'avoir confié à Jacques Maximin sera pour tous les deux une chance. La petite salle (50 couverts) et son piano-bar jouant d'abord sur une terrasse de rêve, où l'on peut servir 100 couverts (par temps chaud et nuit étoilée, une féerie doublant celle de l'été). Pour l'instant, ce n'est qu'un début, certes. Mais mieux vaut quelques banquettes vides que des banquettes vides, dit penser Maximin, ouvrant dans une immense cuisine et retrouvant son sourire.

Il propose à 200 F un « Déjeuner de campagne » (choix de six entrées, six plats, six desserts), où la soupe de poissons voisine avec les raviolis de saiche, la véritable salade niçoise, les pointes d'asperges vertes aux fèves, la rognonnade de lapereau, une salade de fond d'antichaut aux foies de volaille.

Avant les suggestions du jour (ah ! cette nage de Méditerranée ap beurre de basilic !), il y a la carte, bien entendu, et aussi des menus « Tradition » (550 F), « Des champs et des herbes » (300 F), « Poissons du pays » (600 F) et « Homard à l'italienne » (700 F).

Des trouvailles comme le canard à l'ail rôti ou les filets de pagot aux grognes, le millefeuille de chocolat amer au gingembre et le sabayon glacé au porto et au coulis de melon. Les pains sont « maison », la carte des vins intéressante et bien proposée par Philippe (qui fut sommelier chez Alain Chapel). Un futur 3-étoiles, ou alors Michelin ne serait pas Michelin !

► Le Diamant rose, route de Saint-Paul, 06480 La Colle-sur-Loup : tél. 93-32-82-20. Pas de fermeture. Selon 20 couverts. CS-AE.

### Les Charmilles à Aubigny-sur-Nère

Petit hôtel restaurant où les escargots forestiers, le saupiquet de lotte et son flan de fromage de chèvre ont l'accent qui convient. Menus et carte (compter 200 F environ).

► Les Charmilles, 8, rue du Château, 18700 Aubigny-sur-Nère : tél. 48-58-17-18. Fermé jeudi. Carte bleue. Chiens acceptés.

### La Solognote à Brion-sur-Saône

La meilleure étape de la région. Dominique Girard en cuisine vous réglera superbement (menus de 145 F à 280 F) et carte. Ne manquez point le feuilleté de foies de lapin aux poireaux.

► La Solognote, Grande-Rue, 18140 Brion-sur-Saône : tél. 48-58-50-29. Fermé mardi soir et mercredi. Parking privé. Carte bleue. Chiens acceptés.

## VACANCES-VOYAGES

### HÔTELS

#### Côte d'Azur

06400 CANNES  
HÔTEL LIGURE\*\*\*  
5, rue Jean-Jaurès - 06400 CANNES  
Tél. : 93-39-03-11 - Tél. 970275  
FAX 93-39-19-48  
A 300 m de la station Capricci et des plages.  
Climatisé, insonorisé, chambres TV couleur. Tél. direct, minibar.

#### MANDELIEU - LA NAPOULE

### ROCHER SOLEIL

#### RÉSIDENCE HÔTELIÈRE

STUDIOS, 2 et 3 PIÈCES de très grand confort, climatisés. Bar, restaurant, salon, tennis privés, piscine, sauna, salle de gym, jeux d'enfants. Face au golf, à 800 m de la plage. INFORMATIONS - RÉSERVATIONS : (16-1) 44-01-60-46.

#### NICE

HÔTEL LA MALMAISON  
Bout Western\*\*\*  
Hôtel de charme près mer, calme, grand confort. 30 CH. INSONORISÉS ET CLIMATISÉS TV COULEUR PAR SATELLITE Restaurant de qualité. 48, boulevard Victor-Hugo, 06000 NICE  
Tél. : 93-42-62-56 - Tél. 470410. Télécopie 93-16-17-99.

#### HÔTEL VICTORIA\*\*\*

33, boulevard Victor-Hugo 06000 NICE - Tél. : 93-68-39-60. Plein centre-ville, calme. Petit parking, grand jardin, chambres TV couleur, câble. Téléphone direct, minibar.

#### Montagne

#### 05350 SAINT-VÉRAN

(Hautes-Alpes, parc rég. du Queyras)  
2 040 m, site classé du XVIII<sup>e</sup> siècle. Été-Hiver, plus haute com. d'Europe. 2 hôtels 2 étoiles. Logis de France. Piscine, tennis, billard, salon de repos. Meubles, chambres studios, chambres, 1/2 pens., pens. complète, sés. Librairie. LE VILLARD, tél. : 92-45-82-08. LE BEAUREGARD, tél. : 92-45-82-62. FAX : 92-45-80-10.

#### Paris

SORBONNE  
HÔTEL DIANA\*\*  
73, rue Saint-Jacques  
Chambres avec bains, w.c.  
Tél. direct, TV couleur. De 280 F à 420 F.  
FAX : 46-34-24-30.  
Tél. : 43-54-92-55.

#### PORTES DES LILAS

HÔTEL LILAS GAMBETTA\*\*  
223, avenue Gambetta  
Tél. : 43-62-85-60  
Tél. : 211838. Fax : 43-61-72-72  
Chambres insonorisées (290 F à 340 F)  
TV couleur. Tél. direct, minibar.

#### Provence

#### VIVRE UN MOMENT D'EXCEPTION

#### AUX BAUX-DE-PROVENCE

#### LE MAS DE L'OLIVIER\*\*\*

Un nouvel hôtel grand confort, avec 20 chambres climatisées, au cœur d'une oliveraie. Magnifique piscine paysagée. Tennis. Parking fermé. A proximité : golf 9 et 13 trous, équitation, vol à voile. Et, tout autour, le site prestigieux et idyllique des BAUX-DE-PROVENCE. Tél. : 90-54-35-78. Fax : 90-54-44-31.

#### Suisse

#### SLS-MARIA (Engadine)

#### HÔTEL EDELWEISS\*\*\*\*

L'hôtel aux 4 étoiles. Pour vos vacances d'été ou d'hiver. Tous les sports. Tél. : 1941-82-4 52 22 Fax. 4-55-22  
Hôtel et maison d'appartements Edelweiss/Alveten CH-7514 SLS-Maria

#### St-MORITZ (Engadine)

#### Kulm - Hôtel

L'hôtel 5 étoiles dans la grande tradition. Centre mondain et sportif. CH 7500 St-MORITZ. Tél. : 1941 827 11 51 FAX 3 27 38

#### TOURISME

#### CANNES

#### JUILLET-AOÛT 1991

#### Studio touristique

« Les Sables dorés » 30 mètres de la plage. Croisette. Renseignements : (16) 93-39-82-55.

## Aux quatre coins de France

### CHAMPAGNE J.-B. MICHEL

B.P. n° 5

MOUSSY 51200 EPERNAY

Propriétaire-viticulteur

Doc. et tarifs sur demande

Etiquettes personnalisées

\* L'abus d'alcool est dangereux pour la santé.

### L'OR VERT

CAVE VITICOLE

DE CLEBOURG\*

Vente par correspondance. Tarif sur demande

Livraison rapide dans toute la France et à l'étranger

67160 Wissembourg - TR. : 88-94-50-33

\* L'abus d'alcool est dangereux pour la santé.



Inutile de s'obstiner, l'Alexandrie du Quatuor a disparu. Plus égyptienne que jamais, la ville désarçonne aujourd'hui les lecteurs de Lawrence Durrell.

Le décor n'est plus, qui vit Cléopâtre se donner à César et l'immoler pour Antoine. Dans les couloirs faoés de l'Hôtel Cecil, seuls quelques touristes égarés, le Quatuor d'Alexandrie sous le bras, témoignent encore de la séduction qu'exerce cette ville-aimant sur les lecteurs de Lawrence Durrell et sur quelques autres. Ça, le rêve éveillé d'Alexandrie qui la fouda voici vingt-trois siècles, le « grand pressoir de l'amour » qui engloutit Justine et Nessim, les héros si patétiquement alexandriens du Quatuor.

Victime de trop d'attentes, Alexandrie exaspère l'imagination. La ville-ville de l'Antiquité, la capitale qui rayonnait sur le monde coquo, c'est plus que la deuxième métropole d'Egypte, aussi grouillante et négligée que la première. A l'écclle des valeurs d'aujourd'hui, rido.

Ses illusions remballées, mieux vaut se laisser aller à ce qu'Alexandrie a encore à offrir, un cheminement à rebours de ses rêves au bout duquel attend une autre Alexandrie, triviale au séduisante. A chacun son prisme. L'expérience n'est pas sans risques et on peut préférer à cette déconstruction-reconstruction son Alexandrie imaginaire, comme un lecteur de Proust qui s'interdirait un pèlerinage à Illiers-Combray.

L'obstention est d'autant plus tentante que les voyageurs ignorent généralement Alexandrie. D'Abou-Simbel à la pyramide de Khéops, les rives du Nil sont si riches de grandeurs tangibles que les touristes en repartent repus. Par comparaison, Alexandrie n'a rien à offrir, sinon son éclat passé, à l'état de traces.

Le « Guide bleu » lui-même, si souvent ecclio à l'exhaustivité, concillerait presque au voyageur de passer son chemin : « Une journée peut suffire, si vous êtes pressé, à vous faire une idée approximative de la ville. » Une escapade en bord de mer, là où se dressait le fameux phare, l'une des sept merveilles du monde. Une visite au musée gréco-romain pour se persuader qu'avait de tomber, comme un fruit mûr, aux mains des Arabes (en 641), la capitale des Ptolémées fut un brillant foyer de civilisation. Un petit tour de ville et on se convaincrait presque d'avoir tout vu. Erreur ! Alexandrie ne se déville, quand elle se dévoile, qu'à force d'assiduité. Elle ne se livre qu'aux esprits vierges de toute réminiscence, à ceux qui savent faire le vide et se laisser reconquérir.

Les plus nombreux à avoir fantasmé Alexandrie sont les lecteurs de Durrell. Ce sont, du même coup, les moins préparés à cette épreuve. La tétralogie de l'écrivain britannique (*Justine*, *Balthazar*, *Moutolive*, *Cléa*) les a tant subjugués qu'ils n'en ont retenu que l'épure : une parabole sur l'amour qui se dérobe et se dérobera sans fin à qui croit le tenir. Que ce message désespérément pessimiste continue de passer pour l'un des plus beaux hymnes à l'amour de la littérature, est un hommage au génie de Durrell en même temps qu'une source de malentendu. Avec un tel alchimiste, il n'est pas surprenant que des millions de lecteurs continuent de voir Alexandrie autrement qu'il la dépeint.

La lecture du Quatuor donne la mesure de ce tour de passe-passe éclairant la ville d'un jour beaucoup moins romanesque : « Rues qui reviennent des docks, qui se faufilent entre les entassements des maisons loquées et pourries, qui se sniffent dans la bouche leur haleine fétide, rues qui s'écroulent et chavirent. Balcons sans leurs persiennes, grouillants de rats et de vieilles femmes aux cheveux pleins de tiques et de croûtes. Murs galeux et ivres qui penchent à l'est et à l'ouest de leur véritable centre de gravité. Noirs cordons de mouches qui se livrent bataille jusque sur les lèvres et les yeux des enfants,

Pour avoir trop sollicité l'imagination, Alexandrie agit comme un éteignoir. On lui en veut de n'être que ce qu'elle est, une ville arabe accablée par tous les maux du tiers-monde, une cité industrielle indifférente à la pollution, où les classes moyennes cairottes affinent l'été pour échapper à la fournaise, dans d'immenses tours qui défigurent le front de mer. Newark et Benidorm à la fois.

## Alexandrie sans Justine



perles mûres de manches d'été, partout.

Aujourd'hui encore, Alexandrie fermentée de ces misères-là. Les quartiers les plus déshérités partent en ruine avec leurs plus beaux restes, arabes ou turcs. Et si l'architecture néo-baroque ou italicienne du centre-ville témoigne encore de la renaissance d'Alexandrie au début du siècle et de son cosmopolitisme d'alors, c'est presque un miracle : héritage de la révolution nassérienne, l'encadrement des loyers menace ces belles demeures en empêchant leurs propriétaires de leur garder leur splendeur passée.

Nul n'e mieux décrit Alexandrie-la-lépreuse, celle qui saute aux yeux, que le poète grec Constantin Cavafy, son chantre sulfureux : « Cœur inutile, épuisé, combien de temps encore faudra-t-il demeurer confiné entre les murs de ces effroyables ruelles d'un esprit trop banal ? » Nul autre que lui n'a mieux suggéré la fuite du temps, cette impression d'ensevelissement que l'on éprouve à se remémorer, sur place, la très riche histoire d'Alexandrie. Une histoire faite d'éclats et d'éclipses, de

gloires et de drames, comme celui d'Antioche qui choisit le suicide, payant ainsi tribut, comme le voudrait Cavafy, à « Alexandrie qui s'en va ».

Comme ils désertèrent Antoine, les dieux ont déserté Alexandrie. Cité à la dérive, elle n'est plus que l'ombre de ce qu'elle fut. Mais elle fut, suffisamment séductrice encore pour être une source renouvelée d'inspiration et d'impatiences. Tant que cela durera, Alexandrie ou mourra pas.

L'écrivain britannique Edward Morgan Forster (*Avec vue sur l'Arno, Route des Indes...*) s'est lui aussi laissé prendre dans les filets de celle que Cavafy nomme simplement « la Ville ». Publié pour la première fois en 1921, remanié jusqu'en 1960 et traduit récemment en français, son *Alexandrie* : une histoire et un guide reste le sésame indispensable à qui tente de résoudre à son tour l'énigme alexandrine.

Les recherches récentes (Alexandrie la Grande d'André Bernand par exemple) donnent une idée plus juste de ce que fut la capitale des Ptolémées mais la légende d'Alexandrie justifie le choix d'un

romancier comme guide. Forster évoque avec verve le sort que réservèrent à Alexandrie ses conquérants arabes : ils « n'étaient ni des fanatiques ni des barbares et ils allaient bientôt mettre en chantier, près du Caire, une nouvelle Egypte de leur cru. Mais ils eurent devant Alexandrie un mouvement instinctif de recul ; elle leur semblait trop idyllique et frivole ; et mille ans de silence allaient succéder ».

C'en est effectivement fini alors, et jusqu'à la campagne d'Egypte de Bonaparte, du rayonnement d'Alexandrie, qui a stupéfié Amr Ibn El As, son vainqueur, par ses « quatre mille palais, quatre mille thermes, quatre cents théâtres, mille deux cents marchands de fruits et légumes et quarante mille juifs ». Pendant mille ans, Alexandrie s'enfonce dans l'oubli, au point de ressembler, à l'époque où le futur Napoléon y débarque, à une poussiéreuse bourgade provinciale. Amère désillusion pour lui, qui est venu nourrir ici, sur les traces d'Antoine, de grandioses visées impériales.

Cette Alexandrie anéantie par dix siècles de silence, il faut partir

à sa recherche, le « Forster » à la main, comme le fit Lawrence Durrell qui préface l'ouvrage tardivement (en 1982) : « J'ai pu, deux années durant (en 1941 et 1942), d'ambuler entre les pages de ce guide, l'utilisant aussi pieusement qu'il le méritait et effectuant de larges emprunts dans ses lieux de sagesse, afin d'offrir les notes que je prenais pour le livre que j'espérais moi-même écrire un jour ».

Forster parle des sept cent mille livres de la bibliothèque d'Alexandrie, tout le savoir connu à l'époque des Ptolémées, disparus prématurément dans les flammes. Une tragédie imputable moins aux Arabes que provoquée accidentellement par les Romains de Jules César puis, quatre siècles plus tard, par des chrétiens pris de fureur anti-païenne. Le long de la célèbre corniche (le bord de mer), non loin du lieu où se tenait la bibliothèque antique, un terrain nu indique aujourd'hui l'emplacement de la future Bibliotheca Alexandrina. Elle aura la forme impertinente d'une tranche de pastèque et, si la bonne volonté internationale ne faillit pas, abritera petit à petit, à partir de 1995,

quatre à cinq millions de volumes consacrés à l'histoire gréco-romaine, islamique, copte, égyptienne et méditerranéenne. Un vrai bouquet alexandrin.

Alexandrie, qui connut un brillant renouveau lorsque le fondateur de l'Egypte moderne, Méhémet-Ali, en fit sa quasi-capitale, ne s'est jamais tout à fait remise de l'être plus le centre du monde. Nasser la considérait comme une étrangère et se méfiait de ses communautés grecque, italienne, juive... Ce cosmopolitisme (« Parler cinq langues était considéré comme normal pour un commerçant alexandrin d'autrefois », affirme Durrell), c'est plus aujourd'hui qu'un souvenir ou presque. Pour ces communautés aussi, « Alexandrie s'en va », émigrants des années 50 nu de découragement plus récent.

Le renversement de roi Farouk, le dernier descendant de Méhémet-Ali, qui quitta son pays par la corniche dans un cortège de Rolls noires et rouges, a ouvert un nouveau chapitre de l'histoire d'Alexandrie. Le socialisme nassérien, celui de l'après-mnarchie, fait encore frémir la bourgeoisie locale, celle qui n'a pas fui. On en croise les rejetons au Sporting, le club select où la bonne société britannique avait ses habitudes avant-guerre. Alexandrie, une petite frange d'Alexandrie, joue encore à l'europpéenne mais elle n'y croit plus.

Les belles villas, quelquefois des palais, où ce petit monde avait ses fêtes, n'existent plus sinon à l'état de botte-témoins. Celle que Durrell attribue au riche Nessim de son roman abrite des diplomates de la Chine populaire. Elle est grise et laide. Une désillusion de plus.

Inutile de s'obstiner, l'Alexandrie de *Justine* et de *Moutolive* n'est plus. Elle ressemble davantage à celle que décrit Naguib Mahfouz, le prix Nobel de littérature, dans *Misratar*. Les états d'oppressés dans les rues étroites. L'appel des mu ezziens. Le brimalement des trams. La cacophonie des klaxons. Les ouïs où l'on vient jouer au trictrac no fumer un narguil.

Plus égyptienne que jamais, Alexandrie désarçonne les lecteurs de Durrell. Tant pis. Ils d'avaient qu'à s'en douter. Leurs repères évanouis, il leur reste à explorer cette ville, qu'ils croyaient connaître et dont ils ignorent tout. Ce n'est qu'un prix de cette acclimatation qu'on rebâtit « son » Alexandrie. Cela s'appelle voyager.

De notre envoyé spécial  
Bertrand Le Gendre

► Vade mecum : *Alexandrie : une histoire et un guide* d'E. M. Forster. Traduit de l'anglais par Claude Blanc. Quai Voltaire, 1990.

► *Le Quatuor d'Alexandrie*, de Lawrence Durrell. Traduit de l'anglais par Roger Gloux. Editions Buchet/Chastel. Dernière édition 1990.

► *Alexandrie d'Egypte*. Les lieux du Quatuor d'Alexandrie. Textes de Lawrence Durrell. Photographies de Rodolphe Hammadi. Préface de Olivier Poivre d'Arvor. Editions Eric Koster, 1989.

► Présentation critique de Constantin Cavafy suivie d'une traduction des Poèmes par Marguerite Yourcenar et Constantin Dimaras. Gallimard. Collection « Poésie ». Dernière édition 1988.

► *Misratar*, de Naguib Mahfouz. Traduit de l'arabe par Farida Al Ashmawi Abouzaid. Denoël, 1990.

► *Alexandrie la Grande*, d'André Bernand. Arthaud, 1986 (épuisé).

► *La Véritable histoire de la bibliothèque d'Alexandrie*, de Luciano Canfora. Traduit de l'italien par Jean-Paul Mangano et Danièle Dubroca. Editions Desjonquères, 1988.